

## TABLE DES MATIERES

ARGENTINE : LA REPRESSEION A LA PRESSE ET LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 78

### I - LA REPRESSEION A LA PRESSE ET AUX JOURNALISTES

AJOIV  
et aux journalistes

Les causes économiques de la répression

Les excès politiques de la répression

BDIC

La situation dans les réactions face à la répression. Les causes économiques de la répression. Les excès politiques de la répression. Quelques autres mesures de la Junta ayant trait à la Coupe du Monde de Football.

## ARGENTINE

### LA REPRESSEION A LA PRESSE ET LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 78

La manipulation de l'opposition dans les médias : "xinq n leao"

Le soutien à la révolution d'un championnat d'Europe

Les actions de la Junta-Mariel.

Le journal *Pioner*.

Le "Chacabuco" appelle à la mobilisation de l'opposition.

Des actions terroristes : "morts sans dossier".

La répression dans les stades : les joueurs et supporters sont expulsés.

La répression dans les stades : les joueurs et supporters sont expulsés.

Le combat d'Opération à Paris.

Intervention de deux religieuses françaises.

Les 4000 journalistes victimes de la répression.

Les 1000 qui ont fui pour échapper à la répression.

Et toujours à CAMBIO 16 : "Les 80 soutiens".

"Mourront tous ceux qu'il faudra"

Général Videla,

conférence de Commandants-en-Chef américains

Novembre, 1975.



## TABLE DES MATIERES

ARGENTINE : LA REPRESSION A LA PRESSE ET LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 78

VIOLA :

" Il y a 8.000 morts ".

VIDELA :

" Dans toute guerre il y a des personnes qui survivent, d'autres qui meurent et d'autres qui disparaissent. L'Argentine est en train de finir cette guerre ; elle doit être prête à faire face à ses conséquences. La disparition de quelques personnes est une conséquence non voulue de cette guerre ".  
( le 20 décembre 1977 )

VIDELA :

" Il y a environ 4.000 détenus ". ( janvier 78 )

VIDELA :

" Il n'y a pas de listes de disparus ". ( janvier 78 )

VIDELA :

" Noel en paix " : 4.000 détenus relâchés.

AMNESTY INTERNATIONAL :

8.000 détenus sans procès.

A FOLHA DE SAO PAULO ( d'après le rapport Vance ) :

12.000 à 17.000 prisonniers politiques.

### I.- LA REPRESSION A LA PRESSE ET AUX JOURNALISTES

*L'articulation légale des restrictions imposées à la presse argentine.*

La presse muselée. La bataille de désinformation menée contre le peuple.

*La répression aux média.*

Les fondements de quelques unes des sanctions dont ont fait l'objet les média.

Les patrons de la presse dénoncent la répression. "C'est par la bouche que meurt le poisson". La légalité des publications fascistes.

La persécution aux éditeurs catholiques.

L'*«index»* et le brûlage de livres.

*La répression au journalisme étranger.*

Répression aux journalistes étrangers en Argentine.

Le "complot international".

Quelques réponses de la Junta.

*La manipulation de la presse.*

Le terrorisme d'Etat à la recherche d'un changement d'image.

Les services de la Burson-Marsteller.

Le rapport Burson.

Le Chancellerie argentine recueille les recommandations de l'agence.

Des articles "favorables".

Les dernières nouvelles peuvent être malades ou très bons.  
Des personnes de tout et aucun avis devraient se déclarer au contraire.

Le centre d'Operations à Paris.

L'enlèvement de deux religieuses françaises.

### APPENDICE I

Liste de journalistes victimes de la répression.  
Liste des média qui ont fait l'objet de mesures répressives.

La répression à CAMBIO 16 : "Les 80 souliers vides".

### 2.- LA COUPE DU MONDE 78

*Les couts économiques du «Mundial».*

Les excuses préparatoires commencent.

*Le «Mundial» de la répression.*

Plan de la Burson-Marsteller pour le «Mundial» 78.

Quelques unes des mesures de la Junta ayant trait à la Coupe du Monde de Football :

Limitations imposées au journalisme - accréditations.

Limitations imposées au journalisme - liberté de mouvement.

Limitations imposées au journalisme - la manipulation de la presse.

Limitations imposées au journalisme - les limitations économiques.

Le contrôle répressif sur les supporters argentins et étrangers :

Limitations imposées aux supporters - contrôle et «fichage».

Limitations imposées aux supporters - présence répressive dans les stades.

Limitations imposées aux supporters - limitations économiques.

La répression dans les stades : la «subversion» de joueurs et supporters.

Les champions du monde sont expulsés.

La surveillance de la compétition de Formule 1.

*La polémique en Europe Occidentale*

En Italie, Belgique, Hollande, Allemagne, Suède, France.

*La position du Mouvement Péroniste Montonero face au Mundial 78*

Y ALLER POUR DENONCER.

Firmenich expose la position du MPM

La conférence de presse tenue à Rome.

### APPENDICE II

La presse européenne reflète le football des dictateurs (selection de quelques articles critiques).



LETTRE DES MÉTIERS

## I.- LA REPRESSEION A LA PRESSE ET AUX JOURNALISTES



30.000 DISPURUS

15.000 PRISONNIERS

10.000 MORTS

Des milliers d'exilés et d'expatriés  
sont les chiffres nus  
de la terreur déclenchée  
par la Junta militaire de Videla.

## FEDERATION LATINO-AMERICAINE DE JOURNALISTES (FELAP)

JUIN 1978

" ARGENTINE : 60 journalistes prisonniers du régime militaire  
70 travailleurs de la presse en exil.

13 publications principales fermées définitivement.  
Les publications religieuses et les bandes dessinées comiques ainsi que d'autres mass-média qui ont été interdits ne sont pas comptabilisés dans ces chiffres.

L'escalade répressive en Argentine atteint son point les plus haut avec l'assassinat de 6 journalistes dans le premier semestre de 1977.

## PEN CLUB INTERNATIONAL

NOVEMBRE 1977

" ARGENTINE (...) le pays ou la répression contre les intellectuels est la plus sévère, avec 119 écrivains emprisonnés ", sur 471 détenus dans 55 pays.



LISTE INCOMPLÈTE DE JOURNALISTES QUI ONT ETE VICTIMES  
DE LA REPRESSEION DEPUIS LE 24 MARS 1976

<i>ASSASSINES</i>	:	24
<i>DISPARUS</i>	:	46
<i>DETENUS</i>	:	59
<i>DETENUS ET RELACHES</i>	:	41
<i>MENACES ET ATTAQUES</i> <i>(Chiffre très incomplete)</i>	:	04
		174
<i>JOURNALISTES EN EXIL</i>	:	400

LA REPRESSEION INDISCRIMINEE

<i>STAFF DE DIRECTION ET EDITEURS</i> <i>(y inclus jusqu'à la catégorie de secrétaires de rédaction)</i>	59
<i>CORRESPONDANTS ETRANGERS</i> <i>(ce chiffre n'inclut pas les 11 correspondants étrangers détenus alors qu'ils interviewaient les «folles de la Place de Mai»)</i>	10
<i>DIRIGEANTS DU SYNDICAT DES JOURNALISTES</i>	27
<i>REDACTEURS</i>	78
	174

103 PUBLICATIONS PENALISEES

LA PRESSE ARGENTINE MUSEE

L'ARTICULATION JURIDIQUE DU BAILLON  
IMPOSE A LA PRESSE ARGENTINE





## LA PRESSE ARGENTINE MUSELLE

### LA BATAILLE DE DESINFORMATION MENÉE CONTRE LE PEUPLE.

Le 24 mars 1976, alors que la Junte présidée par le général Videla assumait les pouvoirs de l'Etat et décidait de concentrer dans ses mains -d'une façon institutionnelle- la répression à l'ensemble du peuple argentin, elle prit une série de mesures qui, tout au long de ces deux années, ont été établies comme l'étatut de la répression à la presse.

1.- Centralisation et contrôle de l'information par le Secrétariat à la Presse et à la Diffusion, sous l'égide de la Présidence de la République.

2- Encadrement et mise en ordre de la diffusion d'après un précis en 14 points émis par le gouvernement. La diffusion de l'information a été ordonnée sur trois axes explicites : 1) **Ne pas soulever de fausses expectatives;** 2) **Ne pas promouvoir de conditionnements du comportement;** 3) **Ne pas compromettre la démarche gouvernementale dans aucune de ses branches.** (L'ampleur de ces axes et, par conséquent, celle des conditions imposées par le gouvernement, se passe de commentaires).

3.- Les directives répressives de la Junte peuvent rencontrer un terrain déjà préparé par la terreur; le quotidien en langue anglaise *The BUENOS AIRES HERALD* écrivait le 26 avril 1976 en se référant à l'autocensure: «**Il existe des média qui se vantent de leur objectivité et qui, cependant, suppriment la mention des faits dont la publication pourrait les compromettre.**

4.- Le même journal éditorialise: «**On parle de pré-censure, auto-censure et post-censure,** et il insiste: «... il n'y a pas de légitime véhicule pour que l'opinion puisse s'exprimer à un niveau massif».

5.- Ces mêmes jours, dans un entrefilet de première page, le quotidien *LA OPINION* de Buenos Aires informait que le Secrétariat à la Presse et à la Diffusion avait communiqué aux média la décision du Pouvoir Exécutif d'interdire l'information et les commentaires portant sur de thèmes relatifs à des faits subversifs, d'une façon directe ou indirecte".

L'ampleur du concept de "subversif" tel qu'il est utilisé par la Junte permet de mesurer la dimension de la censure de presse.

6.- Les grandes lignes de la Loi de presse régissant l'action gouvernementale dans ce domaine ont été rendues publiques. Dans cette Loi l'orientation de l'information est définie en fonction du "rétablissement des valeurs fondamentales pour l'intégrité de la société"; telles valeurs sont l'ordre, la laboriosité, la hiérarchie, la responsabilité, l'honnêteté, entre autres émergeant de la morale chrétienne.

Ces règles, qui furent communiquées à la presse par le Ministre de l'Intérieur, général Albano Harguindeguy, lors d'une réunion convoquée par le Pouvoir Exécutif le

28 juin 1976, sont établies en fonction du développement de la guerre antisubversive, laquelle conditionne et caractérise toutes et chacunes des mesures gouvernementales adoptées à tous niveaux.

7.- Dans l'arrêté dicté par la Junte que le Secrétariat à la Information Publique envoie à tous les média, est signalée la nécessité de perfectionner au moyen d'un soigneux système d'informations, des modèles sociaux destinés à la jeunesse susceptibles d'erradiquer ceux qui existent à présent. Cette ordonnance norme aussi sur la convenance d'atténuer le traitement de thèmes liés au sexe et au sensualisme, et d'éliminer les publications ou les images obscènes ou érotiques.

8.- Cette ordonnance utilise aussi dans son exposé à guise de subtile rappel les nouvelles peines imposées par suite de la modification du Code Pénal, qui réprime d'une manière sévère ces "exaltations" que les autorités militaires considèrent très préjudiciables pour le moral public.

9.- Sous un autre chapitre de la nouvelle législation il est précisé que toute information doit être vérifiée dans ses sources avant d'être diffusée et qu'elle devra faire l'objet de débats publics. Il est en même temps jugé comme méthode inappropriée la diffusion d'opinions non qualifiées telles que celles qui sont recueillies par des enquêtes ou des interviews dans la voie publique.

10.- Trois lois répressives dictées en juin 1976 déclarant dissoutes 48 organisations politiques, étudiants, syndicales et agraires et supprimant les activités des partis politiques reconnus, agravent la situation de la presse. La nouvelle législation dispose que sera puni par des peines de prison d'un mois à deux ans celui qui ait en sa possession, exhibé, imprimé, édité, reproduit, distribué ou fourni matériel imprimé ou enregistré par lequel soient propagés des faits, des communications ou des images relatives aux comportements incriminés dans l'article 1er.

Et l'article premier exprime: "Sera puni avec des peines allant de un mois à trois ans celui qui suive des activités politiques pendant la validité légale du décret no. 6 de la Junte militaire dicté le 24 mars 1976.

L'article 3 concerne spécifiquement la presse: "Sont réprimés par des peines de prison d'un mois à un an les correspondants de tout moyen de communications ou d'information publique qui diffuse ou propage des faits, des communications ou des images qui soient liés aux comportements incriminés dans l'article 1er, ainsi que ceux qui effectuent cette propagation ou diffusion". L'article 40, traite cette question en profondeur et autorise l'incautation des matériels utilisés pour commettre les délits incriminés et la clôture des locaux où soit exposé, imprimé, édité, distribué ou fourni ledit matériel ou à partir desquels soient propagés ou émis les faits, communications ou images interdits, en indiquant que cette clôture ne pourra pas aller au-delà des trois mois.

11.- Au mois de novembre 1976 la loi de "Sécurité National" a été modifiée en faisant monter les peines -dans tous les cas- au double. En ce qui concerne l'édition et la distribution de matériel considéré "subversif" seront punies par la fermeture de la maison d'édition pour le terme de un an à deux ans (avant c'était de un mois à un an); dans le cas de récidive la fermeture sera définitive.

12.- La conception répressive de la Junte militaire en ce qui concerne à la diffusion publique de l'information attire, bien entendu, la qualification des spectacles publics, en particulier le cinéma et la musique. Sur le plan cinématographique l'"interventor" de l'Entité de l'Etat qui s'en occupe a déclaré que seule sera permise "la promotion des films qui auraient montré l'homme dans sa lutte éternelle et quotidienne pour la justice, contre le matérialisme, l'egoïsme et le découragement, la vanité et la corruption, en se débattant pour son honneur et sa religion ou pour ses principes, sans s'adonner jamais aux lessives faciles de la violence ou de l'escepticisme". Seulement aux cas où ces conditions seraient remplies, seront-ils considérés des "œuvres d'arts".

De même pas marche l'organisme destiné à la qualification cinématographique / institution destinée à censurer / quand il condonne à travers son "interventor" le film de Leopoldo Torre Nilsson «Piedra Libre» puisque le "pronunciamiento" militaire imposa "de nouvelles

règles de pondération des valeurs morales, éthiques et sociaux qui constituent l'essence de l'être national".

13.- L'interdiction de diffuser des thèmes de certains interprètes de musique populaire par radio est visée dans le même sens : Atahualpa Yupanqui, Joan Baez, Chico Boarque de Holanda, Mercedes Sosa, Horacio Guarany, José Larralde, Carlos Gardel (sic), The Beatles et d'autres ensembles, etc. prétextant que: Il n'est pas permis et il ne sera pas permis de diffuser fréquemment des thèmes qui prétendent être imposés dans les buts promotionnels et d'origine totalement commerciale ainsi que ces thèmes en langue étrangère qui attaquent dans leur contenu la morale, les mœurs et le style de vie argentin".

14.- Cet ensemble de mesures desquelles n'ont été citées que quelques unes, furent ratifiées par le général Videla, chef de la Junte, dans une interview accordée à des journalistes nord-américains le 29 décembre 1977. A cette occasion-là il signala: "Non, ne mélangons pas. Il y a des lois qui régulent l'activité de la presse en fonction de ce pays qui a souffert et qui souffre encore les effets d'une agression extérieure qui l'a mené pratiquement à une guerre. (...) Dans ce sens et à ce qui concerne la lutte contre la subversion, il a été établie certaines règles du jeu, parce que la presse, sans le vouloir, pourrait transmettre de l'information ou créer une opinion qui favoriserait le développement du terrorisme subversif".



## FONDEMENTS DE QUELQUES UNES DES SANCTIONS AUX MEDIA

On a déjà passée en revue le cadre "légal" qui régit la presse et la diffusion en Argentine depuis le 24 mars 1976.

Dans ce chapitre sont enregistrées quelques unes des sanctions dérivant du nouveau corps répressif. Dans certains cas il s'agit seulement d'avertissemens sévères, dans d'autres cas, les mesures incluent la séquestration des éditions ou la fermeture de la maison d'édition, la plupart des fois accompagné d'arrestation, disparitions ou mort des inculpés. Il est nécessaire de faire la précision -bien que cette pratique soit évident- qu'en Argentine de nos jours l'emprisonnement ou l'arrestation des personnes ne suppose pas un procès judiciaire, et que la détention n'implique pas la reconnaissance officielle de telle situation; ainsi donc seul un moindre pourcentage des journalistes détenus (dont la liste nominative incomplète est incluse dans un autre chapitre de ce rapport), est officiellement reconnu par les autorités militaires.

Trois jours après le coup d'Etat du 24 mars, les autorités militaires firent connaître deux mesures qui marquèrent le commencement de la mise en œuvre des mesures répressives contre la presse : l'une, c'est l'enlèvement des licences aux 66 stations de radio-amateurs qui avaient "transgressé les règles imposées" par le gouvernement militaire qui sanctionnent, entre autres choses, l'utilisation des radioémetteurs pour faciliter des informations à caractère politique. L'autre est un "sévere avertissement" adressé à deux publications de la Capitale Fédérale dont les noms n'ont pas été connus, et cet avertissement est utilisé comme un recours psychologique-répressif-préventif pour l'ensemble de la presse. Le communiqué de la Junta exprime que ces publications vont à l'encontre du spirit qui anime le procès de réorganisation nationale".

—Fermeture pour une période de 24 heures du journal EL INTRANSIGENTE de Salta (27-3-76). La décision des autorités militaires est fondée sur la publication d'une note, accompagné d'une caricature, considérée offensive pour les fonctionnaires qui exercent actuellement le pouvoir dans cette province. La note concernait le délégué militaire au Ministère du Bien-être social de la province de Salta.

—Le journal LA MANANA de la ville de Victoria, province d'Entre Ríos, est fermé le 1er avril. Le communiqué officiel émis à cet effet exprime que "devant la profonde compréhension du moment transcontinental que vit la République, mis en évidence par toute la presse orale et écrite, la publication du journal LA MANANA apparaît comme un fait isolé, destiné à altérer l'esprit de la communauté, au moment où la tranquillité et la concorde constituent des facteurs préalables indispensables pour raffermir le développement des objectives communautaires".

—A la province de Corrientes, un communiqué du gouvernement local fait un "avertissement", sans mentionner le destinataire, exhortant la presse de cette province à éviter des publications qui puissent perturber le procès de réorganisation nationale (9 avril 1976).

—EL INDEPENDIENTE de la Rioja est fermé pour une période de 24 heures. Cette punition lui fut appliquée "en vue de sa persistance à informer sur l'action des forces armées d'une manière tendencieuse, avec l'intention voilée de déteriorer leur image institutionnelle". En même temps, le directeur du journal et la maison d'édition furent réprimandés et invités à cesser dans leur attitude dissolvente et adverse à l'esprit du procès de réorganisation nationale".

Il faut signaler que l'état major de ce journal continuaient d'être en prison à la disposition du Pouvoir Exécutif jusqu'à ce jour (3 avril 1976).

—A la même date le journal LA ARENA de la ville de Santa Rosa, province de La Pampa, fut fermé pour une période de 72 heures. Les autorités avaient fondé cette mesure dans le fait que ce journal "met en doute l'actuation claire des forces militaires et de sécurité, en diffusant d'une manière insidieuse et couverte des versions inexacts sur leurs procédures".

—Pour la deuxième fois dans la même semaine (7 avril) le journal EL INDEPENDIENTE de la Rioja est fermé, cette fois-ci pour 72 heures.

Le même jour dans le même province, le quotidien EL SOL reçoit un "sévere avertissement" à cause de la transcription d'un communiqué du 3ème Corps de l'Armée (à charge du général Luciano Benjamín Menéndez) avec un caractère sensationaliste, en joignant une photo dont les caractéristiques sont contraires aux actions tendantes à fortifier l'ordre et la paix".

—Le 8 avril le journal CRONICA de la ville de Comodoro Rivadavia, province de Santa Cruz, est fermé pour deux jours en vertu d'une disposition du commandant de la IX Brigade de l'Armée. La résolution de l'autorité militaire est fondée sur ce qu'elle entend comme étant une transgression des limites "éthiques et culturels".

Le communiqué officiel exprime que "celui qui à la même page dans laquelle informe sur la démarche d'un conseil de guerre (installé à la ville de Comodoro Rivadavia, a imposée de fortes peines aux accusés), offre le récit descriptif et illustré de la douleur de la mère d'une des accusées, autorise à penser que son esprit professionnel a été tenté par des raisons qui excédaient la lache strictement informative, et a oublié qu'une raison supérieure se sécurité le limitait. Le moral journalistique doit signaler à chaque professionnel par ou passe la limite entre le camp des intérêts économiques et celui des valeurs éthiques et culturelles appartenant à

une si élève fonction sociale (...) Même s'ils sont rentables, il y a des thèmes qui, du point de vue éthique, ne sont pas susceptibles d'exploitation journalistique. La sécurité intérieure, ainsi que la tranquillité publique, sont des biens qui se trouvent en dehors du commerce, comme le sont la douleur humaine, la justice et la liberté".

—Le 8 mai, les autorités militaires de San Carlos de Bariloche (Province de Rio Negro) ferment pour 24 heures la chaîne radio de cette ville, pour avoir diffusé de la musique interdit. Le texte du communiqué fait allusion à "un thème musical mettant en valeur les noms de leaders guérilleros reconnus au plan américain, mêlés à ceux de héros de l'émancipation américaine. Dans la certitude que la diffusion de ce type de chansons, loin d'éclairer, confond, distorsionne et en définitive, tend à promouvoir une idéologie étrangère aux sentiments nationaux, que les Forces Armées s'efforcent d'évincer du pays, et tenant compte des interdictions exprimées en ce sens aux plans national, provincial et local, ce commandement d'aire a décidé de sanctionner ladite chaîne locale de radio par une suspension de 24 heures, matérialisée par un silence radio total". Le texte officiel ne nomme pas le morceau musical interdit.

—Le 2 juillet 1976, le journal NORTE de la ville de Resistencia (Province de Chaco) est fermé pour 24 heures. Le fondement de la mesure soutient que la publication a violé la loi interdisant la divulgation d'activités politiques, interdites par le décret-loi 21323. Le journal avait publié l'annonce de la célébration d'une messe à la mémoire du Général Perón, lors du deuxième anniversaire de sa mort.

—Le 29 juillet 1976, le quotidien du soir ULTIMA HORA est sanctionné pour "commentaires respectueux" sur la personne de Roberto Santucho, premier dirigeant du Parti Révolutionnaire des Travailleurs, assassiné quelques heures auparavant par les forces militaires.

—Le gouvernement de la province de Corrientes a "sévèrement rappelé à l'ordre les éditeurs responsables du journal EPOCA de la ville du momon (le 27 août 1976), en raison de la composition irréverente de sa page deux". La publication en question comprend quatre photographies en haut de la page: trois d'entre elles montrent les danseuses d'une compagnie de revue, ayant ouvrément dans un club local. À la suite, on peut lire l'annonce, titrée sur trois colonnes, de la présence de l'image pénitentielle de la Vierge d'Itali au rectorat de l'Université Nationale du Nord-Est. Les fondements de la mesure répressive précisent: "L'inclusion dans la même page de l'annonce des manifestations liées au culte de la Vierge d'Itali, profondément enraciné dans la dévotion des habitants de Corrientes comme l'incarnation des plus purs idéaux de perfection et de vertu, comporte un manque de jugement évident au sujet des valeurs que l'une et l'autre activité représentent, offrant les délicats sentiments de religiosité, mettant dans une promiscuité injustifiée l'exposition du banal auprès de l'expression la plus élevée de l'irreprésentable par sa foi religieuse (...). Le processus de réorganisation national poursuit, entre

autres, le but définitif de revendiquer dans tous les domaines la conscience du respect envers les normes fondamentales de l'éthique et de la morale comme le seul moyen d'assurer la juissance de la liberté dans la dignité. Imbu de cette responsabilité, le gouvernement de cette province, en manifestant sa décision de veiller à la réalisation d'un tel projet, juge pertinent de réaffirmer que, tout en respectant la liberté de la presse, il est résolu à réprimer tout excès qui serait commis par les publications à circulation provinciale, au préjudice de la vie en commun saine et propre au sein de laquelle des "valeurs" comme celle que l'on vient d'analyser n'ont pas leur place". Au mois de septembre une nouvelle fermeture, cette fois pour plusieurs jours, frappe le journal EPOCA. Cette fois, le fondement de la sanction était différent: le journal avait publié la dénonciation d'un avocat contre le gouverneur de la province, le Général Luis Gómez Centurión, concernant l'usage indu d'avions officiels.

—Le 12 septembre 1976, le journal LOS PRINCIPIOS de la ville de Córdoba est fermé pour une durée de 7 jours suite à un editorial intitulé : "Les Forces Armées en Amérique Latine". On y comparait les budgets militaires des différents pays du continent, établissant que celui de l'Armée argentine était le plus élevé de tous. Le lendemain de la fermeture, le directeur du journal, Ricardo Jurado, le secrétaire de rédaction, Edgardo Díaz Valenzano et les rédacteurs Carlos Ortiz et Carlos De Simone étaient arrêtés par des effectifs du 3ème Corps d'Armée.

—L'interdiction de circulation de la revue humoristique EMMANUELLE, le 1er mars 1977, suit une lignes déjà perçues dans les mesures citées plus haut : "veiller sur la santé morale de la population et faire face à l'insidieuse campagne qui se propose de détruire la famille traditionnelle".

—Le 14 janvier 1977, le gouvernement interdit la circulation de la revue pour enfants LA TACITA AZUL ("La patte tasse bleue").

—Le 19 avril 1977, une nouvelle sanction frappe le journal NORTE de Resistencia (Province du Chaco).

—Le 16 novembre 1977, pour la deuxième fois en une semaine et cette fois définitivement, le Pouvoir Exécutif interdit la distribution, la vente et la circulation de l'hebdomadaire CORREO DE LA SEMANA. La mesure est fondée sur le fait que cette publication contribuait à maintenir, étendre et aggraver les causes ayant motivé l'instauration de l'Etat de siège". Outre les arguments connus, le communiqué officiel ajoute que cette publication "manifeste le but évident de montrer au public le lecteur une situation de chaos, d'incertitude et d'incohérence devant des faits qui, bien que véritables et réels, sont distordus par le public lui-même". La nouvelle édition réprimée publie dans sa double page centrale la couverture du numéro sanctionné précédemment tout en rapportant -toujours selon le décret-, dans la section courrier dénommée "lettres au public", les des agissements d'officiers des Forces Armées".

## LES PATRONS DE LA PRESSE DENONCENT LA REPRESSE

UN an après l'instauration du gouvernement militaire, ADEPA (Asociación de Empresas Periodísticas Argentinas) "Association des Entreprises Journalistiques Argentines", à la fin de sa réunion annuelle, a réalisé une récapitulation de faits considérés comme "nuisibles à la liberté d'expression". Le rapport d'ADEPA considère, après avoir dressé une liste des faits en question, qu'il y a "une erreur dans la doctrine et dans la pratique mises en œuvre par le gouvernement en ce qui concerne la liberté de la presse". Il est fait mention de la remise en cause entre l'état de siège -en vigueur en Argentine- et le droit constitutionnel de liberté de la presse. Il s'agit là d'un droit "que se réserve le peuple souverain". Ainsi, ADEPA s'éloigne de la thèse officielle, laquelle soutient que les mesures exceptionnelles de sécurité concernent aussi la presse nationale et étrangère ainsi que ses dirigeants et ses travailleurs.

Ce désaccord avec la doctrine officielle pousse ADEPA à exiger des garanties pour le libre exercice de la profession" (9-4-77) et à renouveler, au mois de mai, des "démarches" auprès des autorités au sujet de "la situation actuelle de la presse dans le pays et celle de certains journalistes, dont le sort inspire de l'inquiétude". A la même occasion, le président de l'entité, Juan S. Valmaggia, exposa devant le secrétaire à l'information publique (capitaine (Capitán) de Navio) Carlos Carpintero, les préoccupations provenant de La Rioja et soumises au Conseil Exécutif d'ADEPA, au sujet vdes menaces reçues par le journal local EL INDEPENDIENTE allant jusqu'à l'annonce de son imminente fermeture, tandis que trois de ses membres étaient emprisonnés depuis le 25 mars".

Dans la plainte déposée auprès d'ADEPA sur la situation dudit journal, il est précisé que la société coopérative qui édite celui-ci a renouvelé récemment son conseil de direction, suite à la démission de plusieurs de ses membres. Plus tard, le journal modifie son orientation éditoriale. L'attention des lecteurs a été attirée par le fait que lorsque le journal informa de ce renouvellement, le mot "démission" était placé entre guillemets, comme pour laisser entendre que ces démissions n'étaient pas volontaires.

La situation d'EL INDEPENDIENTE de La Rioja, la mise sous tutelle militaire de LA OPINION de Buenos Aires, ainsi que l'arrestation sans motif invoqué, dès le jour du coup d'Etat, du sous-directeur du journal LOS ANDES de Mendoza (Antonio Di Benedetto) ont été

analysées avec soin par l'organisation patronale. A également été prise en considération, à cette occasion, la plainte déposée par le directeur du journal JORNADA DE Trelew, M. Bernardo Feldman, concernant les termes "insultants dans les lesquels, ce dernier 25 mai, le Ministre de l'Intérieur de la Province de Chubut, le colonel Rueda, s'est adressé à la presse argentine, qu'il rendait coupable, ainsi que d'autres secteurs de la vie nationale, de la crise ayant conduit à la prise du pouvoir politique par les Forces Armées."

En juillet, la même organisation groupant la plupart des éditeurs et des entreprises journalistiques du pays présente une note de protestation auprès des autorités militaires, contre la vague d'enlèvements de journalistes, laquelle soutient que les mesures exceptionnelles de sécurité concernent aussi la presse nationale et étrangère ainsi que ses dirigeants et ses travailleurs.

Le 4 septembre, Valmaggia insiste en raison des atteintes à la liberté de presse caractérisées par les fermetures de journaux, les menaces adressées aux médias et les nombreuses arrestations de journalistes, en indiquant: "Tout ceci nous crée une obligation indéclinable, urgente, celle d'insister et d'insister encore, malgré les violences et les menaces, les fermetures et les événements, les incompréhensions et les ingratitudes, dans la défense du droit de la presse à exercer avec indépendance sa mission d'informer".

En novembre, ADEPA recueille des plaintes déposées par le directeur de LA PROVINCIA de San José, Province de Mendoza, M. José Salomón, se référant à l'attentat criminel contre les bâtiments et l'imprimerie de cette publication et faisant remarquer que cela prouve le "total manque de protection" où il se trouve pour réaliser son travail. Des présentations de même tenue sont faites par le journal LOS PRINCIPIOS de Córdoba. C'est pourquoi l'institution demande aux autorités "des garanties" et précise que "lorsqu'il y aurait lieu, les organismes judiciaires compétents devront intervenir pour éclaircir, par un procès en règle, les faits reprochés des détenus". Elle ajoute que "si ces procès n'avaient pas lieu, la remise en liberté des détenus sera décidée".

Les manifestations d'ADEPA sont, certes, révélatrices du degré auquel la politique répressive de la Junte militaire affecte l'ensemble du secteur patronal envers les autorités militaires pendant les premiers mois de l'année 1976.

## "C'EST PAR LA BOUCHE QUE MEURT LE POISSON"

### LA LEGALITE DES PUBLICATIONS EXALTANT LE NAZISME

Le 19 juin 1976, un décret du Pouvoir Exécutif National laissait sans effet les mesures de fermeture imposées par le régime de María Estela Martínez aux revues CABILDO et EL FORTIN. Les attendus que la mesure indiquent que "l'analyse des antécédents des cas en question, ainsi que la teneur des publications faites avant la fermeture, permettent de conclure qu'aucun fondement ne justifie le maintien actuel de ces mesures".

CABILDO, son continuateur EL FORTIN ainsi que RESTAURACION (qui paraît toujours) ont exprimé et expriment la politique génocidaire des Forces Armées, en théorisant sur la "nécessité" historique du "bain de sang" pour redresser le destin de la Nation. Derrière l'apparent utilisation de concepts nationalistes, pas particulièrement populaires, les pages de ces publications regrettent et s'en posent la restauration pour programme- les années "heureuses" de la domination oligarchique sans restrictions, celles "des vaches et des épis", du pays agraire et pastoral qui était le grenier du monde.

Le spectre des publications permises par la Junte est vaste, et fait "honneur" au respect qu'elle proclame pour la liberté d'expression. Le journal LA PRENSA fait part, à l'époque, de sa préoccupation devant la diffusion de publications comme MILICIA qui "font la propagande de la doctrine d'Hitler", le considérant "le plus grand révolutionnaire de l'histoire" et "le père de l'Occident". Ledit journal du matin fait également mention d'autres fascicules qui peuvent "circuler sans inconvénients et son vendus dans les kiosques, dans cette capitale et dans l'intérieur du pays, mention faite du nom des distributeurs et d'adresse de l'imprimeur". Il s'agit de "La mentira de Auschwitz" et de "Nosotros, los racistas" (Le mensonge d'Auschwitz et Nous, les racistes).

Le journal LA OPINION renouvelle ces dénonciations au mois d'octobre en signalant la présence massive de: "El talmud desenmascarado" (Le talmud démasqué), "Hacia el Tercer Reich" (vers le troisième Reich) de Goebbels, et "El reglamento de la SS" (Le règlement des SS) dans les librairies et dans les kiosques. La liste est longue : "La lutte contre l'ennemi du monde", de Julius Streicher, "Le mythe du XX siècle", d'Alfred Rosenberg portent le cachet d'édition "ODAL" (en remplacement de celui des éditions MILICIA) qui orne ses éditions, selon le même journal du symbole unique que distinguaient les SS".

### PERSECUTION CONTRE DES MAISONS D'EDITION CATHOLIQUES

Le 11 octobre 1976, un décret du Pouvoir Exécutif

National interdisait la vente et la circulation de la publication OPULENCIA Y MISERIA (Opulence et Misère), de la collection PROTESTA, commercialisée en Argentine par la "Distribuidora Clarentina" et par les "Ediciones Paulinas". Le fondement de la mesure est bien connu : l'analyse de la publication révèle que le contenu et l'intentionnalité de celle-ci contribue à maintenir et à aggraver les causes ayant déterminé l'instauration de l'Etat de siège".

L'Editorial Clarentina appartient aux missionnaires Clariétains, congrégation pastorale dont l'action en Argentine remonte à très longtemps et sous la responsabilité de laquelle se trouvent les paroisses du Sacré-Cœur de Marie et de Notre-Dame de la Consolata. Les Editions Paulines appartiennent, elles, à la branche pauline de la Société de Saint Paul, une communauté spécialement consacrée au travail dans les moyens de communication sociale. Cette maison d'édition publiait mensuellement la revue FAMILIA CRISTIANA (Famille Chrétienne), tirant à plus de cent mille exemplaires.

Au mois de novembre 1976 deux attentats ont lieu contre les librairies catholiques : des bombes explosent devant la librairie "Catequista" et le local de vente de livres de l'Institut de Culture Religieuse Supérieure, et les façades respectives sont mitraillées.

### L'INDEX ET LE BRULAGE DE LIVRES

La répression contre les éditions catholiques et l'interdiction de leurs publications n'empechent pas les autorités militaires de réaliser leurs autodafés au nom du catholicisme. Ainsi, le chef du 3ème Corps d'Armée, Général Menéndez soutient : "Il s'agit d'une documentation. Général Menéndez, procède à un acte d'expiation publique en brûlant des livres, dans les dépendances militaires de Córdoba. Menéndez soutient : "Il s'agit d'une documentation pernicieuse qui affecte l'intellect ainsi que notre façon d'être chrétienne". Il ajoute : "afin qu'il ne reste aucune partie de ces livres, brochures et revues, cette résolution a été prise pour éviter qu'avec ce matériel l'on continue à tromper notre jeunesse sur le véritable bien que représentent nos symboles nationaux, notre famille, notre Eglise et, enfin, notre plus traditionnel patrimoine spirituel, synthétisé en Dieu, Patrie, Foyer".

C'est à la même époque que se produisent les licenciements en masse des hommes de science encadrés dans le Conseil de la Recherche Scientifique et Technique (CONICET), dans toutes les aires et notamment dans le secteur de physique et mathématiques, poursuivant une politique d'épuration déjà commencée sur des hommes de science de renommée mon-



diale dans le domaine de l'énergie atomique, tels que MM. Máximo Victoria et Antonio Misetich (licenciés et arrêtés). Misetich est connu dans le monde entier comme expert en propriétés magnétiques des solides et Victoria avait un contrat, lors de son séjour en prison, pour travailler en Belgique à l'EURATOM.

Les déclarations de l'ancien ministre de l'Education, Ricardo Bruera (juin 1976), ordonnent et expliquent le sens des mesures répressives dans les domaines scientifique et culturel. Devant un ensemble de questions d'un journaliste sur la totalité de ces sujets, (destruction de livres, licenciement et emprisonnement d'hommes de science, y compris ceux de la Commission des Etudes de Géophysique, l'interdiction de présenter une pièce de Bertold Brecht au Théâtre National Cervantes, etc.), le ministre (à l'époque) répondait, exposant sa conception de la "culture": "Je réfléchis avant de répondre car je cherche à percevoir toutes les connotations de la question. Ce n'est pas que je refuse de descendre sur le terrain du pratique, mais je crois que nous devons déterminer si nous parlons de politique culturelle ou d'administration de la culture". Peu après (il semble avoir trouvé la solution à ce "nœud gordien"), il répond : "Je parle de l'administration immédiate de la culture, la réponse est donnée dans l'interprétation de la nécessité d'une conception de la culture nationale qui puisse avoir la place de Brecht. A partir de la détermination, comme intégrant la culture nationale, de la signification de la pièce de Brecht, nous pourrions déterminer s'il est ou non nécessaire de l'interpoler (sic) à l'affiche du Théâtre National Cervantes, qui est ni plus ni moins que notre Comédie Nationale. Dans l'ordre des priorités (et il a dit ceci sans chercher à approfondir le sujet, affirme le journal LA OPINION), je préférerais en fixer d'autres pour qu'elles soient l'expression de notre comédie nationale et auxquels l'on n'a pas encore donné réponse".

La défense de la "culture nationale", pour laquelle les hauts commandements des Forces Armées et leurs porte-voix font preuve d'une telle préoccupation, est ce qui explique l'ensemble de mesures que nous repre-

nons dans ce rapport, rien que dans le domaine de la presse. Bertold Brecht et Voltaire, Marx Engels Lénine. Des titres comme "Gramsci et la révolution d'Occident", de Maria Antonieta Macciocchi; "Tribunal Russell, séance de Stockholm"; "Le pouvoir Noir" de Stokely Carmichael; "Le mai français ou le communisme utopique" d'Alain Touraine; "Logique formelle et logique dialectique" d'Henri Lefebvre, publiés par les éditions SIGLO XXI ET actuellement interdits. Les publications des Témoins de Jéhovah, incinérées dans les casernes du 5ème corps d'Armée siégeant à Bahia Blanca, Province de Buenos Aires. Ce ne sont là cependant que quelques-uns parmi les textes que la largesse répressive de la Junta considère comme pernicieux pour la préservation de la pureté culturelle du pays.

Il est important de relever - comme nous l'avons fait en rapportant les dénonciations d'ADEPA - que cette largesse répressive, celle démonstration quotidienne de ce que la guerre "contre la répression" est une guerre contre le peuple et qu'elle cherche à détruire toutes ses manifestations politiques, sociales, organisationnelles, culturelles, lait réagir des secteurs de la vie nationale qui, auparavant, avaient pu partager les lignes d'action de la Junta. Nous voulons parler de la SADE (Société Argentine des Ecrivains).

La SADE, en novembre 1977, note sur un document de discussion interne : "La pénible situation du travailleur intellectuel s'est aggravée d'une manière dramatique ces derniers temps en Argentine en raison du manque de motivations déterminé par le retard du développement économique, ainsi que par l'intromission d'organismes répressifs dans la vie culturelle. Ces organismes limitent ou même empêchent la libre expression créatrice et obligent de nombreux hommes de science, techniciens et artistes à un ostracisme involontaire, ou les forcent à chercher à l'étranger ce que leur propre pays ne leur offre pas".

Le 9 novembre, la SADE était placée sous contrôle gouvernemental; le motif invoqué : "le fonctionnement de la commission directive n'était pas régulier".

## REPRESSION AU JOURNALISME ETRANGER

### REPRESSION AU JOURNALISME ETRANGER



BDIC



## REPRESSEUR AUX JOURNALISTES ETRANGERS EN ARGENTINE

### LE "COMPLÔT INTERNATIONAL"

La Junta militaire qui est au pouvoir en Argentine prétend répondre à l'isolement international qui l'écrase en justifiant son action génocidaire par la contre-dénonciation d'un "complot international" contre l'Argentine.

Le "complot" se présente pour le Gouvernement militaire sur deux camps: l'un, interne, dans lequel la "subversion", entretenue dès l'extérieur agit sur tous les plans de la réalité; et l'autre, extérieur, qui aide d'une manière décisive au déploiement interne. La manifestation la plus évidente de ce dernier est l'action de la presse internationale.

L'ancien chancelier, Contre-amiral Guzzetti, a caractérisé cette situation de la façon suivante, en établissant une doctrine dans la matière: "Mon concept de la subversion -a-t-il dit en septembre 1976- se réfère aux organisations terroristes de signe gauchiste. La subversion ou le terrorisme de droit n'est pas pareil. Le corps social du pays est contaminé d'une maladie qui ronge ses entrailles et crée des anticorps. Ces anticorps-là ne peuvent pas être considérés de la même manière dont on considère le microbe. Au fur et à mesure que le gouvernement contrôlera et détruira la guérilla, l'action de l'anticorps disparaîtra. Je suis sur que dans les mois prochains il n'y aura plus d'actions de la droite, situation qui est déjà en train de se produire. Il ne s'agit que de la réaction naturelle d'un corps qui est malade". M. Guzzetti situe la presse dans ce cadre: "(celle-ci) est de la plus haute importance. Elle est le moyen par lequel l'homme dans la rue obtient son information. Par exemple: les nord-américains ne comprennent pas notre lutte contre le terrorisme et la subversion internationale. Le nord-américain moyen manque une vision complète à ce sujet, comme une conséquence de l'existence d'un ensemble de réalités qu'il ignore. Il ne dispose pas de toute l'information, il n'a pas les antécédents et, conséquemment, il réagit d'une manière qui n'est pas toujours correcte".

Le Général Videla ne reste pas en arrière quant aux fondements de cette doctrine, laquelle a été déjà appliquée dans la pratique contre les correspondants étrangers. Au cours d'une interview avec les journalistes nord-américaines, dans les derniers jours de 1977, il dit: "(...) Il y a des lois qui régissent l'activité de la presse en fonction de ce pays qui a souffert et qui souffre encore des effets d'une agression externe qui l'a conduit pratiquement à une guerre (...)".

### QUELQUES REPONSES DE LA JUNTE

Sous le numéro 2.310, la Junta militaire passe un décret en date de 6 octobre 1976, par lequel elle interdit l'entrée dans le pays de la revue espagnole CAMBIO 16. Elle ordonne aussi la séquestration de l'édition No. 251, sous prétexte que cette publication contribue à soutenir les causes qui ont déterminé l'implantation de l'état de siège dans le pays et que les notes et commentaires de la revue espagnole au sujet de l'Argentine, visent à l'alléger de la "paix et l'ordre".

Dans le numéro séquestré de CAMBIO 16 apparaissait un article de deux pages intitulé: «Quatre-vingts chaussures vides» et qui commençait ainsi: "A l'aube du 13 juin, un groupe d'hommes armés a brisé le sommeil d'une famille uruguayenne. M. Washington Pérez, vendeur de journaux dans un quartier populaire de Buenos Aires, habitait avec sa famille un faubourg de Moron. Une bande de policiers et de militaires uruguayens et argentins avaient enfoncé la porte de sa maison et lui avait proposé une tache insolite: qu'il fasse l'intermédiaire entre le groupe et l'opposition Uruguayan en exil en Argentine. M. Pérez connu parmi ses amis sous le surnom "Perro" (Chien), ne peut se refuser; on lui mis une cagoule et on lui fit monter dans une voiture avec son fils ainé et, une demi-heure plus tard, le vendeur de journaux était devenu volontairement le messager entre une organisation persécutée de gauche et un escadron de la mort parmi d'autres qui opèrent en Argentine".

Jusqu'ici l'entête de l'article. Quelques lignes après l'explication: "Les militaires lui proposent (à M. Pérez) de transmettre aux militants politiques uruguayens en exil un message: la vie de M. Gatti (un syndicaliste uruguayen enlevé et torturé) en échange d'une somme d'argent en devises étrangères".

Nous avons longuement cité cet épisode parce qu'il est logique que la Junta militaire réagisse avec fureur face à la manifestation du "complot". L'article d'une revue étrangère -irréprochable du point de vue formel- mettait en relief deux aspects de la vie quotidienne la plus dramatique de l'Argentine: l'entente répressive entre les régimes génocidaires du Cone Sud et leur profonde corruption.

La Chancellerie argentine, à travers ses tentacules -désormais plus diplomatiques mais répressifs- que sont devenues ses ambassades à l'étranger, se tient au courant des actions du "complot international". Ceci lui permet de présenter une protestation auprès des autorités italiennes en janvier 1977. Cette protestation diplomatique fut motivée par le contenu d'une émission de télévision, laquelle d'après le Gouvernement argentin aurait diffusé des images et des commentaires nuisibles à la dignité nationale qui comporteraient de sérieuses déformations de la réalité argentine. L'émission mise en cause par les autorités argentines, intitulé "Argentine, oppression et populisme", faisait partie d'un cycle récemment transmis sur la Chaîne 2 de télévision de l'Etat italien.

Vingt quatre heures après son arrestation, M. Robert Cox, directeur du journal en langue anglaise THE BUENOS AIRES HERALD fut relâché par les autorités militaires, mais soumis à procès pour "la publication d'informations subversives". Les informations en question concernaient une conférence de presse tenue à Rome annonçant la constitution de Mouvements Pérönistes Montonero".

Le journal français LE MONDE, du 3 juin 1977, intitule ainsi une information sur l'Argentine: Le Ministre d'Économie reconnaît que les forces de l'ordre ont pu commettre des "excès". Le résumé de l'information est la suivante: Face à une réquisition de M. Michael Blumenthal, Secrétaire Nord-américaine du Trésor, au cours d'une réunion du BID effectuée au Guatemala, le Ministre Martinez de Hoz se vit dans l'obligation de répondre: "L'Argentine se range en totalité à la politique de défense des droits de l'homme. Mais ces dernières années nous sommes été soumis, à l'intérieur, à une guerre internationale. Dès que possible nous puissions normaliser la situation sera mieux. Nous voulons que les droits de l'homme soient absolument reconnus en Argentine".

Le "centre pilote" à Paris est à la tête d'une tentative de manipulation de la presse étrangère, selon les recommandations de l'agence de relations publiques nord-américaine BURSON-MARSTELLER, et est le "modèle" à partir duquel on est en train d'organiser les multiples "agences" informatives qui apparaîtront dans les différentes capitales européennes. Ceci fait partie du contre-attaque de la Junta militaire pour faire face au "complot international".

Le Conseil aux Affaires Hémisphériques - une organisation nord-américaine de solidarité et de dénonciation - qualifie de scandaleuse l'arrestation (22-7-77) en Uruguay, du correspondant à Buenos Aires du journal mexicain EXCELSIOR, M. Flavio Tabares et prévient au cours d'une réunion de presse que l'arrestation de M. Tabares fait partie d'une vague de répression contre les journalistes nationaux et étrangers en Argentine, en Uruguay, au Chili et au Brésil. Scandaleux, certes, et une preuve de plus de l'accord répressif dans le Cone Sud.

Nous citons ici "Argentine: procès au génocide", le livre publié par la CAHDO (Commission Argentine pour les droits de l'homme) qui à la page 113, raconte un épisode qu'on situe au mois d'août 1976: "L'impuissance mise en évidence pour élouer ce qui se passe à l'intérieur a poussé l'Ambassade Argentine à Paris à lancer une série d'attaques à la presse française en se plaignant du fait que des "problèmes concernant la politique intérieure argentine, liés au rétablissement de l'ordre public dans ce pays, soient étalés devant l'opinion française". L'Ambassade accusa ensuite la "subversion internationale" en exigeant du Gouvernement français, dans un acte que révèle un manque absolu du tact diplomatique, qu'il ne tolère pas la promotion d'actions de guerre menées depuis son territoire contre un pays ami". En ce qui concerne les "actions de guerre", le porte-parole de l'Ambassade a éclairci qu'il se réfère au fait que ces gens-là puissent venir ici et publier des choses semblables". Cette incitation ouverte à la censure a donné lieu à la réponse que l'organe de la CFDT Française lui adressé dans des termes sévères en signalant que "ce que le Gouvernement argentin ne veut pas voir divulgué sont les problèmes dérivés de la répression contre les travailleurs déclenchée par la Junta militaire, et ceux qui se dégagent de son contrôle absolu sur les moyens de communication de masse".

Ce que le fascisme argentin ne tolère pas c'est que ses opposants, traqués par sa police, puissent s'exprimer encore à l'extérieur du pays alors que la presse du pays est complètement muselée.

M. Oscar J. SERRAT, journaliste de l'agence A.P. à Buenos Aires fut enlevé au moment où il sortait de son domicile pour se diriger à son travail très tôt le matin du 11 novembre 1977.

Aussitôt alerté, le Département d'Etat des Etats Unies présenta une réclamation auprès des autorités argentines. Celles-ci ont insisté à attribuer la responsabilité de la disparition du journaliste à des guérillas urbaines de gauche ou de droite.

Après avoir passé 18 heures les mains liées et les yeux bandés, M. SERRAT fut mise en liberté. Il déclara ensuite ce qui fut recueilli par un cable de l'agence AGI/AP du 11-11 à Buenos Aires : "le journaliste a déclaré que c'était des éléments de sécurité anti-guérilla agissant hors la loi qui l'avaient arrêté et transporté dans un endroit qu'il reconnut comme l'intérieur d'une caserne de l'Armée. Le compte-rendu de son arrestation est le suivant : A peine avait-il transposé la porte de son domicile, peu après 6 heures du matin, il fut abordé par quatre hommes en civil, dont un l'interrogea sur un incident qui s'était passé la veille dans la rue. Face à la réponse négative du journaliste (car il n'avait pas participé à aucune situation comme celle mentionnée) il fut invité à monter en voiture pour accompagner les inconnus à une station de police. Une fois dans la voiture il fut enchaîné et lui banda les yeux. Après un parcours d'une heure environ il fut enfermé dans une chambre laquelle, d'après lui, se trouvait à l'intérieur d'un bâtiment militaire dans une base de l'Armée, sûrement dans la banlieue de Buenos Aires. Dans cette petite chambre-là il y avait un grabat en fer. On lui mit une cagoule et quelques heures plus tard (c'était déjà l'après-midi) on l'interrogea sur ses liens personnels avec l'écrivain et journaliste Rodolfo Walsh, enlevé en mars 1977 et dont est resté sans nouvelles jusqu'à ce jour. M. Serrat fut aussi interrogé au sujet de son passé personnel et familial, sur ses connaissances des groupes de guérillas, sur les modalités de transmission des messages des terroristes aux grandes agences de presse. Après un certain temps il fut soumis à un troisième interrogatoire, cette fois-ci sur des questions personnelles. A minuit il fut emmené dans une autre chambre et on lui permit de téléphoner dans son bureau. Immédiatement après il fut conduit en voiture, les yeux bandés, près de son domicile, où on lui ordonna de descendre et de ne pas se retourner pendant quelques minutes" (...). La dépêche est signée par Mort Rosemblum, Associated Press.

AL ORTIZ, correspondant de "LA VOIX d'AMERIQUE" et M. Derek WILSON, de la BBC, furent interrogés pendant 7 heures par la Police Fédérale argentine le 24 novembre 1977. Ils étaient accusés d'avoir interviewé, au cours des manifestations hebdomadaires que des centaines de parents de disparus réalisent le jeudi à la Capitale Fédérale, les "Folles de la Place de Mai". Ces "folles" sont des mères qui réclament en silence mais dans une attitude combative, leurs enfants tenus en otages, sans toute fois être reconnus comme prisonniers par les autorités argentines.

Le nombre de "desaparecidos" (ceux qui ont "disparu") atteint déjà les 30.000 personnes.

Les journalistes arrêtés ont informé après leur libération qu'ils avaient été longuement interrogés sur leur opinions concernant la situation politique et sociale en Argentine.

Ayant enregistré des déclarations des mères de la Place de Mai, les journalistes furent accusés de vouloir porter atteinte au prestige de l'Argentine, à la veille de la Coupe du Monde de Football.

Le 14 octobre dernier, la police avait déjà interrogé et fouillé près de 300 personnes.

Par la même occasion, onze correspondants de presse étrangers avaient été gardés à vue pendant plusieurs heures dans des conditions semblables à celles décrites par M.M. Ortiz et Wilson.

#### LE CENTRE D'OPERATIONS DE PARIS (Dit "Centre pilote")

Il s'agit pour la Junte de modifier son image internationale en utilisant les instruments les plus variés. Ainsi, le CENTRE D'OPERATIONS DE PARIS, suivant le plan de action défini par l'Ambassade argentine en France ("Suivant les directives émanant de la Chancellerie"), a divisé sa mission en trois objectifs : 1) amélioration de l'opinion publique sur la situation en Argentine; 2) campagne de diffusion sur la connaissance de la République Argentine dans tous ses aspects et 3) Appui logistique aux ambassades en Europe (notons au passage la terminologie, comme par hasard, militaire...)

Dans son premier point) amélioration de l'opinion publique sur la situation en Argentine), le plan d'action du C.O.P. dit :

"C'est sans doute le domaine où il est le plus difficile d'agir, et l'on estime que les possibilités d'y progresser seront lentes et complexes. Cette tâche a déjà été commencée et se poursuivra de manière continue sans nous décourager pour le peu succès que l'on pourrait rencontrer. Ce sujet doit être mené sur les axes suivants :

a) Contacts personnels avec des directeurs de journaux et de revues; b) avec des journalistes à la retraite, dont il est plus facile de solliciter la collaboration, tenant compte de leurs relations personnelles avec des journalistes en activité; c) au moyen de tournées en province, obtenir des publications dans la presse locale qui se reflètera par la suite dans la capitale; d) Etablir le plus étroit contact avec agences (AFP, AP, etc.), au moyen de relations personnels et d'envoi d'information; e) invitations à des journalistes choisis

pour qu'ils visitent le pays. L'expérience prouve (ce point n'est pas confirmé par le rapport de la Burson ni par la réalité), ne leur donnant appui que pour la préparation du voyage et l'établissement de contacts; f) Utilisation de résidents argentins pour que, dans leurs cercles d'influence respectifs, ils servent de porte-voix et d'informateurs sur la réalité argentine; g) contacts avec des personnalités du monde de la science et de la culture, en leur offrant l'occasion de connaître le pays et/ou d'assister à des événements culturels ou scientifiques susceptibles de les intéresser; h) dans le même sens, on réalisera des contacts avec les milieux politiques; l'expérience prouve que ces contactées sont plus faciles à entamer en commençant par le milieux provinciaux (maires, députés, etc.), qui servent alors d'appui pour atteindre le niveau national; i) profiter de la situation d'inquiétude produite par l'activité terroriste en Europe pour faire remarquer sa similitude avec ce qui s'est déjà passé en Argentine, justifiant ainsi la nécessité d'une répression active pour sauvegarder l'ordre et la paix sociale".

Jusqu'ici, la planification générale. Voici maintenant quelquesunes des manifestations concrètes issues du schéma que la Junte militaire a préparé pour contrecarrer l'action du "terrorisme international" en matière de presse.

Immédiatement après l'envoi (17-10-77) du télégramme adressé par des centaines de personnalités mondiales au Général Videla, exigeant l'octroi d'un asile-conduite qui permettrait à l'ex-président argentin Héctor J. Cámpora de quitter le pays (il est réfugié depuis près de deux ans à l'ambassade de Mexique à Buenos Aires), la représentation argentine à Paris a distribué à la presse un communiqué appelant l'attention sur quelquesuns des signataires du télégramme. Cette "alerte" consistait en une sorte de curricula rédigé dans la terminologie policière classique, qualifiant de terroristes, entre autres, des ex-gouverneurs, et même l'ex-président Cámpora, omettant d'informer, bien sûr, qu'ils avaient reçu l'appui majoritaire des votes aux élections de 1973. Ce n'est pas là la seule omission : le communiqué de presse ne donne aucune information concernant la conduite arbitraire de la Junte militaire vis-à-vis de l'ex-président argentin.

Sur la même ligne, la Chancellerie argentine a rendu public le texte d'une circulaire adressée à toutes les représentations diplomatiques et missions auprès d'organisations internationales, invitant à faire publier, "par avis payant si nécessaire", un démenti à des versions journalistiques internationales. Celles-ci -dit le cable IPS du 25-11-77- "attribuaient au Secrétaire d'Etat américain, M. Cyrus Vance, ou à des membres de sa suite, la remise aux autorités argentines d'une liste de 7.500 personnes soi-disant assassinées ou disparues". Le texte de la circulaire demande aux diplomates de "publier un démenti formel qualifiant ces nouvelles de fausses et les attribuant à une campagne internationale contre notre prestige international". Dans ce cas particulier, les chefs d'orchestre de cette conjuration internationale étaient essentiellement le TIMES et le WASHINGTON POST. Les ambassadeurs n'ont pas eu le temps, cependant, de publier les "démentis payants", puisque l'ambassadeur américain en Argentine, M. Raúl Castro, confirma le 30 du même mois la remise des listes à la Chancellerie argentine.

La "conjuration" existe, mais elle est déployée par la Junte militaire, dirigée par le Général Videla et orientée contre le peuple argentin. Jour après jour, les rédactions des journaux et, particulièrement, celles des agences les plus importantes (AFP, UPI, AP) sont les plus gâtées... elles reçoivent des fausses nouvelles sous forme de communiqués signés ANCLA (Agence de Nouvelles Clandestine Argentine). Or, cette agence a cessé de fonctionner depuis plusieurs mois et son sigle est à présent utilisé par les services d'intelligence des Forces Armées, dans le but de créer la confusion pour désorienter la presse internationale. On l'a vu clairement par la distorsion des définitions que Fernando Vaca Narvaja, secrétaire aux relations internationales du Mouvement Pétone, avait exprimées à Rome, le 23-11-77, au sujet de la position du Mouvement devant la Coupe du Monde de football.

De fausses déclarations de solidarité avec des groupes armés européens s'accompagnent, à l'intérieur du pays, de tentatives grossières visant à éviter les conséquences du terrorisme d'Etat sur l'image internationale. Tel est le cas de l'enlèvement des deux religieuses françaises au mois de décembre dernier.

#### L'ENLEVEMENT DES DEUX RELIGIEUSES FRANCAISES

La presse internationale est restée pantoise, et a manifesté son étonnement, devant la grossièreté de la tentative de la Junte militaire d'attribuer au Parti Montonero l'enlèvement (le 8 et 10 décembre) des soeurs Leonie et Alice.

Le 1er décembre, un communiqué du Commandement de la zone I de l'Armée, dont le chef est le Général Carlos Suárez Mason, informe qu'il transcrit le texte d'un communiqué du Parti Montonero arrivé à l'agence France Presse, où l'on revendique l'enlèvement, ce communiqué s'accompagnant d'une photo des deux religieuses et d'une lettre manuscrite de Soeur Alice au Révérend Père Guyot.

La veille, l'Ambassade d'Argentine à Paris "fait savoir que la religieuse, soeur Renée Duquet (en religion, soeur Léonie) se trouve toujours à son domicile de Buenos Aires, qu'elle n'a jamais quitté".

La manœuvre confusionniste est vite dévoilée, puisque le 14 décembre l'Ambassade de France à Buenos Aires informe : "cette affaire est très grave, et nous tenons le gouvernement argentin pour responsable du sort de deux religieuses"; après la diffusion du faux communiqué par le Corps d'Armée, l'Ambassadeur, M. François La Gorce, dit : "Le seul interlocuteur valable que nous reconnaissions est le gouvernement argentin, seul responsable de la sécurité des personnes qui se trouvent sur son territoire". Et le cardinal Guyot formule ses doutes sur l'authenticité de la lettre soi-disant écrite par Sœur Alice.

Le journal français Libération titre, le 21-12-77 : "Un document (mal) trouqué du général Videla". Dans une minutieuse description technique, il dévoile les caractéristiques du montage réalisé pour relier les symboles du Parti Montonero à l'image des deux religieuses.

A partir du 18 décembre, des porte-parole autorisés, en cercle de presse, (à Mexico et à Paris) dénoncent la manœuvre de la Junte Militaire destinée à compromettre le Parti Montonero dans l'évènement :

"Cela est à tout point de vue absurde; c'est destiné à masquer la politique du gouvernement argentin alors que les deux sœurs ont toujours suivi une trajectoire de lutte et de dévotion aux côtés du peuple".

Dans de déclarations envoyées au journal français Le Monde, l'Institut des Missions à l'Etranger affirme que les déclarations relatives à l'enlèvement, en provenance de Buenos Aires, "sont inexactes, en raison de la censure Argentine". Les textes des Mission soutiennent que "Sœur Léonie (Renée Duquet) a été arrêté par des inconnus à son domicile. Le gouvernement a admis, après l'avoir nié, qu'il s'agissait de policiers en civil". Sœur Alice poursuit les Missions, "a été arrêté deux jours après, en pleine nuit, au domicile de sœur Léonie, où elle avait cherché refuge. Elle n'a donc pas été arrêté à la sortie d'une cérémonie religieuse de prière pour les disparus".

Les vraies causes de ces arrestations se trouvent dans les résolutions prises par ces deux religieuses, lors des réunions de l'Assemblée de l'Institut des Missions à l'Etranger, dans les années 1969 et 1972. A cet occasion, les religieuses ont décidé d'"adopter une nouvelle orientation": elles ne vivraient plus "pour" les pauvres, mais "avec" les pauvres. Sœur Alice, en effet, vivait comme ouvrière agricole, parmi les "peones", et n'a jamais eu d'activité politique (...), mais le fait de s'être placée comme ouvrière agricole a été interprété par le gouvernement comme une menace pour les classes privilégiées (...).

On sait que, malgré les démarches de MM. Edgar FFaure et Giscard d'Estaing et celles du Cardinal Martínez, toutes les réponses ont été évasives et le sort des deux religieuses reste incertain.

## ARTICLES FAVORABLES

On trouve partout, dans la presse européenne, des articles "généraux" -vérifiables reportages au pays- consacrés à exalter les bontés naturelles de l'Argentine, la virilité et l'honneur du Gaucho, les délices de la viande bovine, la culture urbaine du pays austro, et à quel point celui-ci est "bon marché" pour les touristes.

Dans ces articles, tissant le pamphletique de la politique de Martinez de Hoz, l'on décrit minutieusement les mécanismes utilisés par "le magicien de Hoz", comme l'appellent quelques journalistes, pour maîtriser l'inflation, l'inconvénient de rappeler, pour le cas où un économiste voudrait appliquer ces formules si généreusement expliquées par quelques publicistes, que le gouvernement lui-même a prévu officiellement pour cette année une inflation de 170% et que des sources officieuses, généralement meilleures prophètes, parlent de 200%. Ceci sans parler de la généralisation des faillites industrielles et commerciales.

L'autre point enrichiisé par ces articles "favorables", clairement situés dans la ligne recommandée par Burson-Marsteller, est celui de la légitimité de la répression dans la lutte contre la "subversion". On va plus loin : "Le problème du terrorisme est une réalité mondiale. Il est donc nécessaire de se guérir par les grands moyens, en relativisant les fondements de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ainsi que toutes les conventions internationales que l'expérience et la lutte des peuples ont forgés comme principe de base".

La réalité crue de l'Argentine révèle le caractère fallacieux de ces arguments: 30.000 disparus, 15.000 prisonniers et 10.000 tués sont les chiffres du terrorisme d'Etat et le résultat d'une attaque totale contre l'ensemble du peuple dans une action répressive destinée, précisément à imposer la "paix dans des cimetières" et le règne de la misère et de la haine dans les secteurs pop.

Il est quand même heureux de constater que les "recettes" de Burson-Marsteller et les tentatives de manipulation de la presse n'ont connu qu'un succès négligeable contre la "conspiration internationale".

## LISTE ( INCOMPLETE ) DES MEDIA REPRIMÉS EN ARGENTINE DEPUIS LE 24/3/1976

27/3/76	EL INTRANSIGENTE ( Salta )	Fermeture pour 24 heures
27/3/76	Retrait de licences de radio-amateurs	
28/3/76	LA MANANA ( Victoria ), Entre Ríos	Fermeture pour 24 heures
	La NACION	
	La PRENSA	Semonce sans sanction
3/4/76	EL INDEPENDIENTE ( La Rioja )	Fermeture pour 24 heures
Avril	NUESTRA PALABRA ( Organo oficial del partido Comunista )	Perquisition dans les ateliers d'impression par des forces de l'infanterie de marine ; deux heures de fusillade ; dix journalistes arrêtés.
4/4/76	LA ARENA ( La Pampa )	Fermeture pour 72 heures
7/4/76	EL SOL ( La Rioja )	Semonce
7/4/76	EL INDEPENDIENTE ( La Rioja )	Fermeture
7/4/76	NOTICIAS ARGENTINAS ( Agence de la Rioja )	Inhabilitation pour 72 heures
8/4/76	CRONICA ( La Rioja )	Fermeture pour 48 heures
13/4/76	LA ESTRELLA DE LA MANANA ( Cañada de Gómez - Santa Fe )	Fermeture
15/4/76	EL INDEPENDIENTE ( La Rioja )	Fermeture pour 48 heures
6/5/76	L.V.S. Radio Bariloche ( Neuquén )	Fermeture pour 48 heures
20/5/76	POSICION NACIONAL ( Revue du Parti Socialiste de la gauche nationale )	Saisie et fermeture
Juin 76	SUCESOS ( publication du Parti Intransigeant centre gauche )	Fermeture
Juin 76	TELEVIEDMA - chaîne 2 de TV ( Rio Negro )	Fermeture pour 24 heures
3/6/76	RADIO DEL PLATA ( Buenos Aires )	Sanctions
2/7/76	Journal NORTE ( Province du Chaco )	Fermeture pour 24 heures
26/6/76	TRIBUNA POPULAR ( Publication du socialiste des travailleurs )	
29/7/76	ULTIMA HORA ( Hs.As. )	
31/7/76	26 publications de diverses organisations politiques	
2/8/76	LT 8 RADIO ROSARIO ( Santa Fe )	
idem	LU6 RADIO DE NIJUIL ( Mendoza )	
idem	LU 12 RADIO INDEPENDENCIA ( Tucumán )	
10/8/76	LR3 RADIO BELGRANO ( Buenos Aires )	
10/8/76	EL CRONISTA COMERCIAL TALLERES GRAFICOS COGTAL ( Coopérative ) ( ateliers d'impression )	Bombes en représailles pour avoir condamné l'enlèvement de Demarchi, rédacteur au journal
27/8/76	EPOCA ( Corrientes )	"Sévere rappel à l'ordre"
3/9/76	EPOCA ( Corrientes )	Fermeture pour 27 jours
12/9/76	LOS PRINCIPIOS ( Córdoba )	Fermeture pour 6 jours
21 et 24/9/76	TALLERES GRAFICOS COGTAL ( atelier d'impression )	Perquisition
Septembre 76	ATALAYA Y DESPERTAD ( deux publications des témoins de Jéhovah )	
Septembre 76	Journal HOY	
4/10/76	Editions PAULINAS et Distributrice CLARETIANA	
6/10/76	CAMBIO 16 ( revue espagnole )	Interdiction de distribution et de circulation





7/12/76	EL ARGENTINO ( Miramar, Province de Buenos Aires )	Perquisition et fermeture
14/1/76	FUNDAMENTOS ( Revue théorique du Parti Communiste )	Fermeture
14/1/77	LA TACITA AZUL ( revue pour enfants ) Buenos Aires	Fermeture
28/1/77	TIEMPO NUEVO ( publication du Hare Krishna )	Fermeture
29/1/77	LA OPINION ( Buenos Aires )	Fermeture pour deux jours
29/1/77	Revue ( LA OPINION )	Interdiction du nr.31 et saisie de l'édition ( il contenait un article du Pere Vicente Pellegrino sur " les droits de l'Homme dans le présent contexte sociopolitique argentin " )
	Revue du CIAS ( centre de recherches et d'action sociales )	Interdiction du nr. 259 et saisie de l'édition
15/2/77	LA SEMANA ( Buenos Aires )	Perquisition du siège et retenue de l'édition pendant quatre jours
16/2/77	EL INDEPENDIENTE ( La Rioja )	Fermeture pour 5 jours
28/2/77	EMMANUELLE ( publication humoristique ) EL RATON DE OCCIDENTE ( publication humoristique )	En même temps que leurs dirigeants étaient enlevés, on apprit que le gouvernement militaire de la Province de Buenos Aires interdisait la circulation sur tout le territoire national
Février 1977	Revue PADRES	Fermeture
3/3/77	VAMOS AL TIEMPO JOVEN ( Allons vers le temps jeune ) ( Buenos Aires )	Fermeture
3/3/77	CINCO DEDOS ( cinq doigts ) ( publication pour enfants )	Fermeture
18/4/77		Mise sous tutelle militaire
27/5/77		Mise sous tutelle militaire
3/7/77	Revue CASOS	Interdiction dans la Province de Buenos Aires
7/11/77	CORREO DE LA SEMANA ( Hebdomadaire )	Saisie et fermeture ( c'était le premier numéro ... )
Novembre 1977	CLARIN BUENOS AIRES HERALD CRONICA	Editions censurées pour avoir parlé des grèves
16/11/77	CORREO DE LA SEMANA ( hebdomadaire )	Interdiction dans tout le pays de la distribution, vente et circulation
26/1/78	LA NUEVA REPUBLICA ( hebdomadaire )	Fermeture pour trois mois pour " avoir diffusé de fausses informations tendant à troubler l'ordre public "
25/2/78	LA RAZON ( journal du soir )	Fermeture pour 24 heures " pour avoir " violé le décret interdisant la publication de nouvelles concernant l'Argentine provenant d'agences étrangères
19/1/78	" ELEMENTOS " ( bi-hebdomadaire du Parti Communiste )	Fermeture

VIOLENCE - CORRUPTION

ARMED

MOB

INTERDIT A L'EXTRANGER

## AUTRES MEDIA REPRIMÉS

EL DIARIO ( Córdoba, province de Córdoba )

CORDOBA ( Córdoba, province de Córdoba )

Revue INFORMACION

CRISIS ( hebdomadaire )

OPULENCIA Y MISERIA ( hebdomadaire )

( Opulence et misère ) ( revue )

CUESTIONARIO ( Revue )

EL DIARIO ( Paraná - Province de Entre Ríos )

LOS ANDES ( Mendoza, province de Mendoza )

LA OPINION ( Province de La Rioja )

RADIO CONTINENTAL ( Buenos Aires )

RADIO RIVADAVIA ( Buenos Aires )

CANAL 9 DE TELEVISION ( Chaine de T. V. ) ( Buenos Aires )

CANAL 2 DE TELEVISION ( Chaine T.V. ) ( Buenos Aires )

( la Plata, province de Buenos Aires )

LA UNION ( Catamarca )

LA PROVINCIA ( San José, Mendoza )

INTERDIT A L'EXTRANGER

INTERDIT

NOM	MEDIA	SOURCE	SITUATION			
1). AGUIRRE? David	Journaliste de "LA HORA" Sgo. del Estero 8/2/77	CADHU	Emprisonné			
2). ALBAMONTE, Luis Maria (Américo Barrios)	Membre de la direction du journal "CRONICA"	UPAL IPS	Emprisonné puis libéré			
3). ALFIERI, Guillermo	Directeur du journal "Ultima Hora" Secrétaire général du Syndicat de presse de La Rioja. Rédacteur de "El Independiente" 24/3/76	CADHU UPAL IPS	Emprisonné			
4). ALVAREZ, Lucina	Secrétaire général du Syndicat du Livre de Córdoba Rédactrice au périodique "EL Ba- rrilete" (Le Cerf-volant) de Buenos Aires. 3/5/76	UPAL CADHU	Disparue			
5). ALVAREZ, Joaquin	Directeur du journal "Alberdi", de Vedia, Prov. de Bs. As. arrêté avec ses enfants Carlos y Luis Septembre 1976	UPARF UPAL	Arrêté puis libéré			
6). AMADIO, Maria Elena	Rédactrice de la revue "Discusion" Buenos Aires 30/3/76	CADHU UPARF	Disparue			
7). ARAMBURU COMEZ, Ruben	Rédacteur 'Ultima Clave' 27/10/77	IPS	IPS			
8). ARICO, Francisco	Editeur, essayiste. Dirigeait la collection "Pasado y Presente"	"Dennocc"	Arrêté puis libéré			
9). AVELEDO, Fernando	Rédacteur au "El Cronista Comercial" 5/8/76	IPS	Disparu puis libéré			
10). BACH CANO, Ricardo	Directeur de "Prensa Libre" Buenos Aires 23/12/76	UPAL IPS	Disparu puis libéré			
11). BANDERETT, Luc	Correspondant suisse. Mars 1976	CADHU	Arrêté torturé, puis expulsé du pays			
12). BARABINO, Rolando	PDG de la chaîne TV "2" de Viedma prov; Rio Negro. Juin 1976	CADHU	Arrêté puis libéré			
13). BARROS, Oscar	Journaliste de "Barrilete". Ecrivain époux de Alvarez Lucina. 3/5/76	CADHU UPAL UPARF	Disparu			
14). BEDOYAN, Maria	Rédactrice de la revue "Dinamis" épouse de I. Ikonikoff. Activiste d'APBA (Association des Journa- listes de Buenos Aires)	CADHU UPAL	Disparue			
15). BETTANIN, Cristina	Sœur de Leonardo B. Photographe à "El descamisado" et "Noticias" (resp.: hebdomadaire et quotidien)	CADHU	Assassinée			
16). BETTANIN, Leonard	Journaliste des revues "Confirmado" "Primera Plana" "El Descamisado" Ancien député national	CADHU UPAL	Assassiné. Trouvé criblé de balles ainsi que sa mère et sa sœur dans leur maison, à Rosario.			
17). BETTANINI, Guillermo	Journaliste de "Noticias" Bs. As. Mai 1976	UPAL	Assassiné; son corps mutilé a été retrouvé à Villa Deboto (un quart. de Bs. As., où se trouve la prison du même nom)			
18). BLOTTA, Oskar				Directeur de plusieurs publications humoristiques (El Ratón de Occi- dente et Emmanuelle, fermées par décret) février 1977	UPARF	Emprisonné (1 mois) puis libéré
19). BOURNICHON, Alberto				Avaï dirigé la revue Satiricón	UPARF	
20). BONNARDEL, Jorge BRIZUELA, Ricardo				Journaliste poète, éditeur de la province de Córdoba	CADHU	Assassiné
BUSTOS, Miguel Angel				Rédacteur du journal "Los Andes"	CADHU	Emprisonné
CAMOTTO, Aldo				Directeur du journal "Crisol" de Resistencia (Chaco) 1/7/76	UPAL	Emprisonné
CABIEDES, Pablo				Journaliste et écrivain, rédacteur au journal "El Cronista Comercial" et à la revue "Panorama". 3/5/76	CADHU	Disparu
25). CABO, Dardo				Directeur du journal "Respuesta Popular" janvier 1977	UPAL	Disparu
				Journal "La Hora" (Sgo.del Estero) 8/2/77	UPAL	Disparu
				Journaliste de la revue "Semana Gráfica". Directeur de "El Desca- misado". Arrêté le 18/4/75	CADHU	Officiellement "tué lors d'une tentative d'éva- sion au cours d'un trans- fert de prison". Des té- moignages de source pé- nitentiaire affirment qu'il a été fusillé dans la cour de la prison.
				Assassiné en janvier 1977	UPAL	
26). CAPELLUPO, Rafael				Rédacteur du journal "La Razón" (Buenos Aires) et à la chaîne TV "2" de Córdoba	CADHU	Emprisonné (CADHU) ou séquestré (UPAL)
27). CAZES CAMARERO, Pedro				Ex-directeur du périodique "El Combatiente"	UPAL	Emprisonné
28). CARETTI, Conrado				Rédacteur de "El Cronista Comer- cial" et de "La Opinión" et à "Panorama". 30/7/76	UPAL	Disparu
29). CONTI, Haroldo				Journaliste et écrivain collaborateur de la revue "Crisis". Prix Seis y Barral y Casa de las Américas.	UPARF	Disparu
30). COSTA, Alberto				Rédacteur du mensuel "El Barrilete" (Buenos Aires) arrêté avec sa femme Graciela Marchisio, psychologue. 3/5/76	CADHU	Emprisonné
31). COSTA, Emilano				Journaliste du journal "El cronista comercial" dirigeant d'APABA avril 1975	UPAL	Emprisonné
32). COULIN NOVILLE, Hugo ou Horacio, NOVILLE				du journal "Prensa Libre" (Buenos Aires (18/1/77).	UPARF	Assassiné (trouvé mort dans son appartement Le Monde- après un début d'incen- die provoqué

BDIC

BDIC

33). COX, Robert  
(il avait publié des informations - sur la conférence de presse du MPM- tenue le 20/4/76 à Rome

34). CHARAVINO, Norberto

35). CULTELLI, Andrés

35). CULTELLI, Andrés

36). CARAZO, Alfredo Jorge

37). CERECEDO, Francisco

38). CUESTAS, Raúl

39). D'ATRI, Raúl Celso

40). DE FIERI, Eduardo

41). DEMARCHI, Héctor

42). DESSIMONE, Carlos

43). DIAZ, Juan Antonio

44). DIAZ VALENZANO,- Edgardo

45). DI BENEDETTO, Antonio

Directeur du quotidien en langue-anglaise " Buenos Aires Herald "

Conseiller juridique du Syndicat - de Presse de Córdoba. Abril 77  
Rédacteur en chef du journal " El Sol "

Ex-directeur du journal uruguayen - " El Sol "

Rédacteur en chef du journal " Norte ", resistencia, Chaco. Avril 77

Correspondant de la revue - espagnole ". Sanctionné pour ses - articles sur la répression en- Argentine et sur la conférence de- presse de M. Mendizábal ( officier ) Montonero )

Secrétaire général du Syndicat de - Presse de Córdoba

Rédacteur à " la Arena " La - Pampa décembre 1975

Journaliste indépendant de Buenos - Aires

Rédacteur à " El Cronista Comercial ", Délégué syndical et membre de - la Commission Exécutive de APBA

Correspondant à Buenos Aires de la - chaîne " 13 " de T.V. du Mexique

Dessinateur, rédacteur du journal - " Los Principios ", de Córdoba. - 12/9/76

Directeur du journal " La Hora " - de Santiago del Estero - 8/2/77.

Secrétaire Général du journal Los - Principios, de Córdoba. 12/9/76

Ecrivain et sous-directeur du - journal " Los Andes " de Mendoza. Correspondant du journal " la - Prensa " 25/3/76.

Arrêté puis libéré, - mais soumis à procès

CADIU  
UPAL

UPARF  
CADHU

CADHU

CADHU

Sa maison détruite par - l'armée, il doit quitter - le pays

CADHU  
UPAL

CADHU  
UPARF

CADHU  
UPAL  
IPS

CADHU  
UPARF  
UPAL  
IPS

UPAL

UPARF  
UPAL

UPARF  
UPAL

IPS

46). DI VINSKY, Daniel

47). DOMINGUEZ, Roberto Luis

48). DOMINGUEZ DE - CASTRO, Eduardo

49). DOMINGUEZ épouse- KISSLER, Mabel

49). DOMINGUEZ, épouse- KISSLER, Mabel

DORIGO, Pablo ( ? )

51). EGUREN, Alicia

52). ESTEVAO, Ana María

53). FERNANDEZ, Miguel Angel

54). FERNANDEZPONDAL, - Rodolfo

55). FERREIROS, Héctor

FERREIROS, Hector

56). FIOROTTO, Antonio

57). FONTANARROSA, Carlos

58). FOSSATTI, Ernesto Luis

59). FRIAS, Eduardo

Directeur des " Ediciones de la - Flor ", Buenos Aires.

Directeur du journal " El Sol de - Concordia - 21/9/76.

Ex-secrétaire Général du Syndicat- de presse de la Province de Salta - mai 1976

Rédactrice à " El Mundo " -- Buenos Aires janvier 1977 ( UPAL ) : août 1976

Chaine T.V. " 9 " de Buenos - Aires - 31/12/76

Avril 1977

Journaliste dans un journal vicinal- du Sud de Buenos Aires - Juin - 1976

Directeur du journal " Norte " - de Resistencia ( Chaco )

Directeur adjoint de " Ultima Clave 5/8/77

Journaliste des revues " Primera - Plana ", " Panorama " et du - journal " La Opinión " 5/4/77

Journaliste des revues " Primera - Plana ", " Panorama " et du - journal " la Opinión " 5/4/77

Sous-directeur du journal " El Dia " - de Paraná - 21/9/76

Journaliste et dessinateur

Rédacteur des revues " Panorama " - " Semana " et " Asi " -- 26/12/76

" Editorial Atlántida " - 18/7/77

UPARF  
Emprisonné ( arrêté- avec sa femme, Ana- Maria Miller ).

UPARF  
IPS  
UPAL

CADHU

CADHU  
UPAL

CADHU

Le Monde  
CADHU  
UPAL

CADHU  
UPARF  
UPAL

CADHU  
Disparu ( enlevé en plein centre de la ville )

CADHU  
UPARF  
TELAM  
(agence - officielle )

UPARF  
IPS

UPARF

CADHU  
Disparu

UPARF  
UPAL  
IPS

Le Monde

60). GANGEME, Ricardo	Journal " Cronica " de Buenos - Aires	UPAL	Arrêté puis libéré	76). GUITIERREZ, RUIZ, Hector	Journaliste du journal " la Opinión " et collaborateur d'autres media. - Ex-président de la chambre des Députés uruguayenne - 22/5/76	CADHU	Assassiné ( trouvé cri-
61). GAIDO, Enrique Delfor	Directeur de " Sucesos en 30 dias " - San Pedro, Province de Buenos - Aires - 4/4/76	CADHU	Emprisonné	77). HERNANDEZ, Mario	Rédacteur de la revue " Militancia " Buenos Aires.	CADHU	Assassiné ( trouv
62). GALLEGOS, Angel A.	De " LRA 6, Radio Nationale " - de Mendoza - 14/4/76	CADHU	Emprisonné	78). HERRERA, Mario	Revue " Confirmado ". Buenos - Aires ex-délégué syndical de la revue " Análisis "	CADHU	Disparu
63). GALLO, Roberto	Correspondant du journal de Minas - de Belo Horizonte ( Brésil ) - 12/76	Le Monde	Emprisonné puis libéré	79). HIENRICH, Enrique	Dirigeant du syndicat de presse de Bahia Blanca - 26/6/76	CADHU	Assassiné ( retrouvé dans une décharge ).
64). GARCIA, Hector Ricardo	Directeur du journal " crónica " - 21/7/76	IPS	Arrêté puis libéré	80). HIGA, Juan Carlos	Directeur du journal en langue-japonaise " Akuron Nippon " 25/6/76.	CADHU	Disparu
65). GARCIA HAMILTON, Jose	Directeur du journal " El Pueblo " - de Tucumán	CADHU	Emprisonné	81). HOPEN, Daniel	Sociologue et rédacteur en chef de la revue " Nuevo Hombre "	CADHU	Disparu
66). GATTI, Geraldo	Ex-directeur de " la Epoca " de Montevideo - 10/6/76	Le Monde	Emprisonné	82). ICONICOFF, Ignacio	Journalistes des revues " Ciencia Nueva " " Panorama ", et du journal " Noticias ". Physicien océanologue. Docteur Honoris Causa de la Sorbonne - 6/77. Membre du Conseil de Direction de l'Association des Journalistes	CADHU	Disparu
67). GELMAN, Marcelo	Du journal " Noticias " et de la revue " Gente ". Fils du célèbre-journaliste et poète Juan Gelman - 24/8/76	CADHU	Disparu	83). IDELMAN NARIO, Hugo	Journaliste, affilié au syndicat de presse de Tandil ( Province de Buenos Aires ) et à la Société Argentine des Auteurs et Compositeurs.	CADHU	Disparu
68). GIOLITO, Ruben	Editions " Cartago " - 1/77	CADHU	Emprisonné	84). JAIME, Luciano	Rédacteur du journal " El Intransigente " de Salta	CADHU	Assassiné
69). GLABERT, Ricardo	Agence " Noticias Argentinas " - et journal " La Opinión " - 9/1/77	UPAL	Enlevé puis libéré	85). JARA, Enrique	Sous-directeur du journal " la Opinión "	UPARF	Arrêté puis libéré mais soumis à procès
70). GLEYZER, Raymundo	Cinéaste ( caméraman et réalisateur de documentaires ) - 4/76	IPS	Disparu	86). JAROSLAVSKI, César	Journaliste	CADHU	Emprisonné
71). GOLDBERG, Mario	Journaliste de Radio Bahia Blanca, - ( Province de Buenos Aires )	CADHU	Assassiné	87). JOZAMI, Eduardo	Ex-secrétaire général du syndicat de presse de Buenos Aires - Ex-secrétaire adjoint de l'OIP ( Organisation Inter-américaine de presse )	CADHU	Arrêté en 1975, il se trouve à la prison U9 de la Plata dans le pavillon " de la mort ".
72). GODDSMAN, Hugo	Journaliste du journal " Noticias " - et de la revue " El Descamisado " - 1/77	UPAL	Assassiné ( enlevé - de chez lui, son corps fut trouvé criblé de balles en juin 1977 )	88). FURADO, Ricardo	Secrétaire de rédaction du journal " Los Principios " de Córdoba - 9/76	CADHU	Arrêté puis libéré
73). GONZALEZ, Ovidio	Dirigeant du syndicat de presse - de Mendoza - 4/76	CADHU	Emprisonné	89). KOLLIKERFREERS, Alfred	Du journal en langue allemande " la Plata Ruf - 14/12/76	CADHU	Disparu
74). GUAGNINI, Luis	Correspondant du journal " El País ( Madrid ) de " Radio Libertad " de Panamá et des publications britanniques " Latin America Political Report " et " Latin Economic Report ". Ex-rédacteur de " Clarín " " Noticias ", " Confirmado ", " Panorama ". Correspondant de l'agence italienne IPS. 21/12/77	IPS	Disparu enlevé avec sa femme			Le Monde ( 9/4/77 )	
75). GUERRERO, Diana	Rédactrice de la revue " Discusión	CADHU	Disparue				



90). LAGORIO, Carlos	Journaliste de " Prensa Libre ". 27/1/77	CADHU Disparu UPAL	107). MICHELINI, Zelmar	Journaliste des journaux "Noticias" - et "La Opinión" de Buenos-Aires - Ex-sénateur national et - candidat à la présidence de la - République en Uruguay - 22/5/76	CADHU Assassiné. Trouvé cri- UPAL blé de balles avec - UPARF Gutiérrez Ruiz	
91). LANCILLOTA, Carlos	Correspondant à la Rioja de - " La Prensa " et de la chaîne - de T.V. "2" de Viedma (Rio Negro). 3/3/77	CADHU Emprisonné UPAL	108). MOLINA y VEDIA, - Eduardo	Rédacteur et délégué syndical de - "La Opinión" de Buenos - Aires - 7/4/76	UPARF Arrêté et libéré en mai 77	
92). LEBREVEUX,Philippe	Correspondant à Buenos Aires de - "Le Monde" juin 1976	Le Monde- Inculpé d "apologie de la subversion", pour - avoir donné dans ses - articles quelques précisions sur les excès de répression mentionnés par le Ministre Martinez de Hoz.	3/6/76	109). MONACO, Alfredo	Journaliste de la ville de Rosario-(Province de Santa Fe) - 27/7/76	UPARF Assassiné (37 impacts)
93). LEIVA MONTIEL, Ramón	Paraguayen, écrivain et journaliste-4/77.	CADHU Emprisonné	110). MONTOYA, Roberto	Journaliste et écrivain	"Denun- cia" Emprisonné	
94). LEON, Emilio	Journaliste de la chaîne de T.V.- "2" de Viedma (Rio Negro)- 17/6/76	CADHU Emprisonné UPAL	111). MORELLI, Elis	Ex-Directeur du journal "El Sol"- de Paraná	UPARF Emprisonné IPS	
95). LEVIN, Gregorio	Directeur des éditions "Cartago"- 1/77	CADHU Emprisonné	112). MUCHNICK, Daniel	Editeur de la revue "Padres"- (Parents)	UPARF Arrêté puis libéré	
96). LIZASO, Miguel	Directeur de la revue "La Causa-Peronista" 4/76	CADHU Disparu UPAL	113). NAZAR, Juan Ramón	Directeur-rédacteur du journal - "La Opinión de Trenque - Lauquen", de Comodoro Rivadavia	CADHU Disparu EIPais 23/7/77	
97). LLAMAS de MADARIAGA	Journaliste de plusieurs publica- tions. Editorialiste. 4/76	CADHU Disparu puis libéré	114). NICOLETTI, Nelson	Secrétaire général du Syndicat- de Presse de la Pampa. - Journaliste du journal " la- Capital" de Mendoza - 24/3/76	UPARF Arrêté puis libéré le - UPAL 15/11/76	
98). LOISEAU, Carlos (Caloi)	Dessinateur humoriste - 8/77	CADHU Disparu	115). NICOLA, Felipe	Pro-secrétaire de rédaction. - Rédacteur du journal "Los- Principios" de Córdoba 12/8/76	CADHU Emprisonné. UPAL IPS	
99). LOPEZ, José Ignacio	Journaliste de "La Nación " - et de "La Opinion" -11/11/76	IPS Attentat à la bombe (11/11/76)	116). OTERO, Delfor	Editeur du journal "Ultima Hora"- de Buenos Aires - 22/7/76	UPAL Emprisonné	
100). LOYOLA, Miguel Angel	Dirigeant imprimeur de Bahia - Blanca - 5/6/76	CADHU Assassiné. Corps - UPARF retrouvé avec celui - UPAL de Heinrich.	117). CUTES, Pablo	Rédacteur du journal " El Intransigente " ( Salta )	CADHU Assassiné dans la pri- UPARF son de Villa las - Rosas ( Salta )	
101). LUGONES, (Piri) Susana	Journaliste - 24/12/77	Disparue	118). ORTIZ, AL	Correspondant de la " Voz de - América "(USA), sanc- tionné pour avoir interviewé- des mères de disparus qui mani- festaient à Buenos Aires, sur la Place de Mai - 24/11/77	Le Monde Arrêté puis libéré (26/11/77)	
102). MACTAS, Mario	Directeur des revues satiriques - "El Ratón de Occidente" - et "Emmanuelle" - 22/2/77	UPARF Arrêté puis libéré- UPAL publications fermées. IPS	119). ORTIZ, Carlos	Du journal "Los Principios " - de Córdoba. Dessinateur- 12/9/76	UPARF Emprisonné UPAL	
103). MAMONDE, Carlos Hugo	Ecrivain, collaborateur de publica- tions journalistiques	CADHU Emprisonné	120). PALACIOS VIDELA, - Ignacio	Journaliste spécialisé dans les sujets historiques et clésiastiques. Secré- taire de rédaction à la revue " Todo- es Historia ". Responsable d'une pu- blication interne de l'Institut de - Culture Religieuse Supérieure. - 3/5/77	IPS Arrêté puis libéré	
104). MARIN, Francisco Eduardo	Journaliste de la "Nación"- Délégué syndical de APBA - mars 1977	CADHU Assassiné UPAL	BDIC	BDIC	BDIC	
105). MASTROGIACOMO,- Marta	Journaliste du journal "Noticias" - et de la revue "El Descamisado"- affiliée à APBA - 11/76	CADHU Enlevée de son domi- UPAL cile. (CADHU : assas- sinée ; UPAL : dispa- rue ).	BDIC	BDIC	BDIC	
106). MERCADO LUNA, Ricardo	Directeur de "Jurisprudencia- riojana" 7/4/76	CADHU Emprisonné UPAL	BDIC	BDIC	BDIC	

121). PAOLETTI, Mario	Sous-directeur du journal "El Independiente" de la Rioja - 24/3/76	CADHU UPARF	Emprisonné	136). RODRIGUEZ COUCEIRO-José	Directeur de l'agence de Nouvelles-EFE (Esp.) à Buenos Aires - 7/11/76	UPAL Arrêté puis libéré Paese Sera (11/11/76)
122). PASTORIZA de JOZAMI, Lila	Rédactrice de la revue "7 dis" et du journal "Noticias".- Femme de E.Jozami - 16/6/77	UPAL CADHU	Disparue	137). ROSSI, Raúl	Directeur du journal "El Dia" - (Paraná, Province d'Entre-Ríos) - 21/9/76	ADEPA? Emprisonné 2 Nov.1977
123). PERALTA, Sergio	Du journal "Crónica" de Buenos-Aires - dirigeant de APBA - 11/76		Arrêté puis libéré	138). ROUSSELOT, Juan Carlos	Propriétaire du journal Norte de Resistencia ( Chaco ) -4/77	UPAL CADHU Arrêté puis libéré Chico
124). PEREZ, Carlos	Editeur et journaliste, ancien directeur du supplément culturel du journal "Clarín" - 4/76	UAPL UPARF CADHU	Disparu	139). SABINI FERNANDEZ, - José Luis	Rédacteur à la revue "Crisis" - 16/12/75	CADHU Emprisonné UPARF
125). PEREZ, Marta	Journaliste du journal "La Razón" - de Buenos Aires. Délégué syndical APBA - 4/76	CADHU UPAL	Disparue	140). SALAZA, Carlos Alberto	PDG de programmation de la chaîne "2" de T.V. de Viedma ( Rio-Negro )	CADHU Arrêté puis libéré
126). PEREZ CASTELLANOS, Juan	Rédacteur du journal "Los Principios" de Córdoba - 12/9/76	UPAL UPARF	Arrêté puis libéré	140).		
127). PEREZ, VENTURA	Rédacteur du journal "Mendoza" - Secr. Gral. du Syndicat de Presse de Mendoza. Arrêté avec 6 autres membres de la Commission Directive - 4/76	UPARF UPAL CADHU	Emprisonné	141). SALOMON, Juan Ramon	Directeur du journal "La Provincia" de San José (Mendoza) - 1/4/77	CADHU Emprisonné. Attentat - "denuncia" contre l'imprimerie et la rédaction
128). PERIER, Alicia	Rédactrice du journal "Noticias"		Disparue	142). SAJON, Edgardo	Chef des ateliers éditant le journal "La Opinión". Ex-sécrétaires-Presse et diffusion à la Présidence de la Nation	CADHU Disparu UPAL
129). PERROTTA, Rafael	Directeur-propriétaire du journal "El Cronista Comercial" - Disparu avec son fils Rafael - Perrotta Bengolea - 6/77	UPAL CADHU	Disparu	143). SAPPIA, Jorge	Conseiller juridique du syndicat de presse de Córdoba - 4/76	CADHU Emprisonné UPAL
130). PIERRI, Hettore	Journaliste indépendant	UPARF	Disparu	144). SCHALLER, Plutarco	Photographe à "El Independiente" - de la Rioja - 24/3/76	CADHU Emprisonné UPARF
131). RAAB, Enrique	Journaliste du journal "La Opinión" et de la revue "7 Dias". Enlevé de son domicile - 16/4/77	CADHU UPAL IPS	Disparu (probablement assassiné ; corps non retrouvé).	145). SERRAT, Oscar	Editeur de l'agence Ass. Press	Journal - mexicain
132). RAMACCIOTTI, José	Editeur, directeur de "La Estrella de la Mañana" (Cañada de Gómez, Province de Santa Fe - 12/4/76	CADHU	Emprisonné	146). SIBILA, Norma	Rédactrice à "Los Andes" - ( Mendoza )	UPARF Emprisonnée CADHU
133). REINA, Roberto	Dirigeant du Syndicat des imprimeurs de Córdoba, correspondant de "El Cronista Comercial" et journaliste du journal "Córdoba" - 6/74	CADHU UPAL UPARF	Emprisonné	147). SOIARI IRIGOYEN, Hipolito	Affilié à APBA, ex-sénateur national, avocat de la Federación Gráfica Bonaerense (imprimeurs de Buenos Aires). Enlevé le 7/8/76, reconnu par la suite comme prisonnier puis libéré en mai 77. Avait fait l'objet d'un attentat des AAA en 1975.	UPAL Disparu puis libéré
134). RODRIGUEZ LARRETA, Enrique	Journaliste uruguayen		Enlevé et emmené en Uruguay, libéré par la suite.	148). SORUCO BARBA, Luis	Rédacteur au journal "El Tribuno" - de Salta	CADHU Disparu UPARF
135). RODRIGUEZ LARRETA, Enrique (Fils)	Journaliste uruguayen, rédacteur à "El Cronista Comercial", enlevé avec sa femme et ses enfants. Remis 6 mois plus tard au gouvernement uruguayen - 30/6/76	CADHU UPARF	Emprisonné	149). SMITH, Julio Federico	Ecrivain et journaliste (pseudonyme Federico Moreira )	CADHU Emprisonné



150). SUAREZ, Eduardo	Rédacteur aux journaux "El Cronista Comercial" "El Mundo" et "Noticias". Dirigeant APBA - 15/8/1976	UPAL UPARF CADHU	Disparu	165). WALSH, Rodolfo	Ecrivain célèbre et journaliste aux journaux "Mayoria", La "Opinión" et "Noticias"- 26/3/1977	CADHU UPAL IPS	Disparu
151). STIVAL, Angel	Du journal "Córdoba". Dir. synd. pr. de Cba. - 7/8/76	UPAL UPARF CADHU	Disparu	166). WALSH, Maria Victoria	Rédactrice et déléguée syndicale du journal "La Opinión" - 2/11/76	UPARF UPAL	Assassinée
152). TARASCONE, Renée - (Denuncia : (TASCOME)	Journaliste à "Los Principios" - (Cordoba) - 12/9/76	CADHU Denuncia	Emprisonnée	WALKER, Enrique	Ex-rédacteur en chef des revues - "Gente", "Semana Gráfica", "El Descamisado" et "Nuevo Hombre" - 17/7/1976	CADHU UPAL IPS	Disparu
153). TIMMERMANN, Jacobo	Journaliste et directeur de la - "Opinión" (Buenos Aires)- fondateur des revues "Primera Plana" et "Confirmado" et de "El Diario" de Mendoza. - 15/4/1977	CADHU	Emprisonné, puis dispara- ru, puis reparu, actuel- lement sous arrêt domi- ciliaire.	168). WEHNER, Tilo	Editeur du journal "El Actual" - d'Escobar, Province de Buenos-Aires. Il avait été arrêté officiellement, mais par la suite les autorités ont refusé de le reconnaître - 26/3/1976	CADHU UPAL	Disparu
154). TORREALBA, Americo	Nouveau directeur du journal "El Independiente" de la Rioja- 5/1977		Emprisonné	169). WILSON DEREK	Correspondant de la BBC de Londres. Arrêté par la police-fédérale pour avoir interviewé des mères de disparus qui manifestaient sur la Place de Mai, à Buenos Aires. - 24/11/1977		Disparu
155). TORRES, Juan Martin	Directeur de "Ultima Clave" - 27/10/1977	IPS	Arrêté puis libéré le - 29/10/1977	170). WINTERNITZ, Juan	Directeur de la revue littéraire - "Enlace"	CADHU denuncia	Emprisonné
156). TORRES, Raul Ernesto	Opérateur de la chaîne T.V. "2"- de Viedma	CADHU	Emprisonné	171). ZABALA RODRIGUEZ, Miguel	Directeur de l'hebdomadaire "El Auténtico", ex-député national. Tué lors d'une perquisition à son domicile - 1/1977	CADHU UPAL UPARF	Assassiné
157). TULA, Jorge	Editeur - 4/77	CADHU	Emprisonné	172). ZANOTTI, Livia	Correspondante de l'agence IPS		
158). URONDO, Francisco	Journaliste, poète et écrivain. Secrétaire de rédaction du journal "Noticias". Rédacteur au journal "La Opinion". Collaborateur de nombreuses publications - 17/7/76	UPARF UPAL	Assassiné	173).	Directeur du journal "La Idea", - de General Viamonte (Province de Buenos Aires)	Cambio 16 21/8/77	Disparu
159). VACCA, Roberto	De la revue "7 Dias". Directeur de l'émission "Argentina Secreta"- sur la chaîne T.V. d'Etat (Canal 7)- Enlevé le 7/12/1976	IPS UPAL	Disparu, puis libéré le - 22/12/1976	174).	Directeur d'un journal de Mendoza	Le Monde 9/4/77	Emprisonné
160). VAZQUEZ, Nardo	Journaliste de la "Hora"- (Santiago del Estero)- 8/2/1976	CADHU UPAL	Emprisonné				
161). VEGA FERNANDEZ, Antonio	Gérant et conseiller du journal - "Norte" de Resistencia (Chaco)- 4/1977	CADHU Chico	Arrêté puis libéré				
162). VESCO, Silvia	Rédactrice à "Emmanuelle" et à "El Ratón de Occidente"- 2/1977		Arrêté puis libérées				
163). VERDU, Ramón	Rédacteur à "Los Principios"- (Cordoba) - 12/9/76	CADHU UPARF UPAL IPS	Emprisonné				
164). VILLA, Patricia	Journaliste de l'agence IPS à - Buenos Aires. Membre de - APBA - 14/8/1976	CADHU UPARF UPAL	Disparue				

BDIC

BDIC

## II — EL MUNDIAL 78



### LES COUTS ECONOMIQUES ET POLITIQUES DU MONDIAL

Une des manifestations de la décomposition politique de la Junta militaire, notamment en ce qui concerne les dissidences internes qui s'accentuent avec la persistance de la résistance populaire, est fournie par la "polémique" sur les couts du Mondial.

Au sein du gouvernement même et à plusieurs reprises, divers fonctionnaires ont informés sur ce que coulera à l'Argentine l'événement sportif.

Le 7 octobre dernier, le général Merlo, président du Comité d'organisation, déclarait que la réalisation de la Coupe du Monde "produira une perte de 400 millions de dollars". Cette estimation est obtenue en soustrayant des investissements exigés par le Championnat du Monde (418 millions de dollars) les recettes prévues, qui représentent seulement 18 millions de dollars (celles-ci résulteront de la vente de tickets, des droits d'émissions par radio et télévision, de la publicité, etc...).

Des analystes économiques différents ont comparés le montant de cet investissement, clairement imprudent, avec les dépenses globales de l'administration nationale et leur distribution dans les différents secteurs de l'économie. On l'a comparé aussi avec les tranches correspondantes de la dette extérieure.

Les pourcentages sont éloquents : le déficit provoqué par le Mondial 78 dépasse le montant accordé pour le gouvernement national pour l'année 1977 à la rubrique "Santé" de 70 millions de dollars ; à la rubrique "Sciences et Technologies" en 277, d'un million de dollars; tandis que la valeur accordée pour les dépenses en "Culture et Education" dépassent seulement de 37,5% les couts du Championnat. Ceci est significatif, si l'on tient compte des chiffres suivants : la désertion scolaire atteint 50% au niveau primaire et 50% au niveau secondaire, sans parler du taux d'analphabétisme.

Les analyses comparatives ajoutent : de janvier à aout 1977, l'ensemble des provinces argentine (22) et la Municipalité de Buenos Aires ont reçus du Trésor National, afin de faire face à leurs dépenses, la somme de 155 millions de dollars, c'est à dire 38,7 % de la perte que provoquera la compétition sportive.

Dans le même sens, les comparaisons nous montrent que pour 1977 la tranche correspondante du service de la dette extérieure argentine est de l'ordre de 600 millions de dollars.

L'ex-ministre de l'Economie Alvaro Alsogaray, qui n'a rien à envier au Ministre Martinez de Hoz en matière de politique anti-populaire, a déclaré l'année dernière que "la Junta Militaire a commis une erreur en acceptant l'organisation de la Coupe du Monde 78" à cause des pertes que cela implique".

En outre, le Secrétaire des Finances, Juan Alemany, qui fait partie du Cabinet Martinez de Hoz, a informé, déjà en février de cette année que : "s'il n'y avait pas le championnat du Monde de football, l'Argentine aurait moins de déficit, moins de dépenses et moins d'inflation. Le Mundial, ajoute-t-il, a été une erreur héritée du gouvernement précédent et il devrait ne pas avoir lieu".

#### LES EXCUSES PREADABLES COMMENCENT ...

Le général Merlo disait que "l'organisation du Mondial 78 dans le pays permettra une diffusion convenable de la réalité argentine, car 35000 touristes viendront, et 150 millions de personnes suivront les rencontres par télévision dans tout le monde. Ainsi, il justifiait le haut prix que le pays en banqueroute doit payer.

Néanmoins, ce n'est pas par hasard que de tels personnages : (Merlo, Alsogaray ; Alemany) commencent à préparer, le terrain de l'opinion nationale et internationale, tout en démontrant la mauvaise affaire dans laquelle la Nation s'engage.

En tout état de cause, la préoccupation ne tient pas précisément au déficit de 400 millions de dollars ou, pour être exacts, de 700 millions de dollars d'après les dernières analyses. Il s'agit plutôt d'autres questions inquiétantes : que verront ces 35.000 touristes ? que vont enregistrer les caméras de TV pour le diffuser aux 150 millions de téléspectateurs dans le monde ? Tout cela sans tenir compte de la présence de journalisme international, alerté et conscientisé pour ausculter cette réalité argentine qui n'est pas précisément celle que venut lui montrer la Junta Militaire.

De ce point de vue là, il est évident que la Junta Militaire envisage avec crainte la proximité du mois de juin et, avec lui, la présence de milliers d'invités ; spécialement, face à l'échec de sa politique de "pacification" par le biais de l'extermination.



C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas seulement des coûts économiques du Mondial ; ce qui apparaît derrière les déclarations mentionnées, c'est l'échec de l'offensive anti-populaire : "blanchir" les prisons et les camps de concentrations ? quelles listes de détenus peut-on fournir lorsque chacun des 15.000 prisonniers est un procureur implacable du génocide mené par la Junte Militaire ? quelle raison peut-on donner sur le sort des 30.000 disparus ? quelle explication sur la mort des 10.000 citoyens ?, quelle justification de la politique de famine et de misère ?

Cette "préoccupation", ces questions laissées sans réponses par la Junte Militaire, voilà ce qui pousse ses représentants à parler de la "grave erreur" que signifie le Mondial 78. L'erreur consiste justement en ce qu'ils ne pourront pas le transformer en une grande "parade" au niveau international - à l'image des Jeux Olympiques de Berlin en 1936 - qui puisse soutenir par la propagande le régime génocide présidé par le Général Jorge Rafael Videla.

## QUELQUES-UNES DES MESURES PRISES PAR LA JUNTE EN RAPPORT AVEC LA COUPE DU MONDE

### LIMITES AU JOURNALISME

#### Accréditation

Dans une circulaire signée par le Capitaine (Capitan de navio) Carlos Alberto LACOSTE, vice-président de l'ENTE AUTARQUICO MONDIAL 78 (organisme autonome Mondial 78), se trouvent indiquées les modalités pour l'accréditation des journalistes en vue d'assister à cet événement sportif. Selon cette circulaire, les pas à suivre sont au nombre de cinq : accréditation préalable, accréditation définitive, approbation, contrôle final des cartes.

En ce qui concerne le pas correspondant à l'admission du journaliste que l'on accorde, on peut lire textuellement : "APPROBATION" : les journalistes admis recevront un carton vert. Ceux qui ne seraient pas admis reçoivent au contraire un carton rouge et se voient restituer l'argent versé (100 dollars US). Source de cette information : LA REPUBLICA, 19/10/1977.

Mais il y a plus de "couleurs" en jeu : la police a en outre prévu des cartes de couleurs différentes : bleues pour les journalistes jugés partisans de la Junte (ils jouiront d'un traitement de faveur, cadeaux somptueux, divertissements nocturnes, etc...) et rouges pour les correspondants dont la position serait critique à l'égard du gouvernement argentin.

L'existence du formulaire spécial pour l'accréditation des journalistes n'a pas été démentie par l'ambassade d'Argentine en Italie.

Les tentatives discriminatoires de l'EAM 78, qui dépend directement de la Présidence de la République, ont été dénoncées à Turin par un représentant de l'USSI (Union de la presse sportive italienne), qui a affirmé : "... les organisateurs de Buenos Aires avaient l'intention de n'accepter qu'un envoyé par publication, (alors que celles-ci voudraient en envoyer cinq ou six), avec de très rares exceptions".

#### LIBERTÉ DE CIRCULATION

Dans une série d'articles, le journaliste italien Luigi Gambarotta, envoyé spécial en Argentine du Journal IL TEMPO de Rome, relève quelques faits significatifs du climat policier qui entoure les activités du Mondial 78, notamment celles en rapport avec la presse, plusieurs mois avant le championnat. Un de ces articles (IL Tempo, 17 décembre 1977) met en évidence un ensemble de mesures de contrôle sur la presse étrangère qui s'exerce dès que celle-ci introduit une demande d'accréditation ou, simplement, d'information. Ainsi, à titre d'exemple, pour pénétrer dans les bureaux de presse de l'Ente Autárquico Mundial 78 (organisme autonome Mundial 78), il faut s'identifier. Il ne suffit pas de produire des pièces d'identité : celles-ci sont retenues aussi longtemps que l'on reste dans le bâtiment, avenue Corrientes 1302 à Buenos Aires.

D'autre part, la présentation pour identification amène un contrôle exhaustif, la vérification de la documentation professionnelle des journalistes que l'on accorde.

Une fois effectuées l'identification et la mise en fiches, le journaliste doit, pour circuler dans les bureaux, porter sur lui en lieu visible (tel que le revers de sa veste) une carte en plastique numérotée du type "laissez passer", tandis que ses propres papiers restent au bureau d'accès jusqu'à sa sortie du bâtiment.

Le journal français LIBERATION (6/1/78) dénonce : au cours d'une phase de pré-accréditation, le gouvernement argentin désignera les média qui pourront couvrir le Mondial (environ 1.800) et accréditera, pour chacun d'eux, des journalistes qui ne pourront en aucun cas être remplacés par des contreurs de la même publication. Le même article précise que ce système est recommandé par l'agence américaine Burson Marsteller (conseillère du gouvernement argentin pour les relations publiques internationales), comme une mesure de contrôle politique des journalistes et des publications qui enverraient des correspondants.

### MANIPULATION DE LA PRESSE

Dans le journal français LIBERATION (6/1/78) l'on signale la tenue de réunions avec les ambassadeurs d'Argentine en Europe, où des directives ont été données dans le sens de convaincre les journalistes, au sujet de la situation en Argentine, selon les vues de la Junte Militaire.

Pour ce qui est de l'action sur la presse, l'ensemble des mesures orchestrées se résume clairement dans les recommandations faites dans le rapport de l'agence Burson Marsteller. On trouvera dans le présent dossier une traduction du texte complet de ces recommandations en ce qui concerne la manipulation de la presse étrangère et le "Design" du Mundial 78. L'existence du rapport de cette agence, ainsi que les activités de cette dernière dans huit pays d'Amérique, d'Europe, et d'Asie a déjà été dénoncé par des journaux mexicains, italiens, français, espagnols suédois, canadiens, etc...

L'activité de ladite agence est rendue notable par l'apparition dans des périodiques européens d'articles retenant la ligne proposée par celle-ci.

#### LIMITATION FINANCIÈRE

Le magazine madrilène CAMBIO 16 informe dans son nr. 314 (18/12/77) : "la crise s'est installée entre l'EAM 78 et les grandes agences de presse, auxquelles les militaires argentins ont exigé des sommes dérisoires pour la location des surfaces qu'elles devront occuper. On a demandé à une grande agence européenne plus de 13.000 dollars pour un bureau de 150 m<sup>2</sup> au centre de presse, pour la durée de la coupe". Il s'en est suivi des protestations des agences européennes et américaines auprès de la fédération du football argentin et de l'EAM 78. Le même magazine précise : "les milieux de presse ont calculé qu'il faudra à chaque journaliste, au minimum, un demi-million de pesetas (plus ou moins 6.000 dollars) pour faire face à ses dépenses personnelles lors du reportage de la coupe du monde.

### LE MONDIAL DE LA REPRESSION

## PLAN DE LA BURSON-MARSTELLER POUR LE MONDIAL 78

### PROGRAMME DE COMMUNICATION SPÉCIALES - LA COUPE DU MONDE

Etant donné l'énorme couverture qui sera faite de la Coupe du Monde par les média, notamment par la télévision, cet événement offrira à l'Argentine une occasion unique de présenter au monde entier ce qui pour beaucoup sera une première vision du pays, de sa population et de son mode de vie. Les couvertures précédentes de la Coupe du Monde dans d'autres pays, le dernier en date étant l'Allemagne de l'Ouest, ont compris toutes sortes de sujets allant du tourisme à l'économie, présentés sous la forme de reportages du type "spécial", accompagnant le reportage détaillé des matchs.

Il existe un facteur additionnel qui mérite mention : le succès partiel rencontré jusqu'à présent par le mouvement subversif en dedans et en dehors de l'Argentine a amené plusieurs pays, en Europe surtout, à remettre en question l'organisation par l'Argentine de la Coupe.

Ces facteurs présents dans notre esprit, nous nous permettons de faire les suggestions suivantes : 1. une conférence de presse géante qui durera une semaine. Elle devrait coïncider avec l'ouverture officielle de la salle de presse à la fin novembre ; nous suggérons de l'appeler "Siège de la Presse Internationale". Nous suggérons que pour cet événement l'on fasse venir en Argentine les journalistes sportifs les plus influents dans les pays qui ont de l'importance pour la politique de la Coupe du Monde. Cette suggestion vise un double objectif : a) permettre à l'Argentine de montrer au monde qu'elle progresse dans ses préparatifs pour la Coupe du Monde et b) donner une occasion aux fonctionnaires argentins de la Coupe du Monde, dans cette étape initiale, de connaître l'opinion des journalistes des différents pays au sujet de ce qui pourrait être fait pour que cette Coupe du Monde connaisse un plus grand succès que toutes les précédentes, afin que l'Argentine puisse adapter ses préparatifs en conséquence. Au cours de la

conférence de presse, les représentants de la presse feraient la connaissance du Comité Argentin de la Coupe du Monde. On leur présenterait aussi les figures qui dominent le monde sportif argentin et qui sont mondialement reconnues - pas uniquement des footballeurs - afin de présenter l'Argentine comme une grande nation sportive. ( Il s'agirait de Juan Manuel FANGIO, Guillermo VILLAS, Carlos MONZON, etc.. ) Le directeur de l'organisation de la Coupe du Monde prononcera un discours, comprenant : A. Un rapport complet concernant les progrès effectués jusqu'à ce jour, avec projection de diapositives. B. Une description des commodités prévues pour la presse ( emplacement des tribunes de presse dans chaque stade, système de communications téléphoniques et par télécopie, service de traductions, etc... ) pendant la Coupe du Monde.

En outre, il faudra proposer :

- une visite de Buenos Aires, en s'attardant notamment dans les stades prévus pour les matchs de la Coupe du Monde ;
- un vol spécial allé-retour pour la presse vers les autres villes et localités où devront se dérouler les matchs de la Coupe du Monde ;
- une visite des villes en question et " sorties nocturnes " pour mettre en relief les attractions touristiques, sociales et culturelles de celle-ci ;
- une réunion finale à Buenos Aires pour les questions et réponses.

#### PROGRAMME ULTERIEUR

- Communiqués émis d'une manière continue, ainsi que d'autres matériaux de presse indiquant les progrès réalisés ;  
- voyage effectués par les membres de l'organisation argentine de la Coupe du Monde vers des pays ayant de l'importance pour la publicité de l'événement.  
Ceci a pour but de " présenter " l'Argentine au monde, mettant en relief les autres attraits du pays ( le tourisme, la vie nocturne, etc... tout en visant la Coupe du Monde ).

#### ACTIVITES PREALABLES AU GRAND EVENEMENT ET PENDANT CELUI-CI

Une fois la firme Burson Marsteller engagée sous contrat pour développer l'ensemble du programme pour la Coupe du Monde, les travaux suivants seront immédiatement commencés :

- organisation effective du centre de presse pour l'étape finale de la Coupe du Monde ;
- la conférence initiale pour la presse mondiale inaugurera le tournoi de la coupe du monde en Argentine,
- Argentine sur la base de l'expérience de BM au Jeux Olympiques de Munich et de Montréal.
- La préparation de courts métrages pour la télévision, qui seront diffusés avec le reportage détaillé des matchs ;
- des interviews spéciales, dans les coulisses, pour les médias, ainsi que des reportages spéciaux destinés à offrir au public mondial une large vue d'ensemble de l'Argentine, de sa population et de sa culture ;
- toutes les activités de presse suivant en permanence le moment présent. Vers la fin de cette année, Burson Vers la fin de cette année, Burson-Marsteller présentera un programme d'appui publicitaire orienté vers le développement d'une propagande dynamique en tétrachromie saisissant l'esprit et l'émotion des rencontres de la Coupe du Monde, destinée aux pays couverts par notre aire actuelle.
- La propagande par espace payant sera le complément des autres moyens de promotion visés ci-dessus. L'occasion de publiciter les matchs de Coupe du Monde permettra au Gouvernement argentin de se présenter sous un aspect extrêmement favorable et positif. La coupe du Monde peut servir d'exemple au sujet de la position de l'Argentine comme un centre sportif important en Amérique du Sud.
- Le Gouvernement argentin et Burson Marsteller devraient explorer toutes les possibilités d'une collaboration publicitaire avec plusieurs " sponsors ", agences de voyages, hôtels, etc... Ceci assurera l'uniformité des messages et se traduira par une économie due à la répartition des coûts.

## CONTROLE REPRESSIF SUR LES SUPPORTERS ARGENTINS ET ETRANGERS

#### LIMITES AUX SUPPORTERS - CONTROLE ET "FICHIER"

Pour des raisons de sécurité et de propagande, tous les visiteurs journalistes et touristes étrangers seront mis sur fiches, localisés durant tout leur séjour, classés en personnes " sûres " ou à " surveiller ". Ceci grâce à une astuce imaginée par les policiers de la junte. Pour éviter resquilleurs, fraudeurs, guichets doubles ou parallèles, " injustices ". Tous les billets vendus seront nominatifs et incessibles. Pour leur achat, la présentation de documents d'identité et d'une adresse à Buenos Aires sera nécessaire.

" A chaque instant et grâce à deux ordinateurs Siemens, fabriqués en Allemagne Occidentale, on pourra retrouver les spectateurs dans le stade et les contrôler. La même procédure sera utilisée avec les journalistes accrédités, et qui ne pourront pas être remplacés par leurs " collègues ".

- Ce système d'achat des billets d'entrées au matchs du championnat mondial fait dire au journal *Il Tempo* ( 3/1/78 ) que " pour entrer dans le stade il est nécessaire de signer un contrat ".

Avanti ! du 15 janvier de cette année informe dans le même sens.

- Dans la série de notes mentionnées du journaliste italien Luigi Gambacorta on ajoute : " Les touristes ( on en prévoit plus de 30.000 ) devront réserver les entrées pour au moins 12 matchs, tandis que les argentins devront faire pour au moins neuf matchs, au moyen d'un contrat régulier précédé d'un engagement. Un formulaire dans lequel on doit détailler le genre de billet à acheter ( latérale, tribune, debout ), présenter le document d'identité est une condition indispensable ", dit la clause ".

- Le billet nominatif est incessible. Une fois présentée la demande, le billet sera délivré après 5 mois. Le ticket définitif " fabriqué avec un système spécial de sécurité ( qui n'a pas encore été révélé ) sera distribué seulement 2 ou 3 semaines avant le commencement du tirage au sort pour empêcher la falsification ". En même temps " un système intégral de classement de renseignements permettra un contrôle exact des acheteurs ", c'est-à-dire que leur demande peut être refusée.

- Le journal français *Libération* ( 6.1.78 ) ajoute : " les organisateurs du championnat mondial se transforment ainsi en une organisation para-policière comptant sur des moyens techniques pour identifier immédiatement dans les stades " ceux qui manifesteraient " ...

#### PRESENCE REPRESSIVE DANS LES STADES

Les mesures répressives prises par la junte militaire pour le contrôle des stades, durant la réalisation du championnat mondial de football, même si elles acquièrent une " qualité " spéciale, étant donné la dimension de l'événement, sont préfigurées dans les procédures habituelles de surveillance et " contre-insurrection ". Dans ce sens, la présence de commandos " anti-mutins " prêts à utiliser les pistolets " lance-gaz " ou l'arme à feu à caractère " dissuasif " est bien connue par les supporters argentins qui vont aux stades le dimanche pendant les matchs du championnat national. La présence de chiens spécialement entraînés est aussi habituelle, et l'on sait qu'actuellement on accroît la préparation pour en disposer en plus grand nombre.

- La " fouille " des 20.000 assistants à un match joué dans le stade du club Estudiantes de la Plata ( mai 77 ) qui est décrite dans une autre partie de rapport - et les spectacles quotidiens de répression sur des supporters et joueurs - comme ça qui s'est passé dans le match entre argentinos juniors et Boca - feront partie du programme ad-hoc que la junte prépare pour les jours du Mondial 78.

- Dans la série d'articles du journal *Il Tempo* déjà cité, on décrit par exemple la visite que fait le journaliste à un remodelage pour répondre aux nécessités du prochain championnat. Le journaliste relève minutieusement le système de contrôle utilisé pour l'entrée au stade et l'ampleur de la garde qui surveille le stade vide, et il note que " on prévoit un appareil armé de 5.000 à 8.000 hommes destinés au contrôle militaire du championnat qui commencera le 1er juin de l'année en cours ".

#### LIMITES AUX SUPPORTERS - LIMITATION ECONOMIQUE

- Les supporters étrangers devront recourir nécessairement à ENTE ou à UNION 78 - un pool argentin d'agences de tourisme - formé vers septembre 77.

A cette occasion 1.400 agents de tourisme ont réalisés un congrès à Buenos Aires et à la fin de trois jours de session, ils sont arrivés à la conclusion qu'il était " nécessaire " de restaurer l'image du pays... malgré le



faute qu'il n'ait pas été possible de retourner le consensus international opposé à la junte ; le monopole touristique offre un paquet complet : voyage aérien, séjour d'une durée de non moins d'un mois, logement ( repas exclus ), quelques visites touristiques à Buenos Aires, le billet pour 12 matchs. Le cout pour un touriste italien varie d'un million et demi à un million huit cent mille lires ( variation dépend du niveau du logement et de la place dans le stade ). En plus, on doit calculer que chaque repas coûte entre 15 à 20 mille kires. Dans les réclames touristiques qui font la promotion pour l'assistance du mondial, les prix sont en dollars ou en francs suisses. A propos de ce " paquet " le journal italien la Stampa a commenté que pour l'acquérir, les supporters italiens devront enfreindre la législation sur la tenance de devises.

#### LA REPRESION DANS LES STADES - LA SUBVERSION DES JOUEURS ET DES SUPPORTERS

La préparation de chiens dressés, de chiens " dissuasifs ", pour employer la forme bienveillante de certains mots quand on les enlève de la réalité qui leur donne leur sens, est une des activités réalisées par la junte en préparation du Mondial 78.

Des documentaires de télévision, des photographies et autres preuves documentaires abondent montrant cette pratique habituelle dans les stades argentins, complémentaire de l'usage d'arme à feu et gaz par les pelotons " anti-mutins " de la police fédérale. Les destinataires de ces mécanismes " anti-préventifs " sont habituellement les supporters et aussi les joueurs.

Néanmoins, ce ne sont pas là les seules habitudes des forces de la sécurité ; l'exemple que nous citons ci-après donne des échantillons de la créativité répressive.

Cable de l'Agence INTERNATIONAL PRESS SERVICE du 11 mai 1977,

ARGENTINE : en raison d'un épisode subversif 20.000 personnes ont été fouillées à la sortie d'un stade de football.

Buenos Aires : Mai 77 ( IPS ) Hier le stade du club Estudiantes, à la Plata, 50 Km, au sud de Buenos Aires, a été le théâtre d'événements jamais vus dans un match de football, fomentés par des actions de propagande d'une organisation subversive.

En cette occasion s'affrontaient Flencos de Huracan, premier dans la division " A " du championnat métropolitain, et Estudiantes, 3e du championnat, qui recevait chez lui.

Selon le récit de chroniqueurs sportifs : avant que commence le match, deux personnes ont grimpées à une tour d'illumination du terrain et attachèrent là une grande banderole avec l'inscription " Vas-y ballon " ( le symbole de Huracan est un ballon aérostatique ).

Mais quand la rencontre commença, cette banderole se détacha et à sa place apparut une autre, qui affichait en gros caractère le nom d'une organisation sédicieuse.

Immédiatement un policier en civil, escorté par d'autres en uniforme, se dirigea vers la tour avec l'intention manifeste d'enlever la banderole.

ce qu'il fit finalement - mais sur son trajet il fut attaqué verbalement par des supporters de Huracan. Pour ce motif, des policiers montèrent aux tribunes et arrêtèrent deux jeunes -

A la fin de la première mi-temps, on entendit des coups de feu qui provenaient de la tou. On vit alors qu'une banderole soutenue par des ballons gonflés au gaz, était restée accrochée au sommet d'un arbre. Le tir commença quand des effectifs policiers attaquèrent un groupe de personnes qui voulaient détacher la banderole.

Dans ces circonstances un civil fut blessé. Par les haut-parleurs du stade on demanda une civière dans laquelle le blessé fut conduit à la rue, où on le mit dans une ambulance.

Quand le match reprit, le public, qui avait suivit les faits dans l'expectative, se tranquilla. Mais le climat d'inquiétude revint quand, à la fin de la rencontre, on annonça que par décision de l'armée, toutes les portes du stade avaient été fermées et que, pour en sortir, les spectateurs - environ 20.000 personnes - devraient se diriger lentement vers les sorties.

Les gens, surmontant la surprise provoquée par cette opération, suivirent les directives militaires, acceptant la palpation d'armes et l'examen des documents d'identité à la sortie - quelques 80 personnes furent arrêtées.

Pour comble de malheur, le match fut mauvais, il y eut 5 expulsés et il se termina par 0 à 0 ( FIN ).

#### LES CHAMPIONS DU MONDE SONT EXPULSES

Dans les prévisions annoncées par les organisateurs du Mondial, il y a l'installation des vitres anti-balles qui entourent les habitations et réfectoires des joueurs ; l'existence d'enceintes spécialement surveillées pour protéger les voitures des fonctionnaires et journalistes ; la participation de pelotons de l'armée destinées à entourer les joueurs et arbitres lors de leur entrée sur le stade. Cet ensemble de mesures orchestrées n'ont d'autre prétention que de créer l'insécurité dans les files de spectateurs étrangers, supporters, journalistes, en agitant le fantasme d'un attentat. Et pour rélier les résultats de cette " soif " de surveiller dans le match argentine juniors et Boca, et un autre plus récent, décrit ainsi par le quotidien la Cité de Bruxelles du 16 janvier 1978.

Déjà un incident : les allemands expulsés " manu militari " !...

Buenos Aires - Un incident s'est produit au stade du Rio de la Plata à Buenos Aires ou sera donné le 1er juin le coup d'envoi de la Coupe du Monde de football 1978.

Helmut Schoen, entraîneur de l'équipe nationale d'Allemagne Fédérale, et plusieurs officiels de la Fédération ouest-allemande de football s'étaient rendus sur le stade pour y être filmés par une équipe de la Z.F.D. ( deuxième chaîne allemande ), celle-là même qui les avait déjà filmés à Cordoba et à Mendoza, où auront lieu d'autres rencontres de la Coupe du Monde.

Des travaux de modernisation étant en cours sur le stade, les Allemands avaient demandé et obtenu des autorités un laissez-passer pour un groupe d'une demi-douzaine de personnes.

Etant venu un plus nombreux, ils furent interpellés par un détachement militaire commandé par un lieutenant. Les soldats qui ne parlaient que l'espagnol, se mirent à séparer les Allemands en deux groupes, ceux qui pouvaient rester et ceux qui devaient partir. Les visiteurs unanimes décidèrent alors de s'en aller tous...

#### LA SURVEILLANCE DU " SYSTEME FORMULE 1 "

Mais cette pratique n'est pas seulement réservée aux amateurs de football. Ceux qui aiment l'automobilisme ont eu l'opportunité de la voir fonctionner dans les grandes courses du championnat mondial de formule 1, lancé au début de l'année 77 qu'en 78.

Les 5.000 hommes de la police, concentrés sur l'autodrome voisin de la localité d'Ezeiza, province de Buenos Aires, immobilisaient pratiquement - et voici le paradoxe - non seulement les spectateurs mais aussi les coureurs internationaux comme le montre la photo de LAUDA avec à ses côtés un policier en uniforme armé d'une mitrailleuse ( Corriere Della Sera 8.1.77 ).

Commentant le déroulement de la rencontre sportive, le Corriere intitule : " Même un grand prix automobile peut révéler la réalité d'un pays : cinq jours entre les fusils à Buenos Aires ".

Le 5 janvier ( et un an après ), une photo de Avanti ! montre la ferrari de Carlos Reuteman gardée par 2 soldats. Mais on ne protège pas seulement la voiture, le 16/1 le Corriere Della Sera publie une photo sur laquelle on voit un soldat armé en garde, pratiquement sur le coureur qui se prépare à commencer la compétition.

Dix jours avant la polémique le début de la compétition, un grand déploiement policier est en place, aux ordres de l'armée, à l'intérieur et à l'extérieur de l'autodrome où se disputera la course.

Quelques uns d'entre eux portant le bracelet identificatif de la police militaire, empêchent que personne ne s'approche.

A l'entrée du circuit automobile, le jour du Grand Prix, les spectateurs sont soumis à la fouille et à l'identification pour pouvoir accéder aux tribunes. Cela vaut aussi pour les journalistes, tandis que de grands hélicoptères survolent la zone.

#### LA POLEMIQUE

Le 11 janvier 1978 le Parlement Européen en réunions préliminaires exprimait une " vive préoccupation pour la situation des droits de l'homme en Argentine ", indiquant la nécessité d'inviter les gouvernements des Etats membres et spécialement les ministres des Affaires Etrangères à " proposer que la Coupe du Monde de football ne se déroule pas, l'été prochain dans ce pays, si le gouvernement argentin ne donnait pas les garanties indispensables quant à l'intégrité physique des personnes et spécialement des prisonniers d'opinions et les disparus politiques ".

Cet état d'esprit, cette prise de conscience croissante sur la situation réelle dans ce pays d'Amérique du Sud, occupent aujourd'hui la page sportive des journaux européens.

Acoté des analyses des commentateurs sur la préparation et la formation des équipes nationales, les précisions sur leur comportement, les caractéristiques du fixture, etc... la relation politique occupe la chronique et démontre une fois de plus la relation étroite entre toutes les expressions de la réalité.

Il ne s'agit pas seulement de faire du Mondial un moyen d'accès pour dénoncer la situation argentine. Il s'agit, et c'est présent dans l'ensemble des chroniques, de défendre la liberté d'expression et l'intégrité des journalistes qui y assistent, de garantir la sécurité des touristes qui entrent dans le pays et celle des supporters qui remplissent les stades et des joueurs qui y participent.

En Italie :

Dans les lettres de lecteurs de divers journaux, articles des pages sportives et de politique nationale, on retrouve la préoccupation à laquelle nous faisons allusion, tandis que des souvenirs de la campagne de boycott de Coupe Davis au Chili apparaissent dans ces écrits.

Des titres comme celui de Paese Sera [15.1.78] "L'ARGENTINE N'EST PAS SEULEMENT LE PAYS DU MONDIAL" marquent la solide attitude critique et solidaire du peuple italien pour ses frères argentins.

Belgique, Hollande, Allemagne :

Bien qu'elle n'ait pu se qualifier, la Belgique entre aussi dans la polémique. Il s'agit de trouver la réponse la plus adéquate pour exprimer la solidarité et défendre les principes qui font le véritable exercice de la démocratie, c'est à dire, le droit des peuples à participer et à construire leur propre destin. Ainsi, un fort courant d'opinion situe les belges avec les hollandais dans la discussion sur la question de savoir s'il faut ou non assister au mondial en Argentine, dans la mesure où une position d'assistance pourrait signifier un appui à la junte militaire présidée par le général Videla.

Suède :

Un consensus probablement majoritaire en faveur du boycott de la coupe mondiale et de non-participation de l'équipe nationale trouve son origine dans l'opinion du monde sportif, politique et syndical, suscitant la présence quasi permanente de la situation argentine dans la discussion quotidienne. Sans aucun doute il est clair que pour la nation nordique, l'Argentine n'est pas seulement le pays du Mondial.

France :

Divers courants d'opinion s'inclinent vers le boycott, les autres vers une participation critique et vigilante, qui permette de porter la dramatique et combative réalité journalière des peuples du sud jusqu'aux consciences des 150 millions de citoyens qui verront le jeu sur les écrans de télévision. Et il y a plus : la tactique de conditionner l'assistance de l'équipe nationale commence à l'ebaucher avec force. Les deux religieuses françaises séquestrées et les 14 citoyens de ce pays aux mains de la junte militaire, avec les milliers d'argentins opprimés, ont touché de façon directe la sensibilité du peuple français.

#### ASSISTER POUR DENONCER

Une longue tradition de lutte des masses parcourt l'histoire d'Argentine qui depuis les jours de l'affrontement pour la construction de première indépendance au 19<sup>e</sup> siècle, cherche la réalisation de la véritable justice et l'organisation d'une nation libre et souveraine.

Au long des grands épisodes qui cimentent l'histoire des nations, ceux-là où le peuple se lève et se concerte en protagoniste en adoptant une pratique de résistance et de combat, de lutte et de construction, accumulent une expérience organisatrice, politique et idéologique qui signale et clarifie les objectifs pour lesquels il faut lutter.

Le peuple argentin aujourd'hui montre dans sa résistance contre la dictature militaire génocide, dirigée par le général Videla, le résumé bicentenaire de cette expérience. C'est pour cela qu'il résiste sur tous les plans répondant ainsi au caractère total de l'offensive anti-populaire.

Cette histoire de luttes que résume aujourd'hui le mouvement Péréniste Montonero en menant la résistance du peuple argentin, lui dicte aussi une politique en face d'un cas concret que la junte militaire lance comme une arme contre le peuple : la manipulation du championnat mondial de football 78.

Pensés dès le début comme le couronnement publicitaire de l'extermination populaire, pour montrer au monde qu'en Argentine il ne se passe rien et obtenir à niveau international ou une certaine légalité pour continuer le massacre, il résulte que les plans fixés par les autorités des forces armées sont mis en question par une réalité que les théoriciens de la lutte subversive n'avaient pas prévue : la résistance populaire.

C'est ainsi que les dates approchent et la junte militaire n'a pas donné la "solution finale" qui entre autres choses - permette de jouer le Mondial à son bénéfice propre.

Comme cela a été analysé ailleurs (dans ce même rapport) nous faisons allusion aux positions critiques de certains fonctionnaires du gouvernement (Merlo, Alemann) et d'un homme du régime : Alsoray - les préoccupations économiques tardives ne semblent prouver qu'une chose : les projets pour la manipulation du Mondial s'avèrent incompatibles.

La junte militaire peut donc organiser une provocation dans le développement de la Coupe du Monde de football et en donner la responsabilité à l'Armée MONTONERA.

Une manœuvre de cette nature - que le gouvernement a déjà utilisée d'une autre manière, enlèvement de deux religieuses par exemple doit être dénoncée et envisagée. C'est en effet, une partie de la guerre sale en Argentine, cela a déjà été plusieurs fois signalé par le Conseil Supérieur du Mouvement péréniste MONTONERO. Cette nouvelle discordance, entre le plan de la junte militaire et sa "perte d'enthousiasme face à la réalisation du Championnat du Monde de football, signale, d'une façon claire, la nécessité de réaliser cette Coupe du Monde. Avec bien entendu, un objectif opposé à celui de la junte.

Le championnat mondial placera l'Argentine dans un scénario géan : au-delà du montage que la junte militaire va organiser, une réalité vivante et journalière sera présente : malgré les réserves que le gouvernement fera pour accueillir la véritable situation.

Il ne faut pas oublier que le peuple argentin aime le football et s'exprime aussi à travers lui. En jouant en assistant au match de la Coupe du Monde il fera la liaison du sport et de la politique. Pendant dix-huit ans de lutte, les terrains de football ont été les lieux où le peuple argentin a rompu le cercle répressif. Cercle qui empêchait de chanter la marche populaire ou même de mentionner les noms de "PERON" ou d'"EVA PERON".

Et maintenant, cela se réalisera encore.

#### MARIO EDUARDO FIRMENICH EXPOSE LA POSITION DU MPM

6 octobre 1977 à "Radio Suède" de Stockholm, le secrétaire général du MPM, M.E. FIRMENICH soulignait :

H.B. : "En Suède, il ya une sorte de débat, qui va certainement s'approfondir, afin de saison si la Suède doit envoyer sa sélection de football à la Coupe du Monde qui se jouera en Argentine en 1978. Beaucoup de suédois pensent qu'il faut boycotter ce championnat ne pas y assister pour répudier la dictature militaire qui règne en Argentine."

Quel est votre commentaire ?"

M.E. FIRMENICH

"Tout d'abord, je veux exprimer clairement qu'elle est notre position vis-à-vis de la Coupe du Monde de football.

En Argentine nous ne pensons pas saboter le championnat. Le peuple Argentin a des sentiments respectueux pour ce sport et pour sa sélection nationale de football faits qui sont absolument en-dehors des intérêts de la dictature militaire.

D'autre part, nous pensons que cette Coupe du Monde peut constituer une grande manifestation de réprobation contre le régime militaire. De plus, le journalisme international pourra prendre connaissance de la situation en Argentine.

Nous demandons la solidarité de tous les pays pour les objectifs de pacification et de libération qui existent dans notre patrie.

Dans le cas particulier de la Coupe du Monde de football notre intérêt serait que, tous les hommes du monde, qui peuvent se rendre en Argentine, expriment leur solidarité en prenant un contact direct avec le peuple argentin.

Mais nous tenons compte aussi des positions différentes de la notre. Le cas de la Suède, où on pose la possibilité de boycott, en est exemple, quelle que soit la décision prise par la Suède, nous remercions le peuple Suédois.



De toute manière ce sera une condamnation de la junte militaire et une manifestation de solidarité envers le peuple argentin".  
H.B.

"Cela signifie que si la Suède arrive à boycotter le championnat mondial, beaucoup de suédois n'iraient pas en Argentine, et ne pourront donc pas apprécier la situation là-bas".

M.E. FIRMENICH

"Ce que j'ai dit, n'implique pas nécessairement cela. Ce qui est important c'est de transformer en une manifestation massive contre la dictature. Donc, il peut arriver qu'un pays répudie la dictature en faisant le boycott et un autre, par exemple, en envoyant une délégation pour faire preuve de solidarité avec le peuple argentin. En conclusion, les deux positions peuvent servir à coordonner la junte militaire".

#### CONFERENCE DE PRESSE A ROME

Le 22/11/77 s'est tenue à Rome une conférence de presse réalisée par le Conseil Supérieur du MPM. Devant le journalisme international, des invités, les parlementaires..., le secrétaire des relations extérieures du MPM, FERNANDO VACA NARVATA, a exposé la position du mouvement vis-à-vis de la Coupe du Monde de football.

#### JOURNALISTE

"Quelle est la position du MPM à la Coupe du Monde de Football ?".

F.V. NARVAJA

"Votre question a un double aspect. Tout d'abord nous invitons tous les pays qui participent au Championnat du Monde 1978, à adopter une attitude de dénonciation contre la junte militaire. Ce sont ces pays et leur gouvernement qui définiront leur type d'action... pas le MPM. Dans ce sens là, quelle que soit la manière d'agir, employée, nous la saluons et nous l'appréciions, que ce soit le boycott ou le fait d'envoyer des observateurs avec les équipes, pour comprendre la situation en Argentine."

Le second aspect est de savoir qu'elle est votre position vis-à-vis de la Coupe du Monde de Football. L'intention de la junte militaire est de faire de la Coupe du Monde, la consécration de sa campagne. En effet, elle essaie d'anéantir et d'encercler, par une guerre brève, la résistance en Argentine, quand tout le monde connaît cela, on se trouve face à un peuple qui résiste.

Il y a une résistance qui s'agrandit de jour en jour et qui permettra c'est notre avis de faire du championnat du Monde de Football une expression de réprobation de la Junte Militaire. Nous pensons que cette Coupe du Monde se retournera contre le gouvernement et donnera la possibilité à la presse internationale de connaître directement la situation en Argentine. Elle pourra également entendre ce que croient les supporters sur le terrain de football.

Dans ce sens là, ce n'est pas par hasard que la junte règle la présence des journalistes en Argentine. Cette discrimination comprend l'identification par différents types de laissez-passer (verts, rouges etc...) et aussi l'étude du curriculum de ces différents journalistes. De ces restrictions, la presse en a déjà eu un exemple à Paris. En effet un militaire argentin faisant une conférence de presse au sujet de la Coupe du Monde, a fini par accuser de subversion tous les journalistes.

La junte militaire devra donc accuser tout le monde de subversion.

Nous pensons que la junte militaire n'a pas intérêt à développer le championnat mondial. D'une manière, elle pourra elle-même organiser des actions de boycott. Voilà ce que nous pensons de la Coupe du Monde de football et nous lutterons pour que la presse puisse avoir le maximum de liberté d'expression.

## Ochenta zapatos vacíos

En la madrugada del 13 de junio, un grupo de hombres armados rompió el sueño de la familia Washington Pérez, un vendedor de diarios de un barrio popular de Buenos Aires. Tiraron abajo la puerta de su casa, en el suburbio de Morón, y le propusieron una tarea insólita: que fuese intermediario entre ellos –policías y militares uruguayos y argentinos– y los grupos exiliados de la oposición uruguaya. Pérez, conocido entre sus amigos con el apodo de *Perro*, no pudo negarse: encapuchado, lo subieron a un automóvil con su hijo mayor y, media hora más tarde, el vendedor de periódicos era, voluntariamente, mensajero entre una organización perseguida de la izquierda, y un escuadrón de la muerte de los tantos que operan en la Argentina.

Para el *Perro*, la actividad política era algo que sólo conocía de sus tiempos de sindicalista en Uruguay, cuando representaba a los obreros del caucho. No había alcanzado fama como dirigente; lo conocían sólo algunos compañeros. Tampoco existía nada contra él en su país. Había cruzado el río y se había establecido en Buenos Aires empujado por la crisis económica y el desempleo. Era uno más del medio millón de uruguayos que integraban la emigración.

Como todos los uruguayos radicados en la Argentina, el *Perro* sabía que las cosas iban mal para sus compatriotas en ambas márgenes del río de La Plata, y que aquellos que habían encontrado refugio en Buenos Aires estaban en una ratonera desde el golpe militar del 24 de marzo. Muchos de ellos habían desaparecido.

Todos los días se sabía de algún caso nuevo. En ocasiones se trataba de nombres conocidos. Una lista interminable que incluye a Simón Antonio Riguero, de dos meses de edad, secuestrado con su madre el 13 de julio pasado, y sobre el cual no se tienen noticias. El Gobierno militar argentino había negado oficialmente, ante diversas delegaciones extranjeras, ser responsable de esos secuestros.

#### Cigarrillos Nevada

A Pérez le quitaban la bufanda que tapaba sus ojos. «Mira, *Perro* –le dicen–, quedate tranquilo, con vos no hay problemas». Su interlocutor le era conocido. «En ese momento no me fue posible identificarlo y hacer memoria de su cara.» Pero luego recordó: «Tengo la absoluta certeza de que era un comisario de inteligencia uruguaya, de la policía uruguaya, el comisario Campos Hermida.» Con él había otra persona, el coronel Barrios, «hermano de otro coronel



que es comandante del penal Libertad», donde se amontonan los presos políticos. Y otra: un capitán de apellido Bermúdez. Y un policía de investigación. Todos uruguayos que le conocen bien y le tranquilizan. Sus subordinados les dicen «señor», usan gorras de marineros y fuman cigarrillos uruguayos marca «Nevada».

«La cosa es así. Tenemos una persona amiga suya, conocida suya, compañero suyo... Queremos que usted hable con él. Felizmente, a esa persona la logramos arrancar de un lugar donde había sido detenida. No se sorprenda; no queremos echarle el fardo a otro, pero había sido detenido por la Policía Federal argentina y, en ese lapso..., la verdad es que no queremos que se sorprenda...»

La sorpresa resultó doble. El hombre era Gerardo Gatti, dirigente de ROE (Resistencia Obrero-Estudantil), y estaba horriblemente torturado. Su brazo inflamado, sus miembros sin flexibilidad, su cuerpo entero marcado por las descargas eléctricas. «Nos abrazamos. Le conocí desde el año cincuenta y dos... Le pregunté cómo estaba, por la situación en que le encontré.» Gatti se disculpa por verlo metido en el asunto. «No fui yo...», le dice. El diálogo es interrumpido por un coronel del Ejército argentino. «Diga que tiene suerte de poder hablar con don Pérez, con el *Perro*, ya que lo arrancamos de donde estaba. Nosotros le hemos prestado la aten-

#### Hitler y Dios

El *Perro* tomó contacto con los uruguayos exiliados de oposición y así empezó la negociación. Los exiliados se movían con extremas medidas de seguridad; lo buscaban a Pérez de noche y lo llevaban también encapuchado. Le prometieron una respuesta que llegó tres días después, en un sobre cerrado. Esa noche le buscaron los otros. Le llevaron nuevamente a un cubil secreto. «Somos un grupo nazi-fascista», le dijeron, señalando una fotografía de Hitler. «Aquí está Hitler de un lado y Dios del otro.» Leyeron el mensaje; se enfurecieron. «Estos hijos de puta... ellos tienen medios de conseguir el dinero... con esos sindicatos y grupos europeos de solidaridad...» Vuelve a ver a Gatti. Su estado físico es mejor, aunque el hombre sigue en cama. Los policías bromean. «¿Tiene idea, Gatti, de dónde lo llevamos para operarlo?» «La verdad, que no, sólo oí una conversación; creo que decían que en Campo de Mayo (importante cuartel del Ejército).» Un policía estalla:

SIMÓN  
ANTONIO  
RIQUELO,  
DOS MESES  
DE EDAD.  
LA MAS  
JOVEN  
VICTIMA  
DEL TERROR  
POLICIAL  
ARGENTINO-  
URUGUATO

«Quienes fueron los que llevaron a este hombre? Nuestros criterios de seguridad también están fallando...» Gatti le explica a Pérez que le habían torturado durante días, y que estuvo colgado de dos esposas, una de las cuales le destrozó el brazo. Los del escuadrón de la muerte los ponen juntos a los dos y les toman una fotografía (que se reproduce en esta página) para que los exiliados puedan saber que Gatti está vivo. Al Perro le advierten: «Que se den prisa. La banda se está poniendo nerviosa...»

La historia prosigue con encuentros similares. A veces, los militares encuentran barreras policiales en las calles, salen del vehículo metralleta en mano y muestran sus credenciales. Nadie les detiene ni se asoma al interior del coche. Un día, los exiliados piden fotografías de Gatti desnudo. Los policías y militares se enfurecen otra vez. «Esta gente está pelotudeando demasiado. Vamos a tener que limpiarnos quince o veinte para que no nos tomen el pelo.»

Un día, al Perro le dicen que no verá a Gatti. «Eso está ya liquidado.» No le dan más respuestas. El número de oficiales uruguayos aumenta en los encuentros. Le presentan a un nuevo preso: León Duarte, otro dirigente de ROE. Abrazos, preguntas. Duarte, el Loco, está destrozado, torturado. Ahora, las negociaciones son por él. «Esta gente quiere dólares, muchos dólares, muchos dólares», le dice. Les interrumpe un policía. «A ver, ¿dónde está el cocinero? ¿Cómo va a estar este hombre sin comer? Traiganle comida y de todo... a ver, unos zapatos. Hay cuarenta pares de zapatos ahí abajo.» Los dueños del calzado eran, presumiblemente, los presos políticos uruguayos y argentinos que, de continuo, aparecen desnudos, baileados y dinamitados. Al despedirse, se abrazan dos veces.

Y así, vendiendo diarios durante el día, negociando por la noche, el Perro vivió unas semanas en el mundo de las sombras. Los exiliados le dijeron lo que ya temía, que una vez concluida su tarea, él y su familia aparecerían muertos en algún basurero, que vendiera todo y se largara.

La semana pasada, Washington Pérez hizo una pormenorizada narración de sus andanzas. «Habla en Alvesta. Suecia —dice en su grabación—. Me encuentro aquí desde el 14 de agosto (y hablo) con el propósito de que mis compañeros difundan, divulguen y realicen todo lo que pueda significar un aporte... para mantener o poder conservar la vida de los compañeros...»

## Cocina política

—Marchando diecisiete sopas de verduras, un consomé frío y dos de puerros en vinagre.

—Vale.

—(Alguien.) ¡Que llamen al 091, que al patrón le ha dado un paseo!

—Es que tú también te las traes. Le criticas al patrón su cocina y encimales al personal sin atender, que están aquí los progres esperando hace media hora el primer plato; se están poniendo nerviosos y ya empiezan a discutir.

—Eso es bueno, que discutan, que para eso han venido.

—No señor, han venido a cenar.

—De eso nada, han venido a elaborar un programa político, pero, tal y como se presenta el primer plato, vamos de cráneo.

—Habéis visto? Uno de los señores políticos debe ser un karateka, porque ha dado un puñetazo en la mesa y la ha partido en dos.

—Otra vez don Manuel haciendo de las suyas. Mira que se lo tengo dicho: «Don Manuel, no se acalore, que el día menos pensado le da el infarto». Pero nada, el genio le pierde. Mira, chaval, sin que nadie se entere, le echas un valium diez en la sopa y el país nos lo agradecerá dentro de unos años.

—Ya. Pero empezamos con la sopa y los puerros y luego terminamos a hostia limpia. Si es que en este país siempre pasa lo mismo.

—Que no, hombre, que no. Que no hay que confundir la gastronomía con la ideología.

—Pues el señor que hay al lado suyo, que es uno flaco con gafas y cara de embajador, dice que si tenemos de postre tocino de cielo.

—Dile que el postre del menú es helado o melocotón en almíbar, y que nadie de privilegios, que si él pide tocino de cielo, su vecino quiere que le sirvan bolas de fraile.

—Vale, pero que se lo sirvan todo con una hoja y un martillo de crema.

—Pues vaya merengue!

—Eso, que se vayan todos a freír espárragos.

CARMEN RICO-GODDY



Venerdì 24 febbraio 1978

## Cronache dello sport

18

Così il governo argentino prepara i mondiali di calcio

# Gli specialisti della bugia entrano in campo

In un volumetto di 150 pagine commissionato negli USA il vademedum del generale Merlo - Come mascherare la vera faccia di un Paese - Iniziative per i giornalisti



UN VOLUMETTO di 150 pagine, vistosamente segnato in copertina dalla magica sigla *top secret*, è diventato il vademedum del generale Antonio Luis Merlo, responsabile dell'Ente autarchico mondiali '78 che in Argentina coordina l'organizzazione della prossima Coppa Rinet. Compilato dalla società newyorkese *Buron Marsteller*, è la guida ragionata a tutti i trucchi propagandistici consigliati al regime di Jorge Rafael Videla per fare della sponga del mondo di football l'occasione di un rilancio della dittatura in campo internazionale.

Incontri con i grandi dello sport (come Manuel Panrio, Carlos Monzón, Guillermo Vilas) e i grandi della cultura (l'immancabile Jorge Luis Borges). Corruzione e buona accoglienza non basterebbero tuttavia se avvenisse un «incidente». Qui la *Buron Marsteller* si ferma e lascia la parola agli esperti delle polizie segrete, impegnatissimi a garantire l'ordinato svolgimento del torneo. Questi esperti stanno studiando un piano completo di controllo degli stadi. Cosa non semplice: lo stadio del River Plate a Buenos Aires (per fare solo un esempio) è una costruzione enorme, dai grandi archi di cemento bianchi, capace di contenere oltre 130 mila persone. Come «vederlo» in ogni momento?

Come impedire le iniziative pacifistiche di propaggenda? annunciate dalle organizzazioni di resistenza?

## Una storia strana

Il volume ha una storia strana. Commissionato un anno fa, è stato scritto da sociologi, psicologi ed esperti di mass media della *Buron Marsteller* nell'autunno-inverno '77 dopo un'indagine sul campo durata molte settimane. Doveva restare segreto, ma, attraverso un canale sconosciuto, è giunto in Spagna e di qui è partito per un vero e proprio giro del mondo. Ora il «giro di prestizio» è accuratamente preparato dai generali argentini: ha il tragico in piena luce.

La *Buron Marsteller* aveva un compito: trovare la via per far sparire dalla arena argentina la realtà denunciata da Amnesty International, cioè

Oltre ai rigorosi controlli ai cancelli l'idea più brillante è stata finora la schedatura degli spettatori. L'Argentina da questo punto di vista sta diventando il paradiso dei tecnici dell'elaborazione elettronica. Per facilitare il loro compito immenso si schierare e controllare tutti gli spettatori di tutte le partite del mondiale è stato inventato il sistema del biglietto abbonamento. Ogni stadio avrà i posti numerati e per comprare un abbonamento numero bisognerà mostrare la carta d'identità. Sarà quindi possibile avere elenchi dettagliati delle centinaia di migliaia di argentini che frequentano le partite. Non solo, ma ogni stadio verrà diviso in tanti quadratini rossi di 50x50 persone. Le macchine da presa frugheranno in questi quadratini. E se da uno di essi dovesse uscire un volantinismo della ricerca dei colpevoli scatterebbe immediatamente colpito sul sicuro attraverso l'elenco del numero del quadrato in questione.

Schedatura dei giornalisti, schedatura del pubblico, controlli rigorosi sui sole squadre nazionali che arriveranno in Argentina: tutta questa e norma molti di lavoro sarebbe ancora insufficiente senza il «belletto» di qualche «misura generosa» che indichi la maggiore riforma del regime verso le malvive opposizioni. Quale misura? Hitler nel 1936, quando vi furono le Olimpiadi di Monaco, so spese per 15 giorni le persecuzioni contro gli ebrei fondò smentite le «infamie e della stampa mondiale» e anzi incluse un'atleta ebraica nella formazione olimpica tedesca. I generali argentini hanno promesso che faranno conoscere i nomi di 3000 prigionieri politici degli altri nessuna parola!

Vincenzo Sparagna

FEBRUARY 1978

ARG INT

GDN 20 FEB

## World Cup 'used for propaganda'

By Andrew Graham-Yooll

The National Union of Journalists yesterday accused Argentina's military regime of planning to use the World Cup soccer championship in June for a propaganda campaign similar to the way the Nazi regime used the 1936 Berlin Olympics.

The vice-president of the NUJ, Mr Denis MacShane, said: "Argentina now ranks with Chile and Cambodia as a country with one of the worst records for repressing journalism and destroying press freedom."

At a press conference, called to introduce Mrs Alicia Melo, the exiled wife of a Uruguayan journalist, Nelson Mello, who was abducted by security forces in Argentina in February 1976, the NUJ said that 5,000 journalists, including a large British contingent, are expected in Argentina this summer.

Mr MacShane hoped that non-sports reporters would be sent to Argentina "so that coverage of the country extends beyond the football stadium."

Mrs Melo, who lives in Holland, said her husband and a colleague, Winston Muzorewa, both worked for a newspaper in Buenos Aires where they had fled because their magazine in Uruguay had been banned. They had not been seen since they were arrested in a Buenos Aires cafe on February 9, 1976.

The NUJ said barracks control of the press in Argentina since the military coup in March, 1976, had led to the dis-

appearance of 40 journalists, the death of 29 and the imprisonment of 70, quoting statistics kept by Le Monde in Paris, and Amnesty International.

The latest "disappearance" was that of Susana "Tiri" Laguens, aged 47, a freelance writer and translator, on Christmas Eve. On December 21, Luis Guagnini, the Buenos Aires correspondent of the Latin American Newsletter in London was arrested and has not been heard of since.

A recent statement by the Federation of Latin American Journalists in Mexico recalled the situation of Guillermo Alfieri, the former news editor of El Independiente, of La Rioja province, and secretary-general of the provincial branch of the Argentine Journalists' Union, imprisoned since March 1976.

Last September, Mr Alfieri was transferred to an army barracks. There, with others from the same paper including the deputy editor, Mr Mario Bobletti, he has been tortured. A former reporter on the paper, Nicholas Villafañe, was buried by the feet almost continuously for ten days, according to relatives living in exile.

The NUJ briefing yesterday also drew attention to Mr Jacobo Timerman, editor of La Opinión, of Buenos Aires, who has been in prison without trial since April 13, last year.

The NUJ, with the Committee for Human Rights in Uruguay, is sponsoring a public meeting on Wednesday at which the situation of journalists in Uruguay and Argentina will be reported.

6 TIMES 26 FEB  
**Lest We Forget**

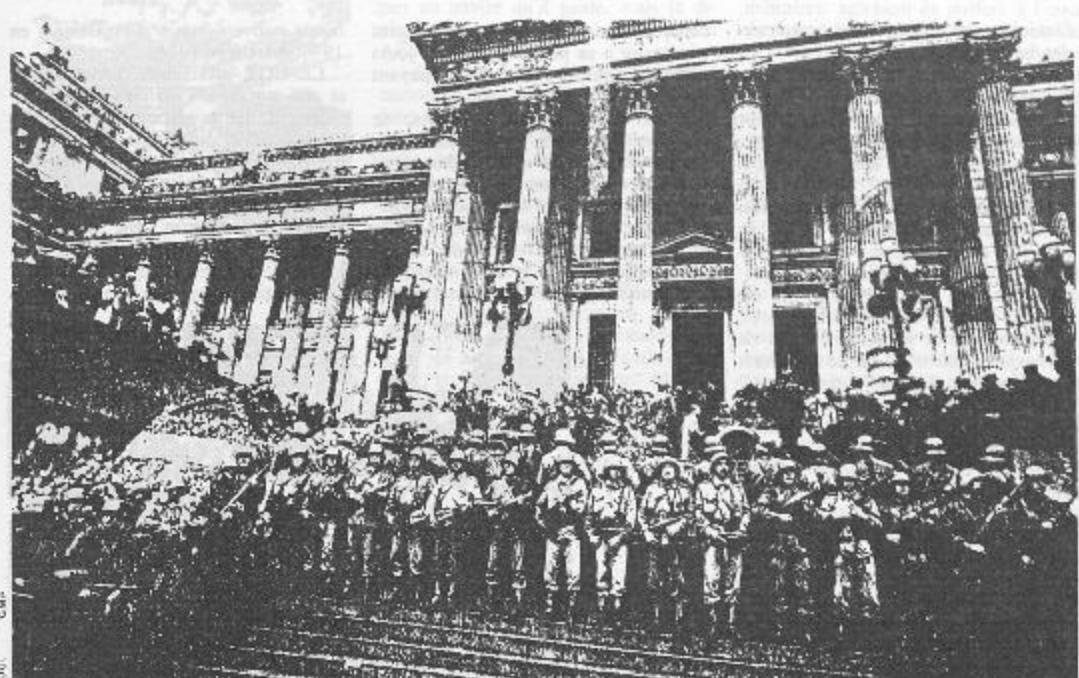
JACOBO TIMERMAN is Argentine, but not a World Cup footballer. He is the 55-year-old founder and publisher of the independent Buenos Aires newspaper La Opinión, who, in the past year, has been detained "at the disposal of the military authorities."

He is not an isolated case. According to Amnesty International and the National Union of Journalists (NUJ), since the March 1976 coup, 29 journalists have been killed; 40 disappeared; 70 detained; and 400 put in exile. The official regime figure for political prisoners is 3,700. The US Government estimates 15,000, and other sources suggest 30,000 imprisoned, missing or dead.

Although the presence of a Scotland team in Argentina this June is, at least, a moral embarrassment, demands for a boycott, however worthy, are unrealistic. But the NUJ is on the ball when it asks the British Press corps to go to Argentina with its eyes open, and to include non-sports reporters to take the opportunity to investigate repression.

The Argentine World Cup Press Officer Francisco Benítez has promised to look after the world's Press "as they deserve," and hopes that they will look back on Argentina "with eyes of affection." Could this be news management?

There is a parallel—the 1936 Berlin Olympics. Josef Goebbels, master-mind of manipulation and pernicious PR, had the virulently anti-Semitic news-sheet Der Stürmer, temporarily banned from Berlin for the duration of the Games, and anti-Jewish graffiti were similarly obliterated across the country. The major media of the day couldn't see further than the gold medals. The rest is history.



BUENOS AIRES : L'ADIEU À JUAN PERÓN LE 5 JUILLET 1974  
Que reste-t-il, sinon des tueries ?

## Argentine 1978 : football et terreur

BDIC

**En juin, en Argentine, la Coupe du monde de football sera conforme aux lois du sport.  
Mais rien ne réglemente l'actuelle guerre anti-sousversive dont les résultats se comptent moins en victoires et en défaites qu'en morts et en disparus.**

De notre envoyé spécial  
à Buenos Aires

Certains, en juin, compteront les huts. D'autres, depuis longtemps, dénombreront les cadavres. Coupe du monde de football et guerre antisousversive avec, d'un côté, des balcons et, de l'autre, des balles...

Les généraux s'occupant de tout — lorsque les amiraux du moins ne s'en mêlent pas — le général Antonio Luis Melo veille à la réfection, à Buenos Aires, des stades de Vélez Sarsfield et de Riverplate (77 260 places pour celui-ci, 49 317 pour celui-là), vérifie l'état du terrain à Rosario, presse les constructeurs des nouvelles enceintes de Mar del Plata, Mendoza et Córdoba, presque aussi vastes que celles de Buenos Aires, d'achever à temps les travaux.

Rien ne sera trop grand. Rien ne sera trop beau. Coup d'envoi le 1<sup>er</sup> juin.

Au ministère de l'Intérieur, domaine du général (encore !) Harguindeguy, des officiers comptabilisent des résultats bien différents. « 550 morts à 44 », C'était, pour 1977, le score d'un an de guerre interne ou les guérilleros, ou présumés tels, sont tombés en masse, policiers et soldats restant vainqueurs, mais non, comme on le voit, sans quelques mal.

Pas de guerre, fût-elle « intérieure », sans tués, sans prisonniers, sans disparus. Mille quatre cent dix-neuf morts, ici, en 1976, année qui avait vu, le 24 mars, la déposition d'Isabel Perón et l'installation de la junte actuelle.

Les prisonniers ? Trois mille trois cent soixante-douze et pas un de plus, précisent les chefs militaires et politiques du pays.

Pas un de plus ? Mais ce professeur de faculté, historien, de réputation et d'allure solides, s'étonne qu'il y ait, alors, tant de prisons, de camps, de

lieux de détention, certains connus et d'autres ignorés. Dans la seule province de Buenos Aires, il en compte vingt-six. Le Campo de Mayo, en ceinture de l'armée de terre (*« Porte 4 »*, dit-il), l'Ecole mécanique de la marine, les locaux, plus au sud, du 5<sup>e</sup> Corps d'armée, à Bahía Blanca et plus loin encore, en Patagonie, les bâtiments de Rawson (cinq cents prisonniers) ; autant de centres répertoriés de « tri » ou d'incarcération. Mais à Loma de Zamora, près de Buenos Aires, et à côté d'Arana, aux environs de La Plata, une trentaine de *quintas*, qui étaient tantôt des propriétés agricoles, tantôt des résidences secondaires, tiendraient lieu de prisons secrètes. « Sur un terrain de douze hectares, on peut voir, jonchant le sol, de gros cylindres de béton, ce genre de tubes que l'on utilise pour les grosses canalisations. On a posé des grillages à leurs extrémités et, à

*l'intérieur, on y détiennent des hommes et des femmes.*

Un médecin : « Et la Quinta Sere, au milieu de son parc, à Ituzaingó ? Fermée, silencieuse, le jour, elle ne s'anime que la nuit. Des hélicoptères se posent alentour. On entend des tirs. Et des cris aussi. »

Mais restent, ou ne restent plus, ceux dont on ne sait rien. Ni où ils sont, s'ils vivent encore. Ni les endroits où on les a ensevelis s'ils ont été assassinés. Un jour ou une nuit, ils ont été enlevés. Depuis, ce sont des ombres. On ignore même le nombre exact de ces vivants sans trace ou de ces morts sans sépulture. Sept mille cinq cents ? Au moins. C'est même le seul chiffre repère. Car c'est une liste de sept mille cinq cents détenus ou disparus que le secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance a solennellement remise aux autorités argentines.

« De douze mille à dix-sept mille personnes », indique le sénateur Ted Kennedy. Des membres argentins de la Ligue des Droits de l'homme les évaluent à vingt mille au moins.

« Des folles », avait cru bon de dire un commissaire de police, écartant les curieux d'un groupe de femmes, épouses ou mères de disparus. Le nom leur est resté. On les appelle « les folles de la Plaza de Mayo » (*las locas de la Plaza de Mayo*). Parce que c'est là qu'elles se retrouvent, à cinquante ou à cent, depuis des mois chaque jeudi, à 15 h 30. Un rendez-vous ponctuel et rituel de désespoir.

Face au palais présidentiel dont les persiennes restent fermées en cet été austral, les *locas* rappellent qu'elles souffrent peut-être plus que les femmes ou les mères des morts et qu'en effet elles perdent la raison.

« Comment ne pas devenir folle ? » dit l'une d'elles. Son visage mat se creuse et se détend. Sa mâchoire tremble. « Pourquoi me l'ont-ils pris ? Pourquoi me l'ont-ils pris ? » répète une petite vieille.

Une autre, infirme, tressaute sur ses bêquilles, d'un charnier à l'autre, dès qu'on annonce, de bouche à oreille, la découverte, ici ou là, de jeunes gens assassinés.

Cette blonde, par exemple, charnue, soignée, que l'on croirait placide si elle ne fumait pas incessamment, comme elle le fait, cigarette sur cigarette. De sa fille, enlevée en 1976, plus aucune nouvelle.

Autour d'elle, cheveux roux, cheveux noirs, cheveux gris, trois autres mères de disparus. Elles se trouvaient toutes les quatre, le 8 décembre dernier, à l'église de Santa Cruz. Témoins précieux : elles ont assisté, ce jour-là, à l'enlèvement d'Alice Domon, sœur Alicia en religion.

Avec cette religieuse de double nationalité, française et argentine, elles constituaient une liste de sept

cents disparus et collectaient l'argent nécessaire à sa publication, deux jours plus tard, sous forme de placard payant dans le quotidien *La Nación*.

« Des voitures, racontent-elles, se sont arrêtées près du jardinier de l'église. Sans plaques d'immatriculation sauf une dont nous avons, en pure perte, relevé le numéro. Trois ou quatre hommes dans chaque véhicule. Ils se sont dirigés vers sœur Alicia et dix autres femmes qui avaient pris l'initiative de cette publication. Ils les connaissaient

mens souvent suivis d'assassinats en 1973. Autant en 1974.

La CGT justiciale, prolétarienne et anti-marxiste, « mafiosa » aussi (désormais, que le péronisme — à la fois mussolinien et ouvrier — est malaisé à définir), est aujourd'hui neutralisée. Elle est même placée par la junte sous tutelle militaire. Déjà « veuve » de Perón, elle se trouve privée de ses principaux leaders dont Lorenzo Miguel, secrétaire de la métallurgie, incarcéré à la prison mari-



OCTOBRE 1976 :  
MANIFESTATION  
POUR LE  
RETOUR  
D'ISABEL  
PERON  
Sans pouvoir

bien. Ils les ont emmenées comme ils avaient emmené, avant, leurs fils ou leurs filles. »

Des hommes jeunes, au visage net, rasé, chemise de soie aux manches retroussées sur l'avant-bras, et pantalon d'été au pli impeccable.

Alors, l'une des quatre, avec une haine explosive, fulgurante, mortelle : « Ah ! comme ils doivent avoir besoin d'être propres, de se changer le matin, de faire peau neuve, après tout ce qu'ils font subir la nuit aux prisonniers ! »

Le 10 décembre, *La Nación* publiait la fameuse liste. « Nos disparus sont-ils vivants ou morts, et où sont-ils ? » Suivaient les noms. Une demi-page grand format de quotidien, lignes serrées et petits caractères.

Attentats, meurtres, massacres. Huit cent quatre-vingt-quatorze tués en 1975, sous la présidence impuissante d'Isabel Perón, qui n'avait jamais, au contraire d'Evita, la première épouse (1919-1952), été égale à son destin et que voilà prisonnière à l'arsenal Naval de Azul.

Une violence qui frappait de plein fouet les forces de police et l'armée elle-même. Le 28 août 1975, à Tucumán où ils tentent de propager leur guérilla, les membres de l'ERP sont explosés au sol un avion militaire : une quarantaine de morts. Deux mois plus tard, onze soldats périront à Formosa. Assassinats du capitaine Viola et de sa fille, du lieutenant-colonel Gassi, du colonel Larabure, torturé par ses ravisseurs : du péronisme sans Perón, à vau-l'eau dans une inflation de plus de

time de Magdalena. Mais elle était, auparavant, toute puissante. Aux montoneros, gauchistes qu'elle jugeait infiltrés dans ses rangs, et aux trotskistes ou guérillistes de l'ERP, l'*Ejército Revolucionario del Pueblo* (« l'Armée révolutionnaire du peuple »), la Confédération générale du travail opposait ses *matones* : ses tueurs.

Italo-Argentins de préférence. Comme les grands compositeurs de vieux tangos, de Discepolo à Vaccarezza. Ou, à l'heure de la Coupe du monde, comme tant de footballeurs : les Piazza, les Bianchi ou les Di Stefano.

Attentats, meurtres, massacres. Huit cent quatre-vingt-quatorze tués en 1975, sous la présidence impuissante d'Isabel Perón, qui n'avait jamais, au contraire d'Evita, la première épouse (1919-1952), été égale à son destin et que voilà prisonnière à l'arsenal Naval de Azul.

Une violence qui frappait de plein fouet les forces de police et l'armée elle-même. Le 28 août 1975, à Tucumán où ils tentent de propager leur guérilla, les membres de l'ERP sont explosés au sol un avion militaire : une quarantaine de morts. Deux mois plus tard, onze soldats périront à Formosa. Assassinats du capitaine Viola et de sa fille, du lieutenant-colonel Gassi, du colonel Larabure, torturé par ses ravisseurs : du péronisme sans Perón, à vau-l'eau dans une inflation de plus de

900 %, que restait-il, sinon des tueurs ?

C'est dans ce climat de désagréable, d'ilégalité, que, le 24 mars 1976, sous la présidence impuissante d'Isabel Perón, qui n'avait jamais, au contraire d'Evita, la première épouse (1919-1952), été égale à son destin et que voilà prisonnière à l'arsenal Naval de Azul.

C'est dans ce climat de désagréable, d'ilégalité, que, le 24 mars 1976, sous la présidence impuissante d'Isabel Perón, qui n'avait jamais, au contraire d'Evita, la première épouse (1919-1952), été égale à son destin et que voilà prisonnière à l'arsenal Naval de Azul.

C'est dans ce climat de désagréable, d'ilégalité, que, le 24 mars 1976, sous la présidence impuissante d'Isabel Perón, qui n'avait jamais, au contraire d'Evita, la première épouse (1919-1952), été égale à son destin et que voilà prisonnière à l'arsenal Naval de Azul.

C'est dans ce climat de désagréable, d'ilégalité, que, le 24 mars 1976, sous la présidence impuissante d'Isabel Perón, qui n'avait jamais, au contraire d'Evita, la première épouse (1919-1952), été égale à son destin et que voilà prisonnière à l'arsenal Naval de Azul.

C'est dans ce climat de désagréable, d'ilégalité, que, le 24 mars 1976, sous la présidence impuissante d'Isabel Perón, qui n'avait jamais, au contraire d'Evita, la première épouse (1919-1952), été égale à son destin et que voilà prisonnière à l'arsenal Naval de Azul.

militaires, agiraient-ils parfois à l'insu du haut commandement et donc de la junte ? Ce diplomate ne l'exclut pas : « Je ne suis pas toujours sûr, dit-il, que les gouvernements étrangers, lorsqu'ils attirent l'attention des dirigeants argentins sur ce genre de faits, frappent à la bonne porte. » Hors de son bureau, un fonctionnaire civil du ministère de l'Intérieur finira par confier : « Oui, il existe certains groupes mal contrôlés. »

*El Mundial*. Les fanions de la Coupe du monde sont déjà mis en vente. A vue d'œil, tout paraît paisible. Car, ici, savoir n'est pas voir. Ce n'est certainement pas à Buenos Aires qu'un cinéaste pourrait tourner « Etat de siège ». Les images lui feraien défaut. La ville n'est ni cernée ni sillonnée par les soldats casqués. De ses mystères, on ne pressent rien.

Au « Viejo Almacén » ou à « Caño 14 », le tango fait toujours recette. Persillées, grasses, d'une saveur sans égale au monde, les tranches de viande, de *carne* — et il n'est de véritable viande au pays des gauchos que celle de bœuf — laissent exhaler leurs sucs, au feu de bois. « Canelones y raviolis », promettent à La Boca, quartier portuaire saisi de fringale le samedi soir, les restaurants tenus par les fils ou petit-fils d'Italiens : cinquante deux pour cent de la population de Buenos Aires qui sont venus se fondre des Galiciens, des Basques français et espagnols, des Andalous, des Libanais, des Croates, des Juifs russes ou polonais, des immigrants du monde entier.

*Florida*, longue rue sans voitures, apporte toujours à la foule osive ses bouffées un peu acrées de cuir, cuir des chaussures, des sacs à main : cuir, richesse, avec la viande, d'une Argentine à la pampa si vaste, qu'à chaque bœuf on abandonne, dit-on, l'étendue d'un hectare.

Buenos Aires. La plus large avenue du monde : l'Avenida 9 de Julio. Un parapluie immense (celui de Palermot) écloser, au bout des branches, les délicates fleurs de l'hémisphère Sud. Un fleuve, le Rio de la Plata, ample comme la mer. Près de neuf millions d'habitants. Une ville à la mesure des grands espaces qui l'entourent. Soixante-dix kilomètres de faubourgs et de faubourgs...

Saurait-on, à Saint-Mandé, que cinq personnes ont disparu à Versailles si les journaux, les radios, les télévisions n'en faisaient pas mention, comme c'est ici le cas ? Quelques Argentins très peu ont bien appris, ces derniers jours, que l'Océan avait rejeté sur la grève de Mar de Ajo des corps portant des traces de balles. Mais par où dire.

Rien ne trahit ce qui se passe. Si non, de ci de là, les « folles » qui ressassent, dans le silence. ●

EUGENE MANNIONI



SŒUR ALICIA  
Des milliers de morts et de disparus



LE GENERAL VIDELA LORS D'UNE VISITE OFFICIELLE AU CHILI  
Tout paraît paisible

900 %, que restait-il, sinon des tueurs ?

C'est dans ce climat de désagréable, d'ilégalité, que, le 24 mars 1976, sous la présidence impuissante d'Isabel Perón, qui n'avait jamais, au contraire d'Evita, la première épouse (1919-1952), été égale à son destin et que voilà prisonnière à l'arsenal Naval de Azul.

C'est dans ce climat de désagréable, d'ilégalité, que, le 24 mars 1976, sous la présidence impuissante d'Isabel Perón, qui n'avait jamais, au contraire d'Evita, la première épouse (1919-1952), été égale à son destin et que voilà prisonnière à l'arsenal Naval de Azul.

Come la dittatura argentina "gestisce" i mondiali di giugno

# Il calcio sotto la tutela di generali e ammiragli

I turisti stranieri che vorranno assistere alle competizioni a Buenos Aires dovranno pagare in dollari o in franchi svizzeri. L'allestimento degli impianti



Nel prossimo mese di giugno si svolgeranno, come è noto, in Argentina, i campionati del mondo di calcio. Si giocheranno, cioè, le partite della fase finale di una competizione sportiva a livello internazionale iniziata in tutto il mondo due anni fa quando ancora non si erano spenti gli echi della decima edizione di questo popolarissimo torneo svoltasi nella Germania Federale nell'estate del 1974 e conclusasi, come si ricorda, con il successo (il secondo dopo quello del 1954) della squadra «di casa».

Quando si giocarono gli ultimi campionati del mondo non si erano, però, neppure spenti gli echi dolorosi della strage dell'aeroperto di Fuerstenfeldbrück, nei pressi di Monaco, dove la polizia e l'esercito della Germania Federale avevano attuato nell'agosto del 1972 la «soluzione finale» nei confronti dei «comandanti» di terroristi che avevano assaltato il quartiere israeliano nel villaggio olimpico e degli ostaggi che i fedayn avevano trascinato fino all'aeroporto dove tutti rimasero uccisi. Il ricordo di quella strage fece sì che l'edizione dei campionati del mondo del 1974 si svolgesse all'insegna delle più rigide misure di sicurezza attuate dalla polizia e dall'esercito della Germania Federale che, a scarso di sorprese, circondarono di uomini armati le residenze delle sedici squadre finaliste, fecero seguire da scorte, ugualmente armate, tutti i movimenti dei calciatori e introdussero elementi blindati tra il pubblico degli stadi. Questi ultimi, peraltro, sorvegliati dagli occhi di numerose telecamere.

Non per niente, infatti, il comitato organizzatore dei campionati del mondo del 1978 (l'Ente Autarquico Mundial 1978) è presieduto da un generale dell'esercito (sia pure della riserva) ed il suo vice è un ammiraglio

Misure ugualmente eccezionali di sicurezza verranno attuate due anni dopo, nel 1978, a Montréal nel corso dei Giochi della XXI Olimpiade dove si verificò il clamoroso ritiro della maggioranza delle squadre africane, il che tose numerose preoccupazioni agli organizzatori canadesi (atleti di colore avevano, infatti, effettuato manifestazioni di protesta tanto ai Giochi di Città del Messico che a quelli di Monaco di Baviera).

\*\*\*

I campionati del mondo si svolgeranno per la prima volta in Argentina dopo essersi disputati, per quanto riguarda l'America centro-meridionale, in Uruguay (1930), Brasile (1950), Cile (1962) e Messico (1970). Anche questa manifestazione si svolgerà nel quadro di uno spiegamento di forze armate (polizia ed esercito) eccezionale. I motivi ufficiali sono quelli del timore che una manifestazione del genere venga sfruttata da non si sa bene quali terroristi (i «montineros», ribelli all'attuale regime argentino, hanno fatto sapere ufficialmente che non disturberanno i mondiali) in quanto questi sono da loro considerati una manifestazione popolare allo scopo di crearsi clamorosa pubblicità; in realtà si tratta di un «giro di vite» ad una situazione repressiva, normale nella repubblica sudamericana da quando una giunta militare è al potere.

Non per niente, infatti, il comitato organizzatore dei campionati del mondo del 1978 (l'Ente Autarquico Mundial 1978) è presieduto da un generale dell'esercito (sia pure della riserva) ed il suo vice è un ammiraglio



Enzo Bearzot, d.t. della nazionale italiana

della Marina argentina (in servizio effettivo). Sta di fatto, inoltre, che su 21 uffici (tra «gerencias» e «departamentos») che compongono l'Ente Autarquico Mundial 1978 troviamo ben undici tra ammiragli, colonnelli e capitani preposti a vari settori tra i quali quelli della pianificazione, del controllo della gestione, del commercio, delle infrastrutture, del coordinamento, dell'economia e finanza e dei contratti. A proposito di questi ultimi, vale la pena di precisare che la voce «contratti» riguarda, né più né meno, l'acquisto dei biglietti d'ingresso agli stadi. Non è immaginabile che gli argentini possano presentarsi ad un qualsiasi spettacolo, denaro alla mano, per fornire dei biglietti: occorrerà, invece, compilare un questionario e presentarsi con un documento di riconoscimento all'apposito ufficio; questo rilascia i biglietti dopo aver effettuato una vera e propria schedatura dell'aspirante spettatore.

Per quanto riguarda, invece, i turisti stranieri questi

delle squadre nei quattro giorni degli ottavi di finale. Sorteggi proceduti da lunghe discussioni per l'indicazione delle cosiddette «teste di serie», cioè di alcune squadre collocate in modo che possa essere assicurato loro il proseguimento per le fasi successive. Interessante, naturalmente, l'Argentina come paese ospitante, la Germania Federale, campione del mondo in carica, il Brasile, tre volte campione del mondo, l'Olanda, seconda ai «mondiali del 1974», e l'Italia due volte campione e in considerazione dei numerosi connazionali che vivono e lavorano in Argentina. Tra i fini di queste manovre ci sono anche quelli economici degli organizzatori che vedrebbero, per esempio, non di buon occhio l'eliminazione rapida dell'Italia e il conseguente diminuito interesse di una larga parte della popolazione colta residente. Si calcola, infatti, che in Argentina vivano un milione e trecentomila italiani — ai quali dovranno aggiungersi gli «orfundi» dei quali quasi settecentomila sono a Buenos Aires, 200 mila a Rosario, 200 mila a Mar del Plata, 150 mila a Cordoba e 28 mila a Mendoza.

\*\*\*

Chi ha avuto occasione di visitare l'Argentina qualche mese fa si è potuto rendere conto dell'impegno che le autorità locali avevano dedicato alla preparazione degli impianti e delle strutture relative ai «mondiali». Tra l'altro i campionati del mondo di calcio dovrebbero coincidere con l'avvento in Argentina della televisione a colori e con una più larga diffusione di questo mezzo di comunicazione in tutto il

Paese. Per quanto riguarda il problema degli impianti, poco meno di un anno fa ci si accorse che gli stadi, se pure quelli dal nome altisonante come «El monumental» di Buenos Aires dove gioca il River Plate (il maggiore della capitale), era in condizioni acciuffate di manutenzione e neppur troppo capaci (poco più di 60.000 spettatori) e altrettanto si riscontrava per gli altri.

Il vicepresidente dell'EAM '78 (allora capitano di vascello) si assunse l'incarico di sistemare tutto e seguì agli suoi armati a sorvegliare i cantieri di lavoro frettolosamente installati nelle cinque città designate ad ospitare le partite. I cantieri sembrarono improvvisamente trasformarsi in campi di concentramento tanto erano circondati di figure armate di mitra e con uniformi da battaglia; ma, a quel che sembra, le cose debbono essere filate abbastanza velocemente perché è vero che è stato annunciato ufficialmente che tutto sarà pronto per la data fissata e che il vicepresidente dell'EAM '78 è stato promosso al grado di ammiraglio.

Se le cose stanno veramente come è stato annunciato, lo stadio «Monumental» di Buenos Aires avrà una capienza di 90.000 spettatori e quello di Vélez Sarsfield (quartiere Lieniers, sempre di Buenos Aires) chiamato anche «El Fortín de Villa Luro» ne potrà ospitare 60 mila. Verranno utilizzati, inoltre, lo stadio «Rosario Central» di Rosario (60.000 spettatori), quello di Mar del Plata (50.000) e di Mendoza (60.000) e di Cordoba (55 mila).

Carlo Mareucci

19 de diciembre de 1977

UNA SELECCION DE LA SEMANA

BDIC

Florida 343. Cód. Postal 1003. 47-7201 y 40-4081

# Analizó Videla el momento actual

**Lo hizo ante periodistas ingleses. Trató sobre las metas fijadas, la subversión y las islas Malvinas**

El presidente de la República recibió a un grupo de periodistas ingleses, a quienes respondió a distintas preguntas sobre el futuro papel de la Argentina, la acción subversiva y las medidas para contrarrestarla, los derechos humanos, las gestiones con el Reino Unido sobre nuestras Malvinas, y el desembrollo político del actual proceso. "La Argentina —fue la respuesta del Presidente— quiere integrar una auténtica democracia republicana".

Al recibir a los periodistas ingleses —que le fueron presentados por el secretario de Información Pública, capitán de avión Carlos Pablo Carpintero—, expresó el teniente general Videla:

“Es muy grato para mí recibir en esta casa al selecto grupo de periodistas ingleses que nos visita, y digo esto por el respeto que nos merece la prensa, y en particular la prensa extranjera, a la que consideramos una verdadera embajada. No se puede querer, no se puede amar lo que no se comprende, y no se puede entender lo que no se conoce.

“Ustedes —continuó—, con su visita y con las que anteriormente hicieron varios funcionarios, van a contribuir a conocer y hacer conocer a la Argentina. Por tal razón, a partir de este momento queremos a disposición de ustedes para satisfacer cualquier inquietud que quieran plantear a través de preguntas”.

El diálogo se realizó en los siguientes términos:

Periodista: Señor Presidente: hemos visto en referidas oportunidades que la Argentina

sumiría una especie de liderazgo en América Latina para contrabalancear el liderazgo que ejerce Estados Unidos. ¿Es éste un punto práctico o solamente un sueño?

Presidente: Voy a repetir sus palabras: creo que eso es un sueño. Es cierto que la Argentina estuvo ausente del panorama internacional como producto de la crisis que vivió el país hasta el año pasado, y esto nos movió a una particular política en el plano internacional para tratar que la Argentina volviera a ocupar el lugar que tenía antes.

Este no presupone bajo ningún concepto ninguna suerte de hegemonía, paternalismo o formación de un eje, que son todas figuras egoístas frente a la posición abierta que quiere tener la Argentina para todo el mundo.

Presidente: Cuando usted dice que presupone, ¿significa esto que no descarta?

Presidente: No, al contrario; yo digo que el hecho de que la Argentina quiera ocupar un preeminente lugar —como siempre le corresponde— no quiere significar que querremos tener una posición hegemónica.

Yo quisiera aclarar el concepto del señor en cuanto a si esto era un sueño. Un sueño siempre tiene algo de realidad y mucho de irreabilidad. Lo real es que la Argentina quiere volver a ocupar en el mundo la posición que siempre tuvo, pero hay quienes pueden interpretar erróneamente que la Argentina quiere ejercer un liderazgo

o hegemonía o la formación de un frente, bloque o eje con otros países, que no es nuestra forma de pensar.

## Derechos humanos

Periodista: Una serie de observadores extranjeros coinciden en que la Argentina enfrenta una situación muy crítica como consecuencia de la subversión y el terrorismo; al mismo tiempo, muchos observadores extranjeros coinciden en pensar que las medidas para contrarrestar el terrorismo fueron más allá de lo que las necesidades dictaban. Los derechos humanos de grandes sectores de la sociedad argentina han sido dañados. ¿Cuáles son las perspectivas de volver a una situación normal y legal al respecto?

Presidente: Antes de responder a su pregunta quisiera hacer una aclaración previa, porque si así no lo hiciera y contestara directamente estaría aceptando cosas que usted dice que no son así; no son reales.

“Es evidente —añadió—, y somos conscientes, que se ha generado una imagen externa de la Argentina que nos es desfavorable; es una realidad. Esto obedece a dos razones: en primer término la desinformación, el desconocimiento de lo que es la Argentina real, el desconocimiento de sus problemas; la segunda razón es que se ha montado una campaña internacional que tiene, mediante la exageración de los hechos, a aislar a la Argentina del resto del mundo.

“No nos cabe ninguna duda —prosiguió— de que esta campaña está montada y respondía a los intereses del terrorismo subversivo, que es un fenómeno de orden internacional. Ahora sí, paso a contestar su pregunta. La Argentina ha sufrido una agresión por parte del terrorismo subversivo, y

agresión consistió en crear un estado de caos mediante la intimidación a través de asesinatos, atentados, secuestros, en los que se vieran involucrados militares, asesores, trabajadores, empresarios, etcétera. Frente a ese agresión, la Argentina debió defenderse; es decir, defender los derechos humanos de la sociedad argentina que había sido agredida en el plano material y, lo que es peor, en el plano de las ideas, por cuanto esta agresión tenía como objetivo final subvertir nuestro sistema de vida; cambiar nuestro sistema de vida por otro sistema de vida. Consecuentemente, en la Argentina el terrorismo subversivo no constituyó una opción válida para la ciudadanía.

“La ciudadanía argentina —dijo el Presidente— se manifestó totalmente contra esa sugerencia que el terrorismo subversivo le ofrecía, y es en el convenimiento de aceptar una decisión del pueblo argentino que las Fuerzas Armadas salen en defensa de la ciudadanía atacando, como medio de defensa, al terrorismo subversivo; es decir, se plantea principalmente una guerra, que es un hecho tremendo; en ella hay sobrevivientes, hay heridos, hay sitiados, hay muertos y a veces desaparecidos. Todas esas consecuencias la Argentina las está viviendo en alguna medida.

“Finalmente, y ahora si respondiendo más concretamente a su pregunta —subrayó— de cuándo va a terminar, quiero decir que la lucha armada contra las organizaciones armadas del terrorismo subversivo está legando a su fin. Quiero que se entienda bien: no está le-

## Momento actual

(Cont. de la pág. 5; col. 8)

consideración por parte del Estado. Mencionaré tres ejemplos: 1) el caso de Jacobo Timerman, un editor que fue considerado por una corte militar argentina como no culpable de ningún acto de subversión pero que continúa estando preso; 2) el caso de Hidalgo Soárez, político emigrante de este país, que ha desaparecido, y 3) el caso de la señora Claudia Inés Grunberg, hija de un amigo mío, que se encuentra en un aeroporto de Ezeiza. Yo quiero significar que la ciudadanía argentina no es víctima de la represión. La represión es contra una minoría a quien no consideramos argentina, y en esta represión aun aceptamos que pueda haber habido algún exceso, pero ésta no es la norma en nuestra acción, ni la propiciamos.”

Presidente: La Argentina es un país occidental y cristiano, no porque esté escrito así en el aeropuerto de Ezeiza. Argentina es occidental y cristiana porque viene de su historia. Nació cristiana a través de la conquista española, heredó de España la cultura occidental y nunca renunció a esa condición siendo justamente la defendió. Es en esta condición en que se encuentra el señor Timerman.

Presidente: Vamos a hacer un número. Los grupos armados del terrorismo subversivo, los combatientes del terrorismo subversivo, tienen en este momento una condición para actuar que nosotros apreciamos en un 95% de lo que fue en un comienzo. Esto permite que ocurran todavía hechos asesinos que produce la subversión, pero tenemos pensado que poco más de un año y medio atrás la subversión empieza para atacar cuartales, para ocupar ciudades completas, pequeñas, pero grandes al fin, etc.

Periodista: En el aeropuerto de Ezeiza existe un carteón de dice que la Argentina es occidental y cristiana.

Si llevamos esta idea a que Europa y América del Norte son occidentales y cristianas y vemos que más el interés que existe para la Argentina, entonces hay dos tipos de intereses o posiciones. El primero de ellos, en la concepción europea, es que nadie tiene que ser humilde, sufre por sus creencias y que las minorías reciban una justicia

dato cambiar por otro que nos es ajeno, y en este tipo de lucha no solamente es considerado como agresor el que agrede a través de la bomba, del disparo, o del secuestro, sino también aquel que en el uso de las ideas quiere cambiar nuestro sistema de vida a través de ideas que son justamente subversivas; es decir, subvierten valores, cambian, trastocan valores.

mida a pesar de estar lista. Vuelvo a la parte inicial: el terrorista no sólo es considerado tal por matar con un arma o colocar una bomba, sino también por activar a través de ideas contrarias a nuestra civilización occidental y cristiana a otras personas, y es posible que en esta condición que esta joven esté detenida”.

## El problema de las Malvinas

Periodista: Es muy claro. Señor Presidente, quisiera que nos diera su opinión sobre el corriente estado de las relaciones entre Gran Bretaña y la Argentina con referencia al tema desde hace ya tiempo pendiente referente a las Falkland Islands o islas Malvinas. ¿Qué es lo que ustedes quisieran ver emergir de las conversaciones que deben comenzar más tarde en este mes?

Presidente: Respecto a la relación entre la Argentina y el Reino Unido, conoce usted muy bien que de tiempo atrás, tristemente, han sido siempre cordiales. La Argentina, por ser un país de extenso litoral marítimo y por estar ubicado al sur del continente, en una posición casi insular, siempre ha mirado hacia Europa, con quien mantuvo relaciones a través de la cultura y a través del intercambio comercial. Es justamente a través de este último espacio que hemos mantenido excelentes relaciones con Inglaterra. Ello no significa que la Argentina reivindique para sí algo que está segura y corresponde por derecho, cual es la posesión, la propiedad de las islas Malvinas como parte del territorio argentino por razones geográficas, razones históricas y razones jurídicas.

“En el plano del buen entendimiento —siguió— queremos llegar a un acuerdo pacífico con el Reino Unido. Por supuesto, esto ha sido así recomendado por la Asamblea de las Naciones Unidas y además ha sido tradición argentina solucionar sus conflictos mediante la vía del acuerdo pacífico. Argentina, en consecuencia, tiene mucha esperanza en lograr una solución

Dec 1977

LM 28 Dec  
Argentine

## SELON UN RAPPORT AMÉRICAIN

### Près de six mille personnes auraient été exécutées depuis le coup d'État de mars 1976

Près de 6 000 personnes auraient été exécutées en Argentine depuis le coup d'État militaire de mars 1976, et il y aurait de 12 000 à 17 000 prisonniers politiques, selon un rapport confidentiel remis le 21 novembre dernier au général Jorge Videla, chef de l'Etat argentin, par M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, et qu'a publié, dimanche 25 décembre, le journal brésilien *Folha de São Paulo*. 3 000 à 4 000 ouvriers (dont 750 sont présumés avoir été assassinés), 500 à 750 intellectuels (200 présumés assassinés), 150 à 1 000 activistes syndicaux (500 présumés assassinés), 2 500 à 3 000 parents, amis et défenseurs de prisonniers politiques (1 000 présumés assassinés), 1 500 à 2 000 membres d'organisations subversives (2 000 présumés assassinés) ainsi que des centaines d'autres personnes auraient été arrêtées.

Selon ce document, le gouvernement américain estimerait que la question des prisonniers politiques constitue « une menace pour la stabilité déjà précaire du gouvernement » et ne peut guère contribuer à améliorer les relations entre les Etats-Unis et l'Argentine. Le gouvernement américain s'engagerait à recevoir « un nombre significatif de réfugiés politiques et leurs familles » et à instituer « un programme d'urgence » dès que le gouvernement argentin annoncerait officiellement sa décision de libérer les prisonniers politiques.

Le rapport remis par M. Cyrus Vance au général Videla fait en outre mention de diverses formes de résistance des détenus, notamment de grèves de la faim, brutalement réprimées, et de tortures. Les autorités ont établi « des plans en cas de révolte généralisée dans les prisons, qui prévoient de tuer le plus grand nombre de personnes pendant la révolte et réjection des meneurs une fois l'ordre rétabli ».

A Buenos-Aires, le gouvernement n'a pas encore réagi officiellement au message de M. Giscard d'Estaing s'inquiétant du sort des deux religieuses françaises disparues en Argentine (Le Monde daté 23-25 décembre). Aucun organe de presse (à l'exception du quotidien de langue anglaise *Buenos Aires Herald*) et

LM 23 Dec

### Argentine

M. LUIS GUAGNINI, journaliste argentin correspondant du quotidien indépendant espagnol *El País*, a été arrêté mercredi 21 décembre à son domicile à Buenos-Aires, ainsi que son épouse. — (Reuter)

GDN 23 Dec

## Newsman abducted

By our Foreign Staff

The Argentine-born correspondent of the London-based newsletter Latin America Political Report was abducted in Buenos Aires early on Wednesday, his parents reported in Argentina yesterday.

Mr Luis Guagnini, aged 34, who was also the Buenos Aires correspondent of the Rome based Inter Press Service, was abducted from his home by unidentified people, suspected to be members of one of the security services, with his wife and her two children by a previous marriage. The two children were later delivered, unharmed, to their grandparents. Mr Guagnini, a former political analyst on the newspapers Clarín and La Opinión, of Buenos Aires, is a well-known figure in the Latin American press. A total of 914 cases of kidnappings, abductions and the use of torture against the Argentine authorities have so far drawn a blank.

## Videla promises detainees list

BY MARGARET HUGHES

THE MILITARY Government in not only the "physical scorings" was harassed because Argentina's talks could only hold 5,000 but also the "ideological scorings" list of those which have been detained since at took over important kind. In March 1976. However, President Videla told visiting journalists that it could not be reached its end. He also denied absolutely that they had been imprisoned by the foreign journalists that they went on to re-accused, saying that they had disappeared in excessive repression. He acknowledged camps (reported, he said, an "excesses" might have occurred) but said that they had been conducted his interview there were reports that another group did not give a list of those who had disappeared in 15 people had disappeared in Buenos Aires following an incident outside the Church of Santa Cruz in Patricio Pichilemu, Chile. Argentine sources said that 30,000 people had been detained

FT 23 Dec

### Inhumanity condemned

NEW YORK, Dec 22.— FEW REGIONS revealed the most abominable acts of violence for the York-based information and Western Hemisphere for the Chilean and human rights groups. The report published today said: "Our Foreign Staff adds: The worst violation of human rights British Embassy, the disappearance in the Americas, according to Galitzin, the disappearance of persons was the Argentinian some months ago. The report published by the Council on Hemispheric Affairs, a British subject whose name it has not revealed, inquiries of filling, kidnaps, and the Argentine authorities have so far drawn a blank."

## Inhumanity condemned

BY MARGARET HUGHES

THE MILITARY Government in not only the "physical scorings" was harassed because Argentina's talks could only hold 5,000 but also the "ideological scorings" list of those which have been detained since at took over important kind. In March 1976. However, President Videla told visiting journalists that it could not be reached its end. He also denied absolutely that they had been imprisoned by the foreign journalists that they went on to re-accused, saying that they had disappeared in excessive repression. He acknowledged camps (reported, he said, an "excesses" might have occurred) but said that they had been conducted his interview there were reports that another group did not give a list of those who had disappeared in 15 people had disappeared in Buenos Aires following an incident outside the Church of Santa Cruz in Patricio Pichilemu, Chile. Argentine sources said that 30,000 people had been detained

# JOURNALISTEN

JAN 1978

## SJF varnar för juntans försök att stoppa obekväma VM-journalister

Det finns tecken som tyder på att juntan i Argentina ännu blanda sig i de svenska massmediernas val av journalister som ska sändas till fotbolls-VM. Det skulle ta sig uttryck i att den svenska journalister vägrar ackreditering. Kanske inte för renodlade sportjournalister utan journalister som sänds för att göra runt omkring-reportage.

Vidare finns det skäl för misstanken att juntan stoppar eller försvarar för journalister att få fram sitt material från Argentina.

Dessa uppgifter om juntans planer för att undvika "ohöglig" rapportering från fotbolls-VM har öppnats Journalistförbundet att skriva till Svenska Fotbollförbundet.

SJF påminner om hur Svenska Ishockeyförbundet agerade när myndigheterna i Tjeckoslovakien i mäss förra året vägrade inresa för ett par svenska journalister som skulle bevakat ishockey-ländskamperna.

Det är dock svårt att majoriteten fängslar består av folk ur medelklassen eller intelligensiet. 35 procent är arbete och 28 procent slaktar till de fängslade arbetarna. De är alla misstänkta för att tillhöra oppositionen. 10 procent är facit-entitätsfolk.

Färska uppgifter till SJF meddelar att 172 journalister utsätts för övergrepp sedan juntan tog över makten. Av dem har 27 dödats och 42 kidnappats och försunnit. 58 journalister är inlagda i fängelse.

Inte mindre än 78 tidningar och radiostationer har styrts helt eller temporärt. Juntans missänksamhet mot massmedier har bl.a lett till att man stoppat utgivningen av en barntidning.

Det är mot den bakgrund man ska bedöma juntans attityder mot utländska massmedier som vill rapportera om fotbolls-VM. Härleder sig snart till vad som utspejs på fotbollsplanerna och bara lyssnar på vad arrangörerna säger, ja då är allt väl. Annars...

I den här situationen är det viktigt att med effektivt hävda massmedier sätta sig i ordning. Lat oss hoppas att Fotbollförbundet ska nu lika mycket räg i ryggen som Ishockeyförbundet om mönstret från Tjeckoslovakien framträder i Argentina.

Debatten i höstas om ett förslag att Sverige

ARG INT

FEBRUARY 1978

THIS  
24 FEB

## How Argentina's leaders intend to use World Cup football as propaganda for their regime

THE military dictatorship in Argentina is preparing for the biggest propaganda coup since Joseph Goebbels persuaded England's Olympic football team to pose with arms outstretched in a Hitler salute in Berlin in 1936. More than 350 British sports writers have applied for accreditation to cover the World Cup in Argentina this summer and General Jorge Videla's Government is pulling out all the stops to ensure that the journalistic focus of the world is narrowly concentrated on the football while the torture and repression is ignored.

The irony is that, among the many different groups oppressed by the regime, journalists are high on the list. Since March 1976, when the armed forces took control, there has been savage repression of journalists and press freedom: 29 journalists have been killed; 40 have disappeared; 70 are in prison; 400 have been forced into exile and 67 newspapers, magazines, television and radio stations have been shut down.

In its usual meticulous way, Amnesty International has detailed the death and torture of journalists in Argentina. Hector Ferrer, a journalist working for the official news agency, TELAM, was taken from his home in Buenos Aires by armed civilians; his body was found with its hands tied behind the back and riddled with bullets.

Antonio di Benedetto, editor of the Mendoza paper, Los Andes, although seriously ill, was taken naked from his cell in La Plata prison and beaten up by prison officers. In March 1977, Rodolfo Walsh, one of Argentina's most respected investigative journalists, wrote an open letter of protest to the Government. He was kidnapped at gunpoint the next day and has not been seen since.

Nebio Melo is a Uruguayan journalist who sought sanctuary in Buenos Aires in 1975. It was a mistake. In 1976 he was abducted in the streets of Buenos Aires in broad daylight, together with a fellow Uruguayan journalist, Winston

Mazzuchi, and neither has been seen since. Particular targets have been leaders of the different journalists' unions in Argentina and the papers closed down extend well beyond the obvious targets of the Left-wing or trade union press.

The regime has set up an official censorship body, the Secretaria de Información Pública, charged with ensuring that the media contributes to the "permanent interests of the nation." The following instruction has been issued to all journalists: "It is forbidden to inform, comment, or make any reference to subjects which relate to subversive activity or which affect the integrity of the armed forces, unless these have derived from responsible official sources. This includes information relating to abductions and disappearances (my italics).

Already there are disturbing reports that the journalists arriving for the World Cup — about 3,000 are expected — will be under the permanent supervision of the army. A general has been put in charge of the visiting reporters to ensure that they concentrate solely on football.

The National Union of Journalists, however, is urging all the sports reporters to go there with their eyes open. With the masses of Argentinian workers filling the stadiums, the probability of anti-regime demonstrations is high.

The union is also to call on editors to send out reporters from news and investigative departments to describe the conditions that make life for most Argentinians as nasty as anywhere else in the sub-continent. For instance, as well as Brian Moore, ITV should send out a team from *World In Action* or *This Week*. The Daily Mirror should send its football writer, Harry Miller, together with John Pilger.

Above all, the NUJ wants to draw attention to the plight of the journalists still held without trial in Argentina. We shall be badgering the Government to release them and asking our members to try to make contact and visit prisons where their colleagues are being held. This week the union has sponsored the visit to Britain of Senora Alicia Melo, the wife of one of the journalists arrested in Buenos Aires, who has been visiting NUJ branches to gather support.

One silent voice so far is that of the British Government. While Cyrus Vance handed in a list of 7,000 names known to have disappeared in Argentina and President Carter has cut back arms help to the Videla regime because of its human rights record, our own Foreign Secretary, David Owen, has been muted.

**DENIS MACSHANE**

(Vice President, National Union of Journalists)



JORGE VIDELA: his regime has attacked journalistic freedom.

ARG INT

MSGR.  
2 FEB

## SCOTS: 'DON'T BE FOOLED BY JUNTA'

How the Scots are being alerted to the political traps of the World Cup. PHILIP COHEN reports.

THE ARGENTINIAN military junta castigates the previous civilian administration of Isabella Peron as "thieves." Which is why some of the people cry: "Bring back the thieves."

They can't be much worse than the generals, who are said to be responsible for the disappearance of 15,000 political activists, or at least of turning a blind eye as right-wing groups do their dirty work for them.

But despite this appalling situation, the campaign to boycott the World Cup in June has not gathered momentum, partly because it is such a big draw as a spectacle, partly because many there hope the eyes of the world will focus for a fortnight on this unhappy country.

This week the Dutch FA rejected boycott calls from leading intellectuals because of the repression, saying it would mean boycotting other disagreeable regimes around the world.

And recently in the French daily paper *Le Monde*, Guy Herrier, member of the French Communist Party's political bureau, was quoted as saying: "What do the Argentinian people demand of us?

"We must support the struggle against the military and government plot which is trying to impose fascism. They want, above all, isolation, silence and forgetfulness.

"It is vital that thousands of visitors and journalists go to Argentina to watch and commentate on the matches, and see what is going on in the country. In these circumstances, to suggest a boycott of the World Cup smacks of irresponsibility and miscalculation."

A campaign has already been launched in Scotland to try and ensure that the Scottish team is made aware of the repression taking place.

Following the failure to stop the Scottish FA calling off the visit to play a "friendly" in Santiago's blood-soaked stadium, it is obviously difficult to envisage them shedding tears for Argentina.

But that campaign generated a lot of interest, and now a Scot-Argentine campaign just set up will aim to build on that interest.

One of the moving spirits behind it is Catholic priest Father Pat Rice, who was tortured by the junta before being exiled.

In an interview with the Scottish radical paper Seven Days, he gave this message to the

Scots: "Go out there and win the World Cup, but don't swallow the propaganda of the Argentine government."

He said in Glasgow that the junta had employed the same US public relations firm as the racist Smith regime in Rhodesia, to promote the right image for the World Cup.

Father Rice stressed that Cordoba, the base for the Scottish team in the qualifying matches, has been the scene of mass repression of trade unionists.

Father Rice had brought back the names of 115 trade unionists in Cordoba listed as missing. Many of them were shop stewards in foreign-owned car factories, such as Fiat, Renault, and a subsidiary of British company Massey-Ferguson.

They have probably been swallowed up into the three concentration camps in the region, which visiting fans and journalists will not see.

The military governor there, Benjamin Menendez, seems to operate with a free hand and was recently heard to say in an off-the-cuff remark to journalists: "While Videla governs, I kill."

The Montoneros guerrilla movement says it will not disrupt the football, but has warned journalists to beware of provocation such as bombings by fascists blamed on the left.

In the light of this, the new organisation wants Scottish trade unionists and those south of the border also to consider taking an individual cases of Argentinians missing, demanding information, and giving financial support to their families.

They want us not to cry for Argentina, but to sing out loud in support of its people.

GDN 4 FEB

## World Cup 'a mistake'

From Reuters  
in Buenos Aires

An Argentine Minister has said that staging this year's World Cup finals will cost the country \$700 million and is a big mistake for Argentina economically.

Juan Alemany, Finance Secretary in the Economics Ministry, told the weekly magazine Gente that the infrastructure work being done for the World Cup had an inflationary effect but brought no economic return. Asked if some of the expenditure would bring lasting benefit he said: "airports and roads. Other constructions are just white elephants."

GDN 5-6 FEB

## Argentine

### LES ÉLÉPHANTS BLANCS DE LA COUPE DU MONDE

L'organisation de la phase finale de la Coupe du monde de football coûtera 700 millions de dollars (3,5 milliards de francs) à l'Argentine, qui n'en retirera rien sur le plan économique, si ce n'est un peu plus d'inflation. Tel est lavis du ministre du gouvernement argentin, M. Juan Alemany, secrétaire d'Etat du ministère de l'économie, à la Coupe du monde est une grave erreur heritée du précédent gouvernement », souligne M. Alemany, faisant référence à la présence de María Estela Peron, dans une interview à l'hebdomadaire Gente.

Interrogé sur les bénéfices de ces investissements, le secrétaire d'Etat a répondu : « Les aéroports et les routes resteront. Les autres constructions ne sont que éléphants blancs. Nous aurons la télévision en couleur, mais cela n'aura pas attendu une ou deux ans. Nous aurons la télévision en couleur, mais, d'un autre côté, nous aurons encore de l'eau polluée. Ce sont les absurdités de l'Argentine. » — (Reuters)





Le stade de Mendoza. Des travaux sont actuellement en cours pour l'agrandir en vue du Mondial.

## Augusto Pinochet, le dictateur solitaire

75% de «oui» pour un référendum à la chilienne

**En fait, «ils» n'ont pas tous voté. On estime à trois millions seulement le nombre des Chiliens à s'être déplacés pour accompagner le geste auquel on les invitait dans un climat de «national-chauvinisme» sans précédent : trois millions sur six millions de votants potentiels, soit 33 % des électeurs, rapportent leurs soutiens**

**Vietnam-Cambodge**

## La tension baisse

**Si on ne peut que se féliciter d'entendre le secrétaire Général du PCF dénoncer les atteintes aux droits de l'homme à l'Est, revue d'IHussar\*, on peut difficilement ne pas rapprocher cette position de la toute curieusement indulgente du PCF vis à vis de la juive. Dans ce domaine, en effet, le PCF s'alligne sur le PC argentin qui apporte un «soutien critique» à Viñela, aujourd'hui premier secrétaire commercial de l'Union Soviétique...  
Parmi des milliers d'assassinats un fait est particulièrement symbolique de la façon dont les héritages africains préparent le Mundial et de l'impossibilité d'oublier même l'espace d'un «Mundial» à barbarie : Waldemar Aukrust a été arrêté le mois dernier au cours d'un raid policiier dans sa propre ville, A. Rosario. Accusé d'assassinat, il est mort (après s'abandonnant du feu, enfoncement du thorax, fracture des côtes et plusieurs autres traumatismes). \*Torito\* Aguirre, ex-joueur de football de l'équipe de Rosario Central Huracan et Racing, était le symbole du football argentin, ces années 40 en Argentine.**

### LES SILENCES DU F.P.

Dans ces conditions, que faire pour que la «fête», aidée par l'«idolâtrie de la plupart des journalistes en sports», ne éouffle les cris des supporters ? Les incroyables d'extrême gauche argentine disputer la coupe du monde. Quand on pose le problème des libertés, je pense qu'il faut faire très attention, écrit Atilio, on rigolera d'Eustache comme l'Ouest de ne pas aller dans beaucoup de pays...  
\*

**Pinochet. Au soir de cette consultation historique, le sous-secrétaire du ministère de l'intérieur affirme qu'il vote 8 et déroule normalement, aucun freude n'est signalée. Des larmes des premières résultats, une «marche de la victoire» célébrant l'expression internationale était organisée à l'initiative des «dignitaires syndicaux». Quand il en soit, «l'expression circulaire» à laquelle devait mettre fin la referendum, n'a pas cessé. «Les consultations des droits de l'homme continuent mais sur une échelle moindre qu'au précédent», extrait de la commission internationale des juristes dans une déclaration publique hier. Elle souligne en outre que la création du Comité national de renseignements créé pour remplacer la sinistre DINA dissoule l'antécédente dénomination. «Il a pris une grande chose d'autre que la dénomination.»**

**Pinochet lui, sera renforcé de la consolidation du «Front social», cette partie du territoire combien qui s'est formée dans le territoire vietnamien et que la tension entre les deux pays suit depuis. On notait, toutefois, que le conflit ne fut pas la «tige» des bulletins d'information de la «tête» du «Front». La radio officielle cambodgienne, autre siège de désescalade, la volonté de Hanoi, renforçée par Phan Van Dong, de négocier avec le gouvernement de Phnom Penh immédiatement et à quelque niveau que ce soit.**

**Parmi les commentaires concrètes à ce conflit, on appréciera tout particulièrement ceux de Tran Tien, Jundi, en effet, le parti communiste allemand, largis au Vietnam et au Cambodge, un appel à la négociation dans un editorial publié dans Zeri i Populi, organe officiel du PCA.**

## COME L'ARGENTINA SI PREPARA AI MONDIALI DI CALCIO - 2

# Negli stadi scende in campo anche il prestigio dei militari

Tutta l'organizzazione è manovrata e controllata dal governo, che intende darle una impronta ferrea perché tutto «marci a dovere» - Problemi economici e sociali affidati al risultato della manifestazione - La paura del terrorismo sulla competizione



(D) Comité pour le boycott de l'Argentine comme siège de la coupe du monde. 14 rue de Nantes, 75015 Paris. tél. 531 43 38.

# Per entrare negli stadi bisogna firmare un contratto

**Impossibile pagare semplicemente un biglietto - Se i trentamila stranieri ammessi dovranno prenotare almeno dodici partite, gli argentini saranno tenuti a impegnarsi con un atto giuridico per almeno 9 incontri**

DAL NOSTRO INVIAZIO SPECIALE

Buenos Aires, gennaio

L'elmo bianco di plastica volutamente calato sul viso gli nasconde gli occhi sotto la corta visiera. Rosa e Catalino - Seguridad - dicono due striscioni minute di plastica, ad indicare il nome e la mansione, appuntate come i gradi su una camicietta leggera di cotone. Ma l'enorme pistola a tamburo infilata senza foderi e senza prudenza nelle cinture vistosa ne spiega meglio il ruolo e i compiti. Completa l'immagine, sotto i jeans, gli stivali gialli di cuoio che saltano agli scafisti e la terra smossa dai cingolati. Non ha fatto in tempo a varcare il cancello numero tre dello stadio che me lo sono trovato di fronte. Per conoscere le mie intenzioni non chiede, fa un cenno. «Sono un giornalista», spiega subito, poi — ormai abituato al sistema — «tu fuori, con la tessera professionale, la spiegiale autorizzazione» vagina per un sol giorno, che son riuscito ad ottenerle dal «Gerente de infraestructura». Sono dovuto passare da due uffici, presentare due domande, aspettare otto ore prima che il capitano di marina Norman R. Azcuna (l'ufficiale responsabile di tutti i lavori per il Mondiale '78) me la firmasse.

## Il lasciapassare

Ma l'uomo del servizio di sicurezza guarda appena quel mio lasciapassare. Non si fida, gli serve almeno una telefonata di conferma. Con un altro cenno mi impone di aspettare e mi consegna al soldato di guardia: un giovane alto, magro, pieno nella tua verde che trascina come un sacco vuoto ma pesantissimo col caldo di un torrido dicembre. Mi guarda appena incuriosito e continua a far su e giù davanti al cancello, preoccupato soltanto di evitare sassi e asperità ai suoi stivali neri sfiancati da mila

gheri dell'ERP (Esercito rivoluzionario popolare) di ispirazione guerriera. Le loro rapine, i loro assassinii, i 114 ufficiali dell'esercito uccisi in strada nel solo 1978, le loro bombe nei caffè, cinema, supermercati, alberghi, ascensori, fabbriche, i loro assalti a guarnigioni militari, i sequestri di centinaia di persone (a cominciare dall'ex presidente Aramburu e dal dirigente della Fiat, Oberdan Salustro) hanno riempito per sei anni, a cominciare dal 1973, le cronache dei giornali.

Ma della rappresaglia scatta dopo il ritorno di Perón al potere delle torture più orribili praticate come sistema, delle prigioni sempre riempite più da Isabella, la «vedova nera» e dal suo «stregone» López Rega e ancora dai militari di Videla, la stampa censurata non può dire. Eppure dal 1973 le tre «A» (Alleanza Argentina Anticomunista e gli squadroni della morte formata da mercenari locali ed internazionali, che nessuno ufficialmente conosce, ma che tutte le ditatture continuano a proteggere), hanno minacciato, torturato migliaia di persone Avvocati, medici, professori, giornalisti, attori, sindacalisti, operai sono stati inclusi nelle loro liste di morte, catturati ed uccisi con esecuzioni sommarie. Di sette-ottanta persone scomparse, i cui corpi in qualche caso sono stati ritrovati nei fiumi o alle periferie delle città orribilmente sfuggite dalle sevizie e dalle persecuzioni, è impossibile di riuscire un conto o una spiegazione al governo. E senza risposta è rimasta la richiesta dell'ambasciatore americano, corredata da 7 mila \$000, presentata in occasione della visita del segretario di Stato Vance.

Eppure ha ragione un giornalista sportivo, non so se più insensato o cinico che continua a ripetere: «Fate sapere che l'Argentina è calma, che il sangue

BDIC

DOSTRO INVIAZIO SPECIALE

Buenos Aires, dicembre

Un generale di brigata Luis Merlo, è il presidente un capitano di marina, Carlo Alberto Lacoste, è il vicepresidente. In Argentina la costituzione passa tra i vari partiti ammessi: Ejército e Marina innanzi tutto, poi l'Aeronautica più tiepida. Ma il potere non sempre rispetta gerarchie e gradi, così chi comanda davvero in questa organizzazione del «Mondiale di calcio '78» è il vice, Lacoste, ed è quello che rischia di più.

In quest'avventura ha messo in ballo, con la sua promozione ad ammiraglio, tutta la sua carriera, tutto il suo futuro. Chissà — aggiunge il suo interlocutore che parla, come tanti, a potto che non ne consente la identificazione — chissà se riuscirà a farcela. Ma la scelta è buona: è un uomo dinamico ed è soprattutto duro, è lui l'uomo forte che occorreva in questa situazione, l'uomo forte cui i regimi militari ricorrono sempre per esorcizzare le proprie paure. E la paura maggiore è quella di sapersi guardati dal mondo. Il stadio è quello di doversi sottoporre ad un esame, il timore, tutto spagnolo, è quello di perdere la faccia di fronte ad una platea tanto vasta, con migliaia di giornalisti, con milioni di telespettatori che non sempre si accorgono di puntare gli occhi sul palone e sulle gambe dei calciatori.

Se nessun potere può ignorare o sottovalutare il fenomeno, nei regimi assoluti il tipo sportivo è un efficace strumento per distrarre e governare masse che null'altro chiedono pur di sfuggire all'oppressiva tristeza della realtà quotidiana. I «Mondiali '78» verranno usati anche in questa maniera, ma in questo momento e in questa Argentina possono essere una droga o un eccitante troppo forte di cui non è possibile misurare e controllare gli effetti.

Un pallone che rotola può contribuire ad allentare se non a risolvere l'enorme tensione politica, ma può anche complicare terribilmente problemi economici sociali e strutturali, in questo paese più gravi che altrove. Per questo i militari che tengono di nuovo l'Argentina tentano di governare, hanno deciso di rigimicare, perché manca anche questo campionato di trasformare una competizione sportiva in una parata. Non avranno, nel loro conto, altra scelta. Per questo hanno creato l'EAM, Ente Autarchico Mondiale («nell'autarchico proprio a noi italiani ricorda e spiega tante cose» aggiungendo

come un ammonimento e un'insorgenza: «Dipendente de la Presidencia de la Nación», insomma un affare di stato, ed il più importante, che ride lo stesso presidente della repubblica il tenente generale Jorge Rafael Videla, cui tutti devono rispondere del loro operato, impegnato in prima persona. E come la burocrazia militare abbia preso in mano tutta l'organizzazione lo si vede anche dalla gran massa di permessi, autorizzazioni di cui bisogna munirsi persino per le cose più banali.

Al centro stampa dell'Avenida Corrientes 1302 l'arrivo fuori tempo e senza preavviso di un giornalista straniero crea perplessità e imbarazzo. Per salire al secondo piano, dove sono gli uffici, e per esservi ammesso bisogna dare molte sorridenti spiegazioni ad uscieri insolitamente giovani e attenti. Ed occorre poi riempire un modulo che chiede complete tutte le generalità e la testata per la quale si lavora. Infine è necessario depositare un documento di riconoscimento.

La tessera professionale con foto autenticata, viene accettata solo dopo aver controllato lo stemma della nostra repubblica ed il bollo a secce del ministero di grazia e giustizia che le lascia in Italia. Solo così si ottiene in cambio un cartellino di plastica col «nº soci» numerato (il mio è il primo della giornata) da appuntare ben visibile sul petto, come una piastrina o una croce al merito.

Il clima cambia con la mano tesa di Pietro Valdés. Quarant'anni di attività giornalistica, un passato di atleta che portamento e fisico ricevono ancora, deve anche a quel suo accattivante sorriso agli occhi azzurri e al biondo dei capelli che si ostina a far resistere, la carica di presidente della Confederazione panamericana dei giornalisti sportivi. Ma il tratto e l'aria cordiale di complicità professionale gli servono i effetti ad eludere le domande.

Non c'è da meravigliarsi il suo compito è proprio quello di rassicurare, di mostrare che tutto va bene, che a tutto procede secondo i piani prestabiliti. Ma proprio delle risposte troppo generiche, dalle cifre troppo alla grossa, dal continuo ricorrere agli immobili dentisti pubblicistici si capisce che il suo è un ottimismo di ufficio e che i programmi funzionano proprio perché sono elasticci e vengono continuamente aggiornati ed adeguati. E se davvero le cose marziano come dicono noi, lo si dice al congresso di tanta buona e disordinata volontà più che alla pianificazione, ai profeti, ai cervelli elettronici.

Ad ogni domanda la prima sorridente risposta è sempre una: «No hay problema»; non c'è problema, maniera tutta argentina di scrivere e di scaricare le dimissioni, una specie di «a parte stare tranquillo e di marce rovelata: un dignitoso ed onesto»; e sono cose cui dobbiamo credere noi senza bisogno di consigli e di aiuti, di stile snob.

Ma che le cose cui pensare fossero tante e troppe e come quasi sempre si sia arrivati in ritardo lo ammettono tranquillamente nella redazione spartita della Nación. Parlano abbastanza chiaro perché non hanno incarichi ufficiali, perché il giornalismo spartito, anche nei regimi assoluti, è come una riserva in cui si ha l'illusione di una maggiore libertà e perché i 197 anni di questo quotidiano prudente ed autorevole possono scansinare grossolanamente.

«Hanno creduto all'inizio che fosse soprattutto un problema di stadi, poi andando avanti si sono resi conto di come fosse difficile confrontare, adattare le strutture arretrate del paese con quelle di tutto il resto del mondo». Il governo attuale ha un solo grande vantaggio, quello di poter attribuire alla inefficienza, alla confusione, alla corruzione, al clima di guerra civile che regnavano con Isabella (la redazione di Perón), e con il suo «stregone» López Rega, ogni colpa, ogni ritardo. Ma i militari sanno anche che non per questo, in caso di fallimento, il giudizio su Videla ed i suoi ufficiali sarà più indulgente.

Nei momenti attuali solo gli stadi sono realmente a buon punto, anche se Valdés l'ottimista esagera affermando che l'85 per cento dei lavori è ormai ultimato. A parlare di tutto il resto ci sitta con i tempi alla fine di aprile, con margini di sicurezza molto scarsi

BDIC

bluse bluette di ricami, dorato grigio-azzurro in mezzo, col sottogola che gli pendeva morto, e tirato indietro, sulla nuca; un grosso fucile mitragliatore si reggeva inviato nel braccio destro appoggiato alla vita. Ma tra il vigore sospetto di quel giovane della «seguridad» senza divisa e l'indifferenza assente di questo militare non so cosa preferire. La regola, in ogni caso, è quella di temere entrambi. In Argentina la violenza ha tante facce: cittadini, potere e istituzioni hanno in comune gli stessi sentimenti: il sospetto reciproco e la paura.

Al terrorismo più spietato e diffuso si è risposto con una rappresaglia che non conosce leggi e pietà.

Il fronte della guerriglia aveva cento variazioni e cento rivoli. I «montenegrini», semmai, avevano una unica ispirazione politica erano formati di tante organizzazioni e commandos paralleli. L'unità era assicurata dal richiamo ad un equivoco Peron di sinistra rifiutato nella Spagna di Franco. Ma era comunque un'organizzazione massiccia che controllava le formazioni giovanili e studentesche, aveva gran peso in quelle sindacati e tra gli emarginati delle città. Ancora più efficienti e duri erano i mille-duemila guer-

regolarmente a Montenegro ed ERP hanno, in edem, perso la loro guerra di ferore ed hanno dato un abbrici una giustificazione spontanea a quanti sopportano con nassegnare il regime militare e la sua violenza a quanti preferiscono una vita tranquilla fornita dalla politica.

Ma cosa sia la «tranquillità» nuova dell'Argentina lo sanno bene i sindacalisti intimoriti o fermati prima di una riunione o le 15 persone sequestrate ancora una settimana fa in una chiesa alla periferia della capitale: raccolgono fondi per far pubblicare tra gli annunci economici dei giornali un appello alle autorità.

### Cinque mesi

Ma se il «terrore bianco» l'ha acuta vinta, i militari al potere non hanno eliminato e soprattutto non si sono liberati dalla paura dei «sovversivi» che li «quadra» e, spesso davvero incontrollabili, continuano con il loro «lavoro» ad alimentare.

In questo clima, anche se non si vedrà sugli schermi si svolgeranno a giugno i Campionati mondiali di calcio. E per queste ragioni prima di entrare in uno stadio, tutti dovranno essere sottoposti ad accertamenti e controlli, massare sotto gli occhi vigili della «seguridad» ed i mitra dei soldati. E prima ancora dovranno presentare domande, chiedere autorizzazioni, sottoscrivere impegni, compilare schede. Pagare semplicemente un biglietto è impossibile. Se i soli 30 mila stranieri di fatto ammessi dovranno prenotare in anticipo almeno 12 partite, gli argentini a Buenos Aires dovranno impegnarsi per un minimo di nove. E per questo ci sarà un contratto regolare, preceduto da un compromesso. In questo ultimo a mezzo di un formulario si deve dettagliare la specie del biglietto da acquistare (laterale, tribuna, in piedi) le partite corrispondenti e presentare insieme i documenti di identità personale, condizione indispensabile — dice la clausola sottolineata — in quanto i biglietti intestati nominalmente saranno intrasferibili. Ma per ottenerli dalla presentazione della domanda, che si fa in questo periodo, bisogna attendere almeno cinque mesi. I ticket definitivi, «confezionali con sistemi di sicurezza speciali» — che ora naturalmente non ci vengono rivelati — saranno distribuiti solo due o tre settimane prima l'inizio del torneo, in modo da impedire falsificazioni. Nel frattempo «un sistema integrale di computerizzazione dei dati consentirà l'esatto controllo degli acquirenti». Quanto dire che senza essere stati schedati non si

avrà accesso allo stadio.

Un recente speciale sorvegliato dall'esercito sarà attivato a parcheggio delle auto ministeriali, quelle dei giornalisti finiranno nel «Club di loro federe»; per tutte le altre verranno delimitate apposite aree controllate dalla polizia. Insomma si farà tutto il possibile — come dice Pietro Valdes — perché non ci siano sorprese.

Ma di tutto ciò, questo giovanotto laureato da appena due anni, non sa nulla parlare. Preferisce dire delle soluzioni tecniche adottate per fare del vecchio River uno stadio modello, della nuova tribuna dedicata stessa all'ammiraglio Brown e alla Marina, dell'impianto di illuminazione che circonda l'isolotto, l'ovale del campo e della meravigliosa visibilità. E si compiace divertito di ricordarmi di Omar Sívori, la stella del River, «che vi vendemmo per non so quanti miliardi di pesos nel 1958. Il completamento dello stadio, allora ancora aperto da un lato, lo abbiamo fatto con i vostri soldi. Chissà — aggiunge portandomi al centro del prato verde di un'erba rinnovata come tutto — chissà se vedremo ancora — e fa un cenno di dribbling — campioni di quella levatura, chissà — aggiunge — se ci saranno per noi ancora delle belle novità. Noi i Campionati del mondo — e forse pensa davvero solo al calcio — li giochiamo solo con questa speranza».

LUIGI GAMBACORTA



Argentina 78

NP, Amsterdam  
14-1-1978

# DE ARGENTIJNSE VLEESMOLEN

Sinds de staatsgreep van maart '76 hebben de Argentijnse generals het wereldkampioenschap voetbal aangepakt alsof het een militaire operatie betrof. De Argentijnse voetbalbond is van zijn taak ontheven, voor de communicatie is het Duitse Siemens-concern ingeschakeld, en een Amerikaans reclamebureau moet voor 20 miljoen dollar het image van Argentinië in het buitenland zien op te lappen. Maar ondertussen gaan de moorden, de arrestaties en de verdwijningen gewoon door. Roel Janssen bracht tien dagen door in Buenos Aires, waar zaterdag de loting voor de eindronde van het wereldkampioenschap plaatsvindt.



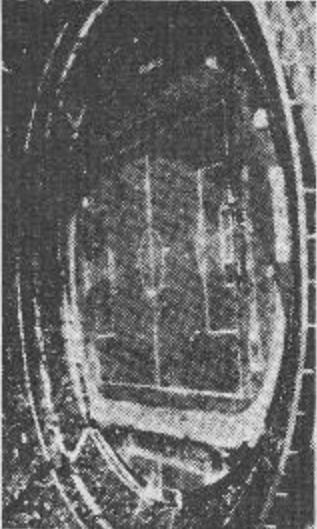
**S'infittiscono le voci secondo cui turisti e giornalisti avrebbero accesso limitato nel Paese che organizza i mondiali**

## Sarà facile o no andare in Argentina?

OMA — Di voci ne corrono tante: che il governo argentino ha intenzione di limitare l'afflusso dei turisti, che l'accesso dei giornalisti sarà attivamente vagliato, che la giuria non ha intenzione di trasformare i mondiali del giugno prossimo in un campanilismo all'argentino. Il primo allarme è stato lanciato sabato scorso a Torino, in occasione della partita tra Italia e Finlandia. Un responsabile dell'Ussi (l'unione stampa sportiva italiana) ha confidato ad alcuni colleghi che l'organizzazione di accertamenti spietati hanno intensamente cercato di sottrarre un invito a giornalisti (quegli sportivi hanno intenzione di andare a River Plate a Buenos Aires dove verrà giocata la finale) dopo la qualificazione quasi certa della Nazionale azzurra, hanno già programmato le ferie estive in Argentina nel periodo dei mondiali (1-25 giugno), le agenzie di viaggi fanno a gara nel proporre combinazioni vantaggiose.

di FRANCO RECANATESI

R. SAPIERNE di più, stardati all'ambasciata argentina. Abbiamo chiesto all'ambasciatore, ma ci ha detto l'addetto culturale, il dottor Marcello Gangui, un uomo alto, sulla quarantina, apparentemente dinanzi ad efficiente, sicuramente salutare. Molti sostengono che in Italia il calcio viene amministrato come un velo sui grintosi sociali, politici, economici. « Da noi è diverso, il calcio piace perché piace lo stesso. Alcuni affermano che il mancato arra-



Le stadio del River Plate a Buenos Aires dove verrà giocata la finale

sport, in genere: pallavolo, basket, golf, nuoto, tennis, tutto. Non per niente abbiamo campioni di prestigio mondiale come Menzon, Galindez, Vilas, Reutemann. Ma lo sport non è una droga. Argentina è aperta a tutti e che se c'è uno scopo politico è proprio quello di aiutare la tensione esistente nel mondo. I giornalisti vedranno i fatti vedranno più delle parole».

Ma al punto 3 di un comunicato diffuso dall'Ente archivio Mondiali '78 si afferma:

« Da noi è diverso, il calcio piace perché piace lo stesso. Alcuni affermano che il mancato arra-



## Occhio ai cartoncini in arrivo da Baires

ROMA — In una circulaire firmata dal capitano di vascello Carlos Alberto Lacoste, vice presidente dell'Ente autarca mondiali '78, che verrà autorizzata al giornalisti, vengono indicate le modalità di accreditamento ai mondiali di calcio del giugno prossimo. La circulaire è divisa in cinque punti: pre-accreditamento, approvazione definitiva, approvazione, controllo finale credenziali.

Quello destinato a sollevare qualche perplessità è il punto 3: APPROVAZIONE. Vi si legge: « I giornalisti ammessi riceveranno un cartoncino verde. Quelli non ammessi riceveranno invece un cartoncino rosso e la restituzione del versamento » (100 dollari). Abbiamo chiesto all'ambasciata argentina, con quale criterio verranno accettate o rifiutate le domande di « Bisognerebbe chiedere all'Ente autarchico », ci è stato risposto.

Prima che scrupoli casero, sarebbe bene che la Federstampa e l'Ussi si can-

tellassero contro eventuali discriminazioni



LES DROITS DE L'HOMME ET LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

# Pourquoi l'Argentine ?

par MAREK HALTER (\*)

Page 6 — LE MONDE — 4 février 1978 • • •

## POINT DE VUE

L'ARGENTINE émerge peu à peu de l'océan d'indifférence dans lequel elle semblait s'enfoncer. Les chiffres des victimes qui nous parviennent commencent à prendre les visages familiers d'hommes et de femmes que nous aurions pu croiser un jour.

Près de 6 000 personnes auraient été exécutées depuis le coup d'Etat de mars 1976, et il y aurait de 12 000 à 17 000 prisonniers politiques, selon le rapport confidentiel remis le 21 novembre au général Jorge Videla, chef de l'Etat argentin, par M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain. Ce rapport, partiellement publié dans le Congressional Record du Sénat américain (1), donne les précisions suivantes: le gouvernement argentin reconnaît qu'il détiennent 5 500 à 7 000 prisonniers politiques. Par ailleurs, 5 000 à 7 000 prisonniers seraient incarcérés dans les prisons et les camps dépendant des différents corps d'armée et de gendarmerie; 1 500 à 2 500 prisonniers seraient aux mains des polices régionales ou parallèles. Parmi les victimes de ces incarcérations arbitraires, on compérait: 3 000 à 4 000 ouvriers (dont 750 présumés assassinés), 500 à 750 intellectuels (dont 200 présumés assassinés), 750 à 1 000 militants syndicalistes (dont 500 présumés assassinés), 2 500 à 3 000 parents, amis ou défenseurs des prisonniers politiques (dont 1 000 présumés assassinés). Ces chiffres viennent s'ajouter à ceux qui nous parviennent des quatre coins du monde, prouvant que la barbarie est là, à nos portes, tenace et menaçante.

### Un pays qui échappe aux découpages habituels

Alors, pourquoi l'Argentine? C'est qu'elle échappe à nos grands découpages politiques et que, contrairement au Chili par exemple, on n'en retrouve pas les courants politiques familiers. Les deux forces d'opposition à la junte sont en fait le péronisme et le radicalisme, qui rallient la majorité des étudiants et des travailleurs. Ces derniers sont pour la plupart organisés au sein de la U.G.T., de tendance péroniste, qui n'a rien de commun avec la C.G.T. française. Fidèle à l'idée de la troisième voie lancée par Perón, il a longtemps refusé d'adhérer à la F.S.M. (2), jugée trop communiste, et à la C.I.S.L. (3) en raison de ses attaches nord-américaines. C'est au péronisme encore que s'est

rallier une grande partie de la jeunesse, de sorte que le plus grand mouvement de résistance armée aux généraux est aujourd'hui les Monteros, péronistes de gauche, suivi par l'E.R.P. (Armée révolutionnaire du peuple), née en 1970 et de tendance guérillarde.

La position actuelle des grandes puissances face à la répression en Argentine ne correspond pas non plus aux identifications habituelles: ce sont les Etats-Unis qui condamnent vigoureusement la répression sanglante de la junte militaire et présentent des motions en ce sens à la commission des droits de l'homme de l'ONU, motions que l'Union soviétique rejette systématiquement. Les crédits américains pour l'Argentine sont bloqués par le Congrès en raison du non-respect des droits de l'homme, tandis que ce pays devient, malgré sa politique, le principal partenaire commercial de l'U.R.S.S. sur le continent latino-américain, et maintient des rapports cordiaux avec La Havane. Puisque la position des Etats-Unis sur ce qui se passe en Argentine contraste avec leur politique habituelle sur le continent, à Saint-Domingue et au Chili, par exemple, nous préférions faire taire nos consciences plutôt que de remettre en cause nos schémas politiques traditionnels.

### L'affaire de la Coupe du monde

Pouvons-nous, en dépit de nos indignations sélectives, créer un mouvement d'opinion contre la dictature militaire en Argentine? Comment faire admettre que, lorsqu'on parle des droits de l'homme, c'est effectivement des hommes qu'il s'agit, et non des idées?

Proposer le boycott de la Coupe du monde de football en Argentine (4), cet événement qui passionne des millions d'individus pouvait apparaître comme une provocation. C'était surtout le meilleur moyen d'attirer l'attention de l'opinion sur les crimes qui se commettent dans ce pays. La campagne pour le boycott, très impopulaire (5), a cependant déjà donné des résultats appréciables. Elle a suscité des articles dans la presse, des reportages à la télévision, des missions d'enquête (6), la création de comités pour le boycott dans différents pays d'Europe (en France: COBA (7); elle a provoqué les explications et les prises de position des leaders de la plupart des partis

politiques en France et à l'étranger. Ainsi, plusieurs membres du Parlement européen ont préparé une proposition de résolution (8) dans laquelle ils « demandent que la Coupe du monde de football ne se déroule pas, lété prochain, dans ce pays, si le gouvernement argentin ne donne pas les garanties indispensables quant à l'intégrité physique des personnes, et notamment des prisonniers d'opinion et des disparus politiques ».

Si les partis socialistes semblent avoir compris l'importance de l'enjeu — Olof Palme en Suède, Ed van Thijn en Hollande, Lionel Jospin en France, ont soulève le problème du respect des droits de l'homme en Argentine, tandis qu'on se prépare pour la Coupe du monde — Georges Marchais, par contre, s'oppose au boycott et déclare au cours d'une conférence de presse (9): « Quand on pose le problème des libertés, on plaque, à l'Est comme à l'Ouest, de ne pas aller dans beaucoup de pays. » Réaction qui met sur un pied d'égalité tous les pays, quel que soit le degré de liberté qui y règne et que soutiennent peut-être le désir de prévenir toute entreprise du même genre à l'occasion des prochaines olympiades en U.R.S.S. en 1980. Mais voici qu'Yves Guéna et Françoise Giroud reprennent la même argumentation, placant eux aussi tous les Etats sur le même plan, l'Angleterre et la Rhodésie, la République fédérale d'Allemagne et l'Ouganda, comme s'ils donnaient raison à Andreas Baader et ses amis, qui s'alliaient par tous les moyens à l'Etat quel qu'il soit. Par sa déclaration à Antenne 2 (10), Jean-Pierre Soisson semble oublier la publication faite par ses soins, il y a quelques semaines à peine, de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ignorant le problème des droits de l'homme en Argentine, il affirme que la France doit participer à la Coupe du monde et gagner. Nous sommes il est vrai en période électorale, et le football est populaire.

(\*) Peintre et écrivain, auteur de *Le Fou et les Rois*.

La menace vient-elle de la guérilla ou au contraire du terrorisme d'Etat qui règit actuellement en Argentine les relations entre les individus ou les groupes politico-militaires ? L'A.F.L-C.I.O., la centrale des syndicats nord-américains, dont une délégation vient de visiter l'Argentine, déclare : « Par la répression sanglante, la lutte se transforme en un groupe de terroristes. » (1).

Juan German, le grand poète argentin, porte-parole des Montoneros en Europe, m'a assuré il y a quelques jours : « Nous sommes nous-mêmes de grands amateurs de football et aucun joueur ne devrait être de notre part. S'il devait y avoir de la violence lors de la Coupe du monde, cela ne pourrait être que du fait des forces armées. Il était important d'attirer l'attention de l'opinion publique et des journalistes sportifs sur la situation dans le pays. L'appel pour le boycottage a réussi sur ce plan. » (2)

Aujourd'hui encore, beaucoup de gens croient pouvoir séparer le sport des contingences extérieures à sa fonction. Pourtant, le sportif est aussi un homme avec une famille, des amis, des problèmes personnels ; il fait partie d'un ensemble en mutation permanente. Comment pourra-t-il y échapper ? Et, du reste, le lui permet-on ?

Aujourd'hui, le général Videla souhaite transformer la Coupe du monde de football en une tribune de propagande pour son régime. Le général Antonio Luis Merlo, président de la Mundial 1978, l'a dit clairement lors de sa conférence de presse à Paris le 15 novembre dernier. Dès lors le bulldozer de la répression débâille tout ce qui apparaît aux yeux du pouvoir susceptible d'alterer l'opinion internationale. On arrête actuellement les militants syndicalistes les plus actifs pour prévenir d'éventuelles grèves avant et pendant les Jeux. On arrête également des universitaires afin de démanteler toute tentative de mouvement chez les étudiants.

Alors ? Alors, face à cet état de fait, pourrons-nous aller en Argent-

tine, jouer, applaudir, sans regarder en dehors des circuits touristiques qui nous auront été imposés et prétendre ensuite avoir ignoré ce qui se passa vraiment dans ce pays, comme l'en fait, étonnes après le rapport Krouchtchev, ceux qui, pendant les années de la répression stalinienne, avaient visité l'Union soviétique ?

Si malgré les pressions la Coupe se déroule en Argentine, il serait alors indispensable d'exiger à cette occasion du gouvernement argentin des concessions en échange de notre participation. Pour chaque équipe, quelques centaines de prisonniers libérés. Voilà l'occasion de redemander la libération des seize Français détenus en Argentine depuis un an sans aucun jugement. Cela pourrait être un précédent historique qui peserait sur la forme des luttes pour les droits de l'homme à l'avenir.

Nous avons subi ces dernières années toutes sortes de chantages : politiques, économiques et idéologiques, du fait de gangsters, de groupuscules, de minorités ou d'Etats. Pourquoi ne pas renverser la tendance : à rebours des chantages qui mettent en danger des vies humaines, lancons à l'occasion de la Coupe du monde de football en Argentine le challenge pour les droits de l'homme.

(1) 1<sup>er</sup> décembre 1977. Informations en partie reproduites par *Paulo de São Paulo* du 25 décembre 1977 et par *Le Monde* du 28 décembre 1977.

(2) Fédération syndicale mondiale.  
(3) Confédération internationale des syndicats libres.

(4) *Le Monde* du 19 octobre 1977.

(5) Selon un sondage publié par *le Nouvel Observateur* du 14 janvier 1978, 65 % des Français se déclarent contre le boycottage, 20 % pour et 15 % sans opinion.

(6) La première, organisée par la Fédération internationale des droits de l'homme et l'Association des juristes catholiques, vient de partir pour l'Argentine. Elle est conduite par l'amiral Antoine Sangulinetti.

(7) Collectif pour le boycottage de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football 78, rue de Nantouillet, Paris (15<sup>e</sup>).

(8) 23 décembre 1977.

(9) *Le Monde* du 19 novembre 1977.

(10) 12 janvier 1978.

(11) *Council on Hemispheric Affairs*, 2 décembre 1977.

BDIC

LA PRÉPARATION DU CHAMPIONNAT  
L'UNION SYNDICALE DES JOURNALISTES  
RENDEZ-VOUS DES TRAVAILLEURS

BDIC

FEDERATION INTERNATIONALE DES JOURNALISTES  
IFJ, Bvd. Charlemagne 1 (Bte 5)  
B-1041 BRUXELLES - Belgique

Le 20 avril 1978

Concerne: Championnats en Argentine

Chers Confrères,

Veuillez trouver ci-joint le texte d'une résolution adoptée lors de la dernière séance du Bureau de la FIJ (Lille, 12-14 avril 1978) relative aux prochains championnats du monde de football en Argentine.

Nous avons appris que plusieurs de nos syndicats affiliés ont déjà adopté des positions analogues à l'intention des journalistes de leur pays qui se rendront en Argentine et nous tenons à les en féliciter.

Il semble que, dans certains cas, des journalistes aient éprouvé des difficultés pour obtenir un visa de la part des autorités argentines. Si vous deviez avoir connaissance de telles pratiques discriminatoires, nous vous saurions gré de nous en informer.

Veuillez agréer, Chers Collègues, l'assurance de nos sentiments les meilleurs et les plus fraternels.

*Théo BOGAERTS*  
Secrétaire-Général

Réunion du Bureau de la FIJ  
LILLE, du 12 au 14 avril 1978

RESOLUTION  
=====

ARGENTINE

Le Bureau de la Fédération internationale des journalistes, réuni à Lille (France), lance un appel pressant à tous les journalistes de la presse écrite, de la radio et de la télévision qui sont appelés à assurer la couverture du championnat du monde de football en Argentine. Ce pays ne jouit pas des garanties démocratiques élémentaires, en particulier dans le domaine de l'information. Des dizaines de journalistes y ont été assassinés depuis plus de trois ans; de nombreux autres y sont détenus au mépris des droits de l'homme; les autorités n'ont fourni aucun éclaircissement ni aucune réponse acceptable aux nombreuses démarches accomplies par la FIJ et ses organisations affiliées; la vie humaine n'est pas protégée contre les entreprises du terrorisme et du racisme. Dans ces conditions, la Fédération internationale des journalistes demande à tous les professionnels de l'information de se rendre en Argentine pour y assurer le reportage non seulement sur les événements sportifs mais sur l'ensemble des conditions d'existence faites au peuple argentin.

Le Bureau donne mandat au secrétaire général de la FIJ pour inviter l'Organisation internationale des journalistes à se joindre à cet appel et à le rendre effectif auprès de ses propres affiliés.

BDIC

LA PRÉPARATION DU « MUNDIAL »

L'UNION SYNDICALE DES JOURNALISTES  
RENOUVELLE SES INQUIÉTUDES

Le comité directeur de l'Union syndicale des journalistes sportifs de France (U.S.J.S.F.) réuni mercredi 3 mai, a examiné une nouvelle fois les conditions dans lesquelles les journalistes pourront accomplir leur mission en Argentine pendant la Coupe du monde de football.

Trois faits justifient une enquête accrue :

— Le ministre français des affaires étrangères n'a pas cru devoir encore répondre à la lettre que lui avait envoyée, le 7 avril, Maurice Vidal, président de l'U.S.J.S.F. et vice-président de l'Association internationale de la presse sportive. La silence des autorités françaises sur une matière aussi sérieuse que la sécurité de journalistes français en mission est plus inquiétant. L'U.S.J.S.F. tente de répondre dans les prochains jours à cette demande de saisir le président de la République de cette situation.

— En réponse à la lettre du président de l'U.S.J.S.F., la Fédération internationale de football

association (FIFA) par la plume de son chef de presse approuve tacitement les propos du contre-amiral Lacoste en jugeant « normaux » les principes suivants : « Chaque pays peut « évidemment » exposer des normativités quand ils répondent de fausses informations » ou quand ils se posent « en opposition aux lois d'un pays ». Par ailleurs, la FIFA déclare « ne pas apprécier la propagande faite par une certaine presse politique », qu'elle oppose aux journalistes sportifs.

— Les propos du général Antonio Merlo, président du comité d'organisation du « mondial », portant à l'avance jugement sur certains envoyés spéciaux et allant même jusqu'à prévoir l'enlèvement par les guérilleros « d'un journaliste étranger préalablement arrêté entre les territoires et cette personne ».

L'U.S.J.S.F. considère que ces propos scandaleux sont une menace sérieuse pour la sécurité des journalistes qui voudront effectuer leur mission d'information, menace aggravée par la position de la FIFA dans cette affaire, et par le silence des autorités françaises.

GLGL

BN89 AFP - 3291

EMC/FOOTBALL

« MUNDIAL » : UNE ACTION DE JOURNALISTES FRANCAIS

PARIS, 3 MAI

(AFP).

LE SYNDICAT FRANCAIS DES JOURNALISTES CGT (CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL) A ADRESSE DEUX LETTRES, L'UNE A M. LOUIS DE GUIRINGAUD, MINISTRE FRANCAIS DES AFFAIRES ETRANGERES ET L'AUTRE A L'AMBASSADEUR D'ARGENTINE EN FRANCE, AU SUJET DE LA SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES JOURNALISTES FRANCAIS ACCREDITES A LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL.

DANS SA LETTRE AU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, LE SYNDICAT DES JOURNALISTES CGT SOUHAITE NOTAMMENT QUE L'AMBASSADE DE FRANCE A BUENOS AIRES RECOIVE DES DIRECTIVES POUR ASSURER LA SECURITE DES JOURNALISTES FRANCAIS.

LE PROBLEME DE LA SECURITE EST EGALEMENT SOULEVE DANS LA LETTRE A L'AMBASSADEUR D'ARGENTINE A PARIS. MAIS LE SYNDICAT DES JOURNALISTES CGT POSE EGALLEMENT AU DIPLOMATE PLUSIEURS QUESTIONS CONCERNANT EN PARTICULIER LE LIBRE ACCES A TOUTES LES SOURCES D'INFORMATION ET LE RESPECT DE CETTE INFORMATION PAR LES AUTORITES GOUVERNEMENTALES.

L'ANNONCE DE CES DEUX LETTRES A ETE FAITE MERCREDI A PARIS EN PRESENCE DE REPRESENTANTS D'ORGANISATIONS ARGENTINES, LE CENTRE ARGENTIN D'INFORMATION ET DE SOLIDARITE, LA COMMUNAUTE CHRETIENNE ARGENTINE, LE COMITE DE SOUTIEN AUX FAMILLES DES EMPRISONNES ET DES DISPARUS ET L'UNION DES JOURNALISTES ARGENTINS EN FRANCE.

PR

AFP Q31633

BDIC